

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE, EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET
EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATE SCHOOL FOR SOCIAL
AND EDUCATIONAL

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF GEOGRAPHY

**DETERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE ET
LEURS IMPACTS SUR LE CADRE ET LA QUALITE DE VIE
A MAMBANDA (DOUALA-CAMEROUN)**

*Mémoire présenté pour évaluation partielle en vue de l'obtention du diplôme de Master II en
géographie humaine*

Spécialité : Dynamiques urbaine et rurale

Option : dynamique urbaine

Présenté par

NADINE SONWA

Licenciée en Géographie Humaine

Matricule : 10L923

Sous la direction de :

René Joly ASSAKO ASSAKO

Professeur titulaire hors échelle



Année académique 2022

DEDICACE

À toute la famille

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait été possible sans la participation des personnes ressources à qui nous voudrions témoigner notre gratitude et leur adresser nos sincères remerciements.

Nos remerciements vont particulièrement à l'endroit du :

- Professeur **ASSAKO ASSAKO RENE .J**, notre directeur de mémoire pour son grand dévouement et sa disponibilité tout au long de notre recherche, pour toute l'attention particulière et le soutien sans faille qu'il a porté à notre travail,
- Au **corps Universitaire** Yaoundé 1,
- A mes parents, pour m'avoir soutenu aussi moralement que financièrement dans l'accomplissement de ce mémoire et aussi pour leurs multiples conseils et encouragements,
- Au sous –préfet de Douala IV^{ème} **Mr EKO MBARGA Jean Marc** pour nous avoir permis de faire des enquêtes de terrain dans l'un de ses quartiers qui est Mambanda,
- A tout le personnel de la mairie de Douala IV^{ème} pour leur accueil et leur accompagnement et aussi leur soutien.
- A toute la famille entière,
- A tous mes camarades de promotion en général et en particulier mes amis **Fomené Rodrigue et Lambou Florent** pour des échanges fructueux, les encouragements, leurs rappels sur l'évolution du mémoire
- A tous ceux qui m'ont soutenu de près ou de loin, je vous suis très reconnaissante pour l'importance que vous avez accordée à la tâche qui était mienne.

RESUME

La colonisation des zones *non aedificandi*, conjuguée au développement d'habitats précaires, la difficulté d'accès aux infrastructures de base et le développement d'activités informelles, sont des réponses à la problématique de pauvreté des populations des villes camerounaises. Le quartier Mambanda est situé dans l'arrondissement de Douala IV^{ème}, sur la rive gauche du Wouri sur une zone marécageuse, occupé anarchiquement par une population disons plutôt pauvres qui bravent au quotidien les problèmes liés à la précarité du cadre et la qualité de l'environnement.

Dans le but d'identifier les déterminants géographiques de la pauvreté et leurs impacts sur le cadre et la qualité de vie à Mambanda, l'objectif principal de cette recherche est d'établir la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à Mambanda. L'atteinte de cet objectif passe par l'appréhension du contexte physique, économique, social et culturel qui régit la vie dans ce quartier et de présenter les stratégies de gestion et de résolution de la pauvreté développées par les différents acteurs à Mambanda. Pour atteindre ces objectifs, l'outil géomatique couplé aux travaux de terrain (levés GPS ; interviews semi-structurés ; observation directe de terrain, des entrevues auprès des différents chefs de ménages ; l'analyse documentaire et le repérage photographique) ont été déployés. Les images ASTER-DEM et Google Earth ont permis de compléter la cartographie de l'occupation du sol. Il s'agit du traitement diachronique (1986-2018) d'images satellitaires Landsat à travers le logiciel ERDAS. A partir de ce canal méthodologique, nous avons démontré que, l'habitant de Mambanda est un acteur social de sa propre vie, et vivre dans ce quartier, c'est agir, créer des stratégies pouvant permettre de survivre. Cette mauvaise qualité de vie conduit à la détérioration du cadre de vie. En faisant une analyse des stratégies de survie développés par les habitants, nous avons démontré que, dans ce site ; les habitants sont animés par des pratiques culturelles qu'ils puisent dans leur terroir d'origine pour échapper à la pauvreté sans la prise en compte des impacts induits en milieu urbain. Ces pratiques vont en s'accroissant, constituant ainsi des obstacles au développement de Mambanda. Fort de ce canal méthodologique, il a été démontré que, certaines mesures sont appropriées pour sortir Mambanda et sa population de cette pauvreté dans laquelle ils se trouvent.

MOTS CLES : Mambanda ; déterminants géographiques ; pauvreté ; cadre et qualité de vie

ABSTRACT

The colonization of risky environments for pre-habitation, difficulties to access to basic infrastructures, and the development of informal activities, are answers to poverty problems faced by Cameroonian populations in the urban settlements. Mambanda, located in Douala IV sub-division at the left to the river wouri banks, to be more precise, is a swampy area ,occupied anarchically by a relatively poor population whose daily activities is aimed at resolving some problems link to the precarity of surroundings and quality of the environment.

The principal objective of this research is to establish the relationship between the geographic parameters of the locality and poverty ,the quality of life in Mambanda .To attain this objective, a field work was carried out using the GPS, interview, direct observation of the field with the help of local inhabitants and field experts ,Prior to analysis, documentaries and photography.

The use of ASTER-DEM and Google Earth permitted a good cartography of the soil. That is diachronic treatment (1986-2018) of the satellites images. The use of Landsat to facilitate simulation through software programs such as Markov integrated in ERDAS. Apart of this methodology exploited, we were able to proof that inhabitants of Mambanda are social actors of their own life, living in this quarter that is developing strategies that permit then to survive the environmental challenges. This bad quality of life creates menace to their means of duiely hood in Mambanda.

By carrying out analysis on the strategies developpe by the inhabitants, and we have prawn that in Mambanda, the zones of origin, to escape poverty without taking into account impacts faced in urban areas. These practices will accelerate constituting also some obstacles for the development of Mambanda. Prior to these methodologies. It has been proven that some measures are appropriate to remove Mambanda and its population from the poverty in which they find themselves.

KEYS WORDS: Mambanda; poverty; Geographic's parameters; life surrounding; life quality

SOMMAIRE

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUME.....	iii
ABSTRACT	iv
SOMMAIRE	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTES DES FIGURES.....	ix
LISTE DES PHOTOS.....	x
LISTES DES ANNEXES.....	xi
INTRODUCTION GENERALE.....	i
CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA.....	31
CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE A MAMBANDA	19
CHAPITRE III : IMPACT DES DETERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE SUR LE CADRE DE LA QUALITE DE VIE A MAMBANDA.....	51
CHAPITRE IV : LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA.....	51
CHAPITRE V : ENTRE ENTRAVES AU PROCESSION DE DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, EFFICACE ET INTEGRE DE MAMBANDA.....	51
CONCLUSION GENERALE	82
REFERENCES.....	118
ANNEXES	126
TABLE DES MATIERES	141

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AFD: Agence Française de Développement

AGR: Activité Génératrice de Revenu

AUD: Atelier d'Urbanisme de

AFD: Agence Française de Développement

BM: Banque Mondiale

BNETD: Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement

CAD: Commune d'Arrondissement de Douala

CALCDUDCM : Comité d'Appui à la Lutte Contre le Désordre Urbain et pour le Développement Communautaire de Mambanda

CAMWATER : Cameroon Water Utilities Corporation

C.C.F : Centre Culturel Français

CDE: Camerounaise Des Eaux

CDS: City Development Strategy

CNCC: Conseil National des Chargeurs du Cameroun

CUAD : Communes Urbaines d'Arrondissement de Douala

CUD: Communauté Urbaine de Douala

DEPUD : Direction des Études, de la Planification Urbaine et du Développement Durable.

DUC : Direction d'Urbanisme et de Construction

DSRP: Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté

FEICOM: Fond Spécial d'Équipement Intercommunal

PFS Projets Filets Sociaux

GICAM : Groupement Inter Patronal du Cameroun

GTZ: Coopération Technique Allemande

HYSACAM : Hygiène et Salubrité Camerounaise

JCP : Journée Citoyenne de Propreté

JDP: Journées de Dialogue Public

JDPD: Journées de Dialogues Publics Décentralisés

JDPL: Journées de Dialogue Public Local

MAFADY: Maitrise de la Filière Assainissement dans la Zone Côtière de Douala et les Quartiers Spontanés de Yaoundé au Cameroun

MINAS: Ministre des Affaires Sociales

OMD: Organisation Mondiale de Développement

PAD : Port Autonome de Douala

PDU: Plan de Déplacement et de Transport Urbain

PNUD: Programme Des Nations Unies pour le Développement

POS: Plan d'Occupation du Sol

PRSP: Poverty Reduction Strategy Paper

3 'RGPH :Troisième Recensement Général sur la Population et l'Habitat

UPI: Unités de Production Informelles

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Plan synoptique de rédaction	30
Tableau 2: Travaux de Reprofilage et rechargement des routes en terre.....	78
Tableau 3: Travaux de curage manuel des drains sur 3000 (trois mille) mètres linéaires.	79
Tableau 4: Travaux de construction des ouvrages de franchissement	79
Tableau 5: Voirie.....	80
Tableau 6: Travaux de curage manuel des drains sur 3 200 (trois mille deux cent) mètres linéaires	80
Tableau 7: Travaux de construction des ouvrages de franchissement	81
Tableau 8: Projets en cours dans la ville de Douala	132

LISTES DES FIGURES

Figure 1: carte de localisation de la zone d'étude	3
Figure 2: Conceptualisation de la pauvreté	19
Figure 3: Conceptualisation des déterminants géographiques	21
Figure 4: Quelques indicateurs permettant d'apprécier la qualité de vie	23
Figure 5: carte administrative de Mambanda	34
Figure 6: Diagramme ombrothermique de Mambanda	36
Figure 7: Infrastructures socio collectives	44
Figure 8: foyers culturels à Mambanda	48
Figure 9: Classification et répartition géographiques des poches de pauvreté	58
Figure 10 : Vue aérienne du quartier mambanda	59
Figure 12: Occupation du sol de Mambanda en 2002	62
Figure 13: Occupation du sol de Mambanda en 2018	63
Figure 14: Diagramme d'évolution de l'occupation du sol de Mambanda de 1986 à 2018 ...	64
Figure 15: Maladies les plus fréquentes	65
Figure 16: Centres de santé à Mambanda	68
Figure 17: Etablissements scolaires à Mambanda	70
Figure 18: Infrastructures religieuses	74
Figure 19: Résumé des déterminants géographiques de la pauvreté	75
Figure 20: proposition personnelle pour l'amélioration de la situation	109

LISTE DES PHOTOS

Photo 1: technique de fumage de poisson à Mambanda	38
Photo 2: Comptoir de petit commerce à domicile	40
Photo 3: Pont mis sur pied par les élites du bloc	43
Photo 4: propagation des maladies hydriques à travers des tuyaux d'eau à Mambanda.....	66
Photo 5: Une maison entourée d'eau usée noirâtre	72
Photo 6: Porcherie près d'une cuisine à Mambanda.....	73
Photo 7: Elargissement des rigoles par la population.....	74
Photo 8: Technique de remblaiement des routes	75
Photo 9: Curage des drains par la mairie.....	77
Photo 10: habitats construits sur les drains	104

LISTES DES ANNEXES

Annexe 1: Autorisation spéciale	127
Annexe 2: Attestation de recherche	128
Annexe 3: Autorisation spéciale signé par les Chefs de bloc Mambanda	129
Annexe 4: Personnalités interviewées	130
Annexe 5: Guide d'entretien.....	133
Annexe 6: Questionnaire	135

INTRODUCTION GENERALE

I. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

Ces dernières années ont été marquées par un effort important en termes d'études et de recherches pour comprendre le phénomène de la pauvreté et même pour localiser les poches de pauvreté. C'est ainsi que sous l'égide de la Banque Mondiale (BM), divers pays africains ont élaboré des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), le plus souvent connus dans la littérature anglo-saxonne sous l'appellation « Poverty Reduction Strategy Paper » (PRSP). Parmi les moyens de lutte contre la pauvreté, la croissance économique et la redistribution des revenus par des mécanismes divers occupent une place centrale. L'évolution temporelle de la pauvreté, en particulier la décomposition de celle-ci « les effets Croissance » et « les effets redistribution » ou « les effets sectoriels », retient dès lors l'attention des chercheurs, des bailleurs de fond et des décideurs politiques. D'autres études sous l'égide également de la Banque Mondiale avaient pour objectifs de localiser les différentes poches de la pauvreté afin de faciliter la réussite des politiques de réduction de celle-ci. Toutefois, toutes ces stratégies s'avèrent insuffisantes pour localiser un pauvre en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Ceci s'explique par le fait que, les décideurs politiques s'attardent sur les critères standards pour définir le pauvre au Cameroun excluant les critères géographiques qui sont fondamentaux pour localiser les poches de pauvreté d'où cette étude.

II. DEFINITION ET DELIMITATION DU SUJET

1. Délimitation Thématique du sujet

Les déterminants géographiques de la pauvreté et leurs impacts sur le cadre et la qualité de vie à Mambanda, notre sujet ainsi intitulé s'inscrit dans une thématique générale qu'est « territoire, mobilités et durabilité » ; spécialisation dynamique urbaine et rurale. En fait ce thème, de part sa spécialisation traite des problèmes de pauvreté en zone urbaine plus précisément de la perception voire des indicateurs de celle-ci à Mambanda, ce quartier précaire de Douala IV^{ème}.

2. Présentation du cadre d'étude(Spatial)

La Commune d'Arrondissement de Douala IV^{ème} fait partie des six (6) Communes d'Arrondissement qui constituent la Ville de Douala et se situe à la rive gauche du Wouri, (Wouri Ouest). Elle s'étend sur une superficie de 55 km² et compte environ 600 000 habitants de provenance diverse qui vivent dans une situation de pauvreté comme dans la plupart des Communes du Cameroun. En effet, Douala IV^{ème} est un ensemble constitué de quartiers à l'instar de Mambanda ; Ngwelé ; Nkomba ; Besseke ; Grand hangar ; Mpanjo ... Mambanda

étant le quartier le plus populaire avec environ 132000 habitants sur 500 hectares attire l'attention. Situé entre la latitude 4°3'0''N et le 4°8' 30''N et la longitude 9°38'30''E et 9°45'0''E Mambanda est limité : Au Nord par les quartiers grand Hangar et bilingue ; au Sud par le fleuve moungo ; à l'Ouest par le fleuve Wouri ; à l'Est par le quartier nkomba.

MAMBANDA bénéficie de très peu d'infrastructures et l'accès y est très difficile. Situé sur une topographie plane aux risques d'inondations élevés, MAMBANDA est caractérisé par un étalement urbain aux habitats spontanés avec des cases entourées d'eaux noirâtres et sans véritable voies d'accès. Malgré le caractère marécageux de la zone, les habitations sont en planche.

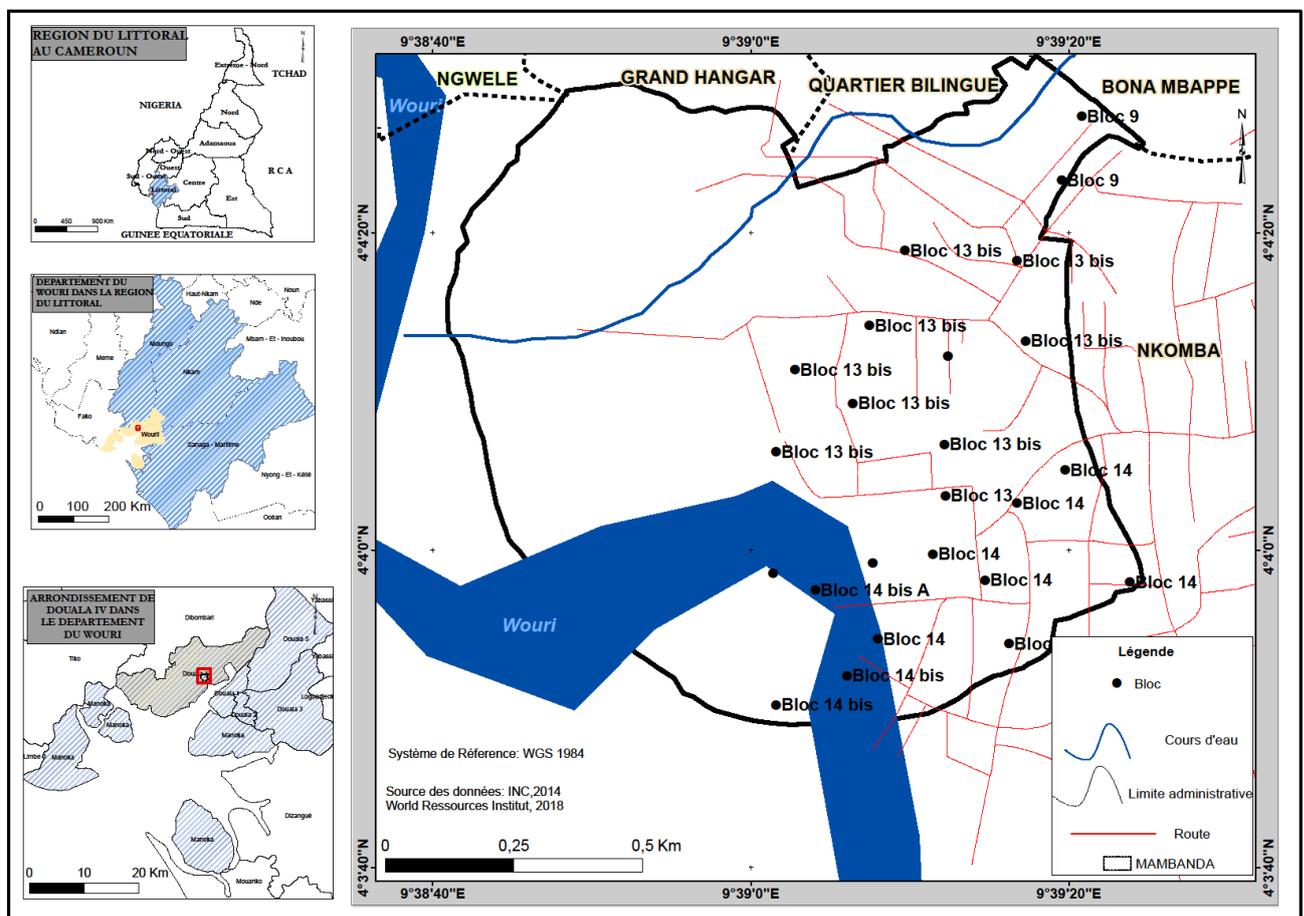


Figure 1: carte de localisation de la zone d'étude

Source : Base de données spatiale INC 2014 ; World Ressources Institut, 2018.

3. Délimitation temporelle

Pour avoir une idée réelle de cette étude, il a été important de partir de 1986 pour 2018. Cette période a été choisie sur la base de la création du quartier Mambanda. Alors créée en 1970

Antoine. N (2008) suite à des déguerpissements, ce quartier a subi une évolution criarde sur le plan population et aujourd'hui c'est le quartier le plus peuplé de la commune d'arrondissement de Douala IV^{ème}, mais également, si nous pouvons le préciser, le plus malpropre et précaire de la zone. Mambanda étant une zone marécageuse nécessite des investissements Etatiques mais ce quartier est occupé anarchiquement par des individus sans aucun plan ni aucune norme urbanistique. Les dates retenues pour les analyses ont été choisies sur la base de la disponibilité des données (images satellitaires).

III. INTERET DE L'ETUDE

1. Intérêt scientifique etacadémique

L'évaluation de la pauvreté et son éradication sont d'une importance capitale dans les stratégies de développement d'un pays. Pour un quartier comme Mambanda, où les conditions socioprofessionnelles des jeunes sont préoccupantes, et que ceux-ci doivent faire preuve d'imagination et surtout, lutter au quotidien pour survivre, les études sur la pauvreté sont prioritaires. En fait, cette étude donne une idée du phénomène de pauvreté dans ce quartier. En plus, ce travail vient enrichir la littérature sur les indicateurs géographiques de la pauvreté tout en insistant sur l'impact de ces indicateurs sur le cadre et la qualité de vie. La réalisation de ce travail se justifie par son inscription dans l'unité d'enseignement et de formation dont la validation est indispensable pour l'obtention Master II de géographie. Dans la perspective de la production scientifique, la rédaction d'un mémoire est une étape vitale dans le bilan des connaissances, l'appréciation de l'assimilation des enseignements d'initiation à la recherche et leur mise en application à travers la rédaction de ce mémoire.

2. Intérêt pratique

Cette étude participe à la réflexion sur des espaces à risques. Pour cela, elle donne des informations sur la situation des populations qui occupent ces zones. Elle peut par conséquent servir d'outil de décision susceptible d'orienter l'action politique et d'inspirer les populations sur la question foncière.

3. Intérêt social

Cette étude servira d'outil de décision susceptible d'inspirer d'éventuels investisseurs communaux et facilitera leurs actions. Elle permettra à la commune de Douala IV^{ème} de savoir où investir puisqu'à travers cette étude nous saurons le degré de pauvreté des uns et des autres dans ce quartier précaire qu'est Mambanda.

IV. PROBLEMATIQUE

La pauvreté demeure une problématique préoccupante, malgré les performances technologiques, et les progrès économiques réalisés au vingtième siècle, et qui ne cessent de s'amplifier. Elle s'aggrave dans de nombreuses régions du monde, sans épargner certains pays industrialisés. Avec 1, 2 millions de personnes, soit 1 habitant sur 5 vivant avec moins d'un dollar par jour et 1,6 millions d'autres avec moins de 2 dollars par jour (PNUD). La pauvreté reste au 3^e millénaire, le principal défi au développement dans le monde en général et au Cameroun en particulier. Ainsi au Cameroun, le rapport sur le développement humain du Cameroun, édition 1998 révèle que depuis le milieu des années 80, une pauvreté de grande ampleur et de dimension multiple s'est installée dans l'ensemble du pays et dans toutes les couches socioprofessionnelles. Ainsi 50,5% de la population était considérée comme pauvre en 1996 contre 40% en 1984 (PNUD 1998). Dans sa récente publication du rapport sur l'indice de développement humain, le Programme des Nations Unies pour le Développement révèle qu'au-delà de l'amélioration générale constatée dans les conditions de vie des peuples, de nombreux défis subsistent. Les hommes vivent peut-être plus longtemps, mais cela ne change pas grand-chose à leurs qualités de vie. De centaines des milliers de jeunes achèvent des programmes scolaires et supérieurs et pourtant, ils n'ont aucune garantie quant à la possibilité de trouver un travail décent. L'édition 2018 de ce rapport consacre une fois encore le faible positionnement du Cameroun. La déception est encore forte en provenance de ce pays (Cameroun) et pourtant dernier en termes de qualité de vie des populations (PNUD 2018).

La ville de Douala est un cas de figure pour cette problématique de pauvreté car étant une ville cosmopolite qui comporte les industries, le port autonome et les centres commerciaux est le lieu de convergence des populations rurales. Cet attrait de la population a pour corollaire l'occupation anarchique des espaces et la colonisation des espaces à risque tels que les mangroves, les bas-fonds marécageux. Mambanda dont il est question dans cette recherche répond à tous ces caractéristiques des quartiers pauvres et précaires de la ville de Douala, notamment de l'arrondissement de Douala^{4e}, convoité par de nombreuses populations qui n'ont pas de moyens de s'acheter des terrains dans des quartiers qui répondent aux normes urbanistiques. Les conséquences sur l'aménagement de l'espace sont de loin les plus importantes car les effets sont directement perceptibles sur le terrain, surtout en ce qui concerne la planification. L'accès au sol est encore sous forte influence coutumière, les terrains sont vendus aux acquéreurs sans aucune norme, sans aucun plan d'aménagement, ce qui entraîne

une occupation anarchique des espaces (AssakoAssako 2016). Bon nombre d'habitations sont construites sur des drains ce qui accentue le phénomène d'inondations dans Mambanda (Ebolo 2018).

Une absence notoire d'équipements publics observés car dans un quartier de plus de 100000milles habitants (3 'RGPH ,2010), on recense une école communale ; un lycée bilingue mais aucun hôpital .Le plus étonnant et alarmant est le laxisme, une tolérance caractérisée, l'absence d'autorité de l'Etat voire sa passivité dans ce quartier précaire de Douala IV^{ème} car selon le chef de quartier, les zones destinées à accueillir les infrastructures sociaux publics (écoles, hôpitaux, points d'eau potable publics ; ...) sont occupées par des individus (Toufoin, 2018).

Ce quartier densément peuplé et d'accès difficile est un espace urbain marqué par une faible couverture en réseaux de base comme le réseau d'approvisionnement en eau. Les principales difficultés rencontrées par la Camerounaise Des Eaux (CDE) et la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) dans la distribution et la gestion de l'eau sont multiples (Communauté Urbaine de Douala (CUD)): constructions anarchiques des habitations, le transport des tuyaux d'eaux par la marée, le vol de ces tuyaux par les groupes de populations mal intentionnés ; etc. Ces problèmes contribuent à limiter davantage l'action concrète de la CDE dans ce quartier et on assiste à l'émergence des solutions alternatives qui relèvent des méthodes de l'hydraulique rurale (façonnage des puits et forages) jadis réservées aux villages (DjeudaTchapnga et al., 2001). Alors dans Mambanda, près de 70% de la population sont obligées de transporter de l'eau sur des kilomètres, de les stocker pendant une certaine période, d'où les risques réels pour leur santé. Les eaux de puits utilisées par les populations sont de couleur jaunâtre car les sols sont riches en fer et en aluminium (Feumba 2015).

Mambanda étant une zone de mangrove, est caractérisée par une double inondation due non seulement à la lame d'eau tombée en saison des pluies mais aussi aux marées hautes qui arrosent tout le quartier. Le principal mode d'évacuation des excréta des ménages dans la zone d'étude est la latrine (90%). Ces latrines sont à 40% sur pilotis, 45% à pneu, 5% améliorées et sont reliées aux rigoles, drains et au fleuve moungo qui traversent le quartier (observations directes de terrain). Certaines latrines sont construites sur pilotis directement dans ce fleuve et sont reliées aux habitations par un pont en planches.

Les routes sont en majorité des drains qui ont été remblayés par les populations ce qui fait qu'en saison pluvieuse ces supposées routes sont des drains dont pour arriver ou sortir de chez

soi l'on arrête ses chaussures en main pour pouvoir se chausser après avoir traversé tout le quartier. Il n'y a pas de routes à Mambanda.

Les logements sont caractérisés par des murs en parpaings non crépis et /ou en planches ; sols en terre ou juste bétonnés, des toits en tôles ou en matériaux de récupération par exemple les vieux futs. Donc le quartier regorge excessivement des logements de très bas standing caractéristiques des quartiers spontanés pauvres et précaires. Une particularité est observée dans Mambanda, il s'agit de l'accès aux domiciles sur pilotis et sur des vieux pneus.

Bien que la décharge de la société HYSACAM constitue la principale destination des ordures ménagères par des bacs, des tas sauvages sont observées par endroit avec des pratiques portant atteintes à l'environnement et la santé des populations comme le rejet des ordures dans les cours d'eau et les rigoles jouxtant le domicile. Alors l'inondation est permanente en saison de pluie et pendant les marées hautes.

Les activités principales sont le petit commerce et la pêche. Les critères standards dans la définition de la pauvreté stipulent qu'un individu vivant avec moins de 2 dollars par jour est pauvre, qui ne peut assurer ses besoins essentiels mais à s'en tenir à ces critères, il y aura peu ou presque pas de pauvres à MAMBANDA d'où cette étude.

V. QUESTIONS DE RECHERCHE

1. Question principale de recherche

- ✓ Quel est l'impact des déterminants géographiques de la pauvreté sur le cadre de la qualité de vie à Mambanda ?

2. Questions spécifiques

- ✓ Quel est le contexte physique ; économique ; social et culturel qui régit la vie à MAMBANDA ?
- ✓ Quelle lecture peut-on avoir de la pauvreté à MAMBANDA sur la base des critères conventionnels et géographiques ?
- ✓ Quelles sont les stratégies de résolution et de gestion développées par les différents acteurs à MAMBANDA ?

VI. OBJECTIFS DE RECHERCHE

1. Objectif principal

- ✓ Identifier la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre de la qualité de vie à Mambanda.

2 .Objectifs spécifiques

- ✓ Identifier les caractéristiques physiques et humaines de Mambanda.
- ✓ Faire un état de lieu de la pauvreté sur la base des critères conventionnels et géographiques.
- ✓ Présenter les stratégies de gestion et de résolution de la pauvreté développées par les différents acteurs à Mambanda.

VII. HYPOTHESES DE RECHERCHE

1. Hypothèse principale

- ✓ Les déterminants géographiques de la pauvreté ont un impact sur le cadre de la qualité de vie à Mambanda.

2. Hypothèses spécifiques

- ✓ La vie à Mambanda est marquée par un contexte physique ; économique ; social et culturel spécifiques
- ✓ La lecture de la pauvreté à Mambanda fournit des résultats différentiels selon qu'on utilise le critère standard ou géographique
- ✓ Les stratégies de résolution et de gestion de la pauvreté à Mambanda par les différents acteurs contribuent à l'amélioration de la situation de la population en place.

VIII. ETAT DE LA QUESTION

D'une manière générale, on peut regrouper la littérature existante en trois principales catégories. La première porte sur la définition de la pauvreté, la deuxième sur la situation précaire dans laquelle vivent les pauvres et la troisième partie la pauvreté et l'expérience personnelle de la solidarité humaine.

LES DIFFERENTES CONCEPTIONS DE LA PAUVRETE.

De nos jours il est difficile de définir la pauvreté avec exactitude car il n'existe pas de définition unanimement reconnue. Une définition précise et complète de ce concept exige la prise en compte de plusieurs facteurs : Economiques, socioculturels, conjoncturels, géographiques etc. elle présente un caractère très complexe, universel polymorphe et multidimensionnelle car elle n'est pas perçue de la même façon par tous. De façon générale, il existe deux principaux types de pauvreté.

LA PAUVRETE MONETAIRE

Cet aspect de la pauvreté a surtout été développé par l'école welfarist. Les principaux acteurs de cette théorie sont : Michael Lipton, Jean Tinbergen et Martin Ravallion. Pour les « welfarist », la chose en question est le bien-être économique. La théorie welfarist définit la pauvreté comme : « un niveau de revenu socialement inacceptable et des politiques de réduction de la pauvreté cherchant surtout à accroître la productivité des pauvres ». La pauvreté concerne l'ensemble des biens physiques ou de certains services de bases que l'on peut procurer avec un revenu. Elle se manifeste par l'absence ou l'insuffisance de revenu pour satisfaire un certain nombre de besoins essentiels. Elle dépend du niveau de consommation des personnes qui doivent atteindre un niveau minimum appelé seuil fixé par chaque pays après une enquête nationale sur les conditions de vie des ménages. Ces personnes sont dans l'incapacité d'assurer leurs besoins fondamentaux ; c'est-à-dire, les dépenses accumulées dans l'année n'atteignent pas le seuil. Cette méthode d'appréhension de la pauvreté se fonde sur deux approches :

L'APPROCHE MONETAIRE OBJECTIVE

Elle est basée beaucoup plus sur les aspects quantitatifs du bien-être, et est appréciée de deux façons. La première consiste à fixer un seuil à partir duquel on considère que l'individu a besoin par jour d'un minimum de consommation évalué en calorie (2000 à 2400 calories) pour mener une vie saine. La seconde consiste à calculer des indicateurs de pauvreté qui mesurent l'incidence, la sévérité et la profondeur de la pauvreté à partir d'un seuil de pauvreté.

L'APPROCHE MONETAIRE SUBJECTIVE

Cette approche permet de catégoriser les individus en fonction de leur revenu. Elle est liée à une distribution de pauvreté. Elle permet de voir la variation et la graduation de la pauvreté entre les groupes de différents niveaux des dépenses.

LA PAUVRETE NON MONETAIRE

Cet aspect de la pauvreté est comme un complément à la précédente qui a beaucoup été considéré comme facteur essentiel de la pauvreté auprès des personnes. Pour rendre la définition de la pauvreté beaucoup plus complète, certains auteurs ont proposé d'autres alternatives sous forme de critique à l'endroit de ceux qui pensent que la pauvreté doit être vue uniquement sous forme monétaire.

Streeten et al (1981) mettent en exergue la théorie des « besoins de base » en reprenant le concept de « biens primaires » développé auparavant par Rawls (1971). Ils partent du principe selon lequel tous les besoins ne peuvent pas être traités de la même façon mais certains comme la santé, l'alimentation et l'éducation doivent être considérés comme minimum.

Sen (1983,1997), dans sa critique des approches de la pauvreté monétaire estime que la pauvreté doit être appréhendée également par la capacité des individus à avoir accès d'une part mais aussi les moyens d'y parvenir doivent être privilégiés. Pour lui, l'approche par les capacités permet à l'individu de mettre en œuvre une certaine capacité à mobiliser les ressources disponibles, la responsabilité revient à chacun de saisir ou non ses opportunités en fonction de ses propres aspirations. Ces deux approches de la pauvreté non monétaire ont beaucoup été développées différemment dans des écoles tout comme la forme précédente

L'ECOLE DES BESOINS DE BASE

Les grands défenseurs de cette théorie sont Rowntree, Rawls, Streeten. En effet, ce qui manque dans la vie des pauvres est un petit sous ensemble de biens et services spécifiquement identifiés et perçus comme étant les biens de base de tous les êtres humains. Cette école définit la pauvreté comme un manque d'accomplissement d'un petit ensemble correspondant à la satisfaction de certains besoins de base. Pour elle, les politiques de réduction de la pauvreté doivent concourir à la réalisation de ces satisfactions de bases. En d'autres termes il s'agit des personnes incapables de réaliser un certain sous-ensemble de fonctionnement. Streeten et al (1981) interprètent les besoins de base en termes de quantité minimale spécifique pour la nourriture, abri, eau et assainissement nécessaire à la prévention de la maladie, sous-alimentation. L'économiste Rowntree (1901) cité par Dauphin (2000) a été l'un des premiers auteurs à mener des études poussées sur le concept des besoins de base. Pour cela, il s'est essentiellement focalisé sur trois éléments à savoir : l'alimentation, le logement, et les articles ménagers (chaussures, vêtements, etc.).

L'ÉCOLE DES CAPACITÉS (CAPABILITIES)

Le principal maître d'œuvre de cette théorie est Amartya Sen. Cette école estime que la chose qui manque n'est ni l'utilité ni la satisfaction des besoins de base mais les habiletés ou capacités humaines. Elle définit la pauvreté en référence à un sous ensemble de capacités identifiées comme capacités de base, et par des déficiences inacceptables en ces capacités de base. Les politiques de réduction de la pauvreté seront alors axées sur l'habilitation des pauvres. Sen (1983) définit les capacités comme étant l'ensemble des moyens dont dispose toute personne pour atteindre des objectifs. Essai (1995) a pu identifier dans son étude cinq capacités de base déterminante de la pauvreté qu'il a qualifiée de « capacités minimales » :

- ✓ La capacité à rester en vie et de profiter d'une vie prolongée ;
- ✓ La capacité à assurer sa reproduction (biologique) ;
- ✓ La capacité à interagir socialement ;
- ✓ La capacité à avoir des connaissances, à penser et à s'exprimer librement. Helpin et Verger (1997) pensent que l'approche de la pauvreté par la capacité permet d'aborder le problème à sa source. Poureux, l'insuffisance de « l'accumulation du capital » est la résultante d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en nous pour palier à certains problèmes personnels ou impersonnels. Dans ces situations les formes d'incapacités sont nombreuses : on devient pauvre à cause du capital humain (handicap), de modification dans le patrimoine (faillite) ou par le capital social (exclusion ou rupture sociale).

Ce concept de la pauvreté non monétaire, qui s'inscrit dans la perspective d'une approche qualitative, se base essentiellement sur le manque ou la privation de capacités allant du domaine matériel aux domaines sociaux les plus complexes (CSLP, 2004). Elle présente également deux approches :

- L'approche objective : elle est basée d'une part sur les conditions d'existence des personnes qui prennent en compte la qualité du cadre de vie et d'autre part la capacité et les potentialités des individus à améliorer leurs conditions de vie.
- L'approche subjective : il s'agit principalement de l'exclusion sociale. L'individu se sent marginalisé ou exclu (faible participation à la vie économique, politique, sociale, exclusion des réseaux d'entraide et de solidarité, etc.). Ces personnes n'arrivent pas à satisfaire les besoins jugés vitaux que sont principalement la santé, l'éducation et l'alimentation.

- **Définition de la pauvreté**

Peter Townsend entreprend dans les années 1970 une approche relativiste de la pauvreté. Pour lui, « les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités, et pour avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent. Leurs ressources sont si significativement inférieures à celles qui sont déterminées par la moyenne individuelle ou familiale qu'ils sont, de fait, exclus des modes de vie courants, des habitudes et des activités ».

John Rawls à travers son livre « **Théorie de la Justice** » (1971) donne une définition philosophique de la pauvreté en s'appuyant sur ce qu'il considère comme les biens premiers, c'est à dire les droits de base, la liberté de choix. Il s'agit de définir la pauvreté comme une situation considérée comme inacceptable c'est-à-dire injuste, dans une société donnée et ce sur un plan économique et social. Contrairement aux welfaristes, seule la justice ou l'équité est la base de l'arrangement social.

Selon **Armatya Sen** et grâce à ses travaux sur la pauvreté multidimensionnelle, la définition de ce phénomène se base sur deux approches, dont l'une est nommée l'approche unidimensionnelle. Celle-ci est appliquée par les bailleurs de fonds et les institutions internationales pour permettre d'identifier les populations pauvres, dont les critères sont limités car ils sont axés sur les ressources monétaires, c'est à dire le revenu, et la consommation. Ces critères pour mesurer la pauvreté sont d'après Sen, des éléments insuffisants et ne permettent pas de répondre complètement au problème de ciblage des populations pauvres. La seconde approche de S'en est l'approche multidimensionnelle des « Capabilities », où il considère que la pauvreté doit prendre en compte les facteurs du « bien-être ». Sen expliquera à travers ses analyses que la pauvreté ne doit pas être considérée seulement comme un manque de ressources monétaires, il faudrait prendre en compte la condition physique des personnes et ses accomplissements personnels. Sa phrase « *la valeur du niveau de vie a tout à voir avec la vie, non pas avec la possession des biens* » résume parfaitement cette idée.

Martin Ravallion, analyse la pauvreté à travers les ressources, plus précisément sur la « satisfaction » par les ressources. Dans ses travaux « Comparaisons de la Pauvreté » (1996), Il considère qu'il y a la pauvreté dans une société « *lorsque le bien être d'une ou de plusieurs*

personnes n'atteint pas un niveau considéré comme un minimum raisonnable selon les critères de cette même société »

La complexité dans la définition de la pauvreté réside dans la description des caractéristiques de ce phénomène : la pauvreté comme un manque de ressources monétaires, un déficit d'éducation et santé, ou bien l'absence de liberté, l'impossibilité de participer à une communauté ou le manque d'un sentiment d'appartenance à une société donnée. De quoi une personne ne doit absolument pas manquer ? Cette question appelle à la notion plus vaste d'équité, qui complexifie la conceptualisation de la pauvreté. La pauvreté n'est donc pas une condition universelle, sa définition varie en fonction de ces caractéristiques et normes sociales qui sont abordées différemment selon les auteurs

Situation précaire dans laquelle vivent les pauvres

PRISO.D et al (2011) révèlent dans **l'initiation à la géographie urbaine et rurale** les fonciers pauvres. Pour eux en effet, les pauvres représentent la catégorie sociale la plus importante dans les villes d'Afrique noire. A ce sujet, **Mainet.G. (1985)** affirme que les pauvres de Douala sont des bâtisseurs, et participent à la création urbaine au même titre que les tenants de la classe possédante. Ces derniers occupent des secteurs à hauts risques et les plus insalubres de la cité (pentes raides de collines, bas-fonds marécageux, anciennes décharges, abords des aéroports, des usines, des gares ferroviaires, etc.). Ici, la précarité foncière atteint son paroxysme. Ces secteurs enregistrent des taux de densité élevée. L'absence des infrastructures urbaines de bases (approvisionnement en eau et en électricité, collectes des ordures ménagères, etc.) qui est inadmissible ailleurs, est en passe de devenir une situation normale en Afrique noire. **Jean Marc Ela (1983)** dans son ouvrage intitulé **la ville en Afrique noire**, abordait déjà la notion de ville dans un autre aspect en décrivant les quartiers. Pour lui, la promiscuité des quartiers populaires est due aux inégalités de revenus. En dépit des déclarations officielles, le droit d'avoir un logement convenable ne semble pas être reconnu dans les pays d'Afrique noire ou l'écart entre les revenus ne cesse de s'agrandir. C'est dire que les conditions de vie et l'habitat reflètent le niveau de revenu. Pour la majorité des citoyens, une case en tôle rouillée, un abri dans un canton ou encore l'habitat traditionnel reste la seule possibilité.

Par ailleurs, les logements de la masse urbanisée sont parfois pires que celles des planteurs en milieu rural comme le confirme Jean Marc Ela : « en pleine capitale, subsiste comme on le voit à Dakar, les îlots d'habitats spontanés très pauvres et complètement enclavés, entassés les

uns sur les autres, ces maisons faites en planches ou en tôles ont un aspect misérable que ne connaissent pas toujours les villages ».

GUY MAINET dans les comportements migratoires et dynamismes ethniques dans la ville Africaine met l'accent sur le comportement ethnique dans la ville de Douala. Alors, les nouveaux citadins font preuves d'invention. Ils créent de nouveaux quartiers et mettent au point des moyens de suivi originaux. Quelques-uns parmi eux se permettent d'y prospérer. La pauvreté des quartiers populaires n'empêche pas l'expression de dynamisme, risque de se trouver très vite en retard d'une bataille. Par exemple, quand on prépare le schéma directeur à moyen et long terme de telle grande ville, on ne prévoit nul emplacement pour accueillir le grand nombre alors que actuellement, l'essentiel des extensions spatiales périphériques empruntent la forme d'immenses « coulées urbaines » en habitat spontané et auto construit utilisant bien sûr des matériaux de récupération.

SERGE PAUGAM dans son ouvrage la disqualification sociale Essai sur la nouvelle les pauvres de fragiles. Alors pour cet auteur, les fragiles se caractérisent par une précarité économique liée dans la plupart des cas à des statuts juridiques infériorisés : stages de formation ; emploi à durée déterminée ou « petits boulots » occasionnels ; chômage... Ils bénéficient d'une intervention sociale ponctuelle en raison de difficultés essentiellement financières. Ces fragiles se distinguent donc nettement des assistés qui font l'objet d'un suivi social régulier par les travailleurs sociaux et des marginaux. On peut dire que les fragiles ont un point commun : un sentiment d'infériorité sociale. Il convient de distinguer le travail de l'emploi car une mère au foyer ou un chômeur peuvent évidemment travailler, s'occuper des enfants ou des petits fils ; faire le jardin, rendre des services au voisin... Cela limite le risque de désocialisation. Alors pour ces fragiles, l'infériorité sociale se traduit par l'humiliation ; le désarroi ; le repli sur soi et le ressentiment.

- **Pauvreté et expérience personnelle de la solidarité humaine**

Albert Camus estimait que la pauvreté avait exercé une des premières influences essentielles sur sa prise de conscience. Il a cherché à comprendre la pauvreté d'un point de vue intérieur et extérieur. Ayant connu la pauvreté dans sa petite enfance, comme il le décrit dans *Le premier homme*, il a passionnément défendu l'idée que l'on ne pouvait pas priver les pauvres et la classe ouvrière des libertés fondamentales au nom de la justice sociale : il fallait donner à ceux qui souffraient en silence de la pauvreté un contexte qui leur permette de s'exprimer eux-mêmes.

Il écrivit qu'il avait appris la liberté non pas dans Marx mais dans la misère, et que c'était parmi les gens humbles mais fiers avec lesquels il avait grandi dans le quartier ouvrier de Belcourt, à Alger, qu'il avait découvert ce qui lui semblait être le vrai sens de la vie. Ce thème, il l'a repris dans toute son œuvre, à la fois comme témoin extérieur de la pauvreté et comme quelqu'un qui l'avait vécue : « *C'est dans la pauvreté que j'ai trouvé et que je trouverai toujours les conditions nécessaires pour que ma culpabilité, si elle existe, ne soit pas honteuse du moins, et reste fière.* »¹ Son succès d'écrivain établi, il reconnut pleinement la distance qui s'était désormais glissée entre lui et la pauvreté. De sa situation de privilégié, il a voulu exprimer sa solidarité avec les gens sans voix, mais avec la pudeur qui le caractérisait, il n'a pas fait de sa voix la leur : « *J'ai toujours préféré qu'on témoignât, si j'ose dire, après avoir été égorgé* » fit-il remarquer une fois en parlant de cette question.

Cependant, Camus avait découvert dans la pauvreté sa première expérience personnelle de la solidarité humaine. Tout comme l'expérience de l'occupation sous une dictature totalitaire, qu'il avait explorée comme métaphore dans *La peste*, la pauvreté mettait à nu la protection des illusions de l'existence, mettait à l'épreuve la force morale tout comme la compassion, et représentait un vibrant rappel de notre destinée humaine commune. L'un des grands accomplissements de Camus dans *Le premier homme* se trouve dans son habileté à montrer aux lecteurs n'ayant aucune expérience de la pauvreté ce qui pourrait bien être le paysage d'un univers étranger. Son évasion n'était pas une source d'autosatisfaction de l'adulte regardant en arrière, mais une source de réflexion : il y avait tellement de laissés-pour-compte. La pauvreté concernait autant ceux qui n'en souffraient pas que ses victimes et tolérer passivement sa présence perpétuait une flagrante inhumanité. S'il n'a jamais dressé un plan politique détaillé pour s'attaquer à la question, Camus a bien prôné un socialisme qui protégerait tous les membres de la société contre l'injustice politique et économique et leur garantirait la liberté d'expression. Il a utilisé son art pour exiger une prise de conscience et une conscience de ceux qui n'étaient pas pauvres, afin que leurs actions politiques s'appuient sur une véritable intégrité morale plutôt que sur la théorie abstraite ou l'intérêt personnel. Pour Camus, les pauvres, contrairement aux bêtes muettes, savaient très bien qu'ils étaient victimes d'injustice, mais leur vie était si exigeante, si accaparante et monotone, et si isolée qu'il leur était extrêmement difficile de trouver l'occasion de s'exprimer sur leur situation critique. C'était là leur tragédie. Cependant, il fallait encourager les pauvres à dire leur histoire dans leurs propres voix authentiquement, et ne plus être ignorés, organisés ou traités avec condescendance par des étrangers mieux nantis, voire fortement compatissants comme lui. Et si ces étrangers ne

pouvaient pas parler pour les pauvres, Camus a maintenu que c'était leur devoir de solidarité humaine que de fournir un contexte dans lequel le silence pourrait être enfin rompu.

Tous ont abordé la notion de pauvreté sous d'autres angles mais dans le cadre de cette recherche nous essayons de montrer que le choix du milieu de vie de chaque personne, le type d'habitat ; bref la qualité de vie dépend de son niveau de revenu.

IX. CADRE CONCEPTUEL

Notre recherche repose sur des concepts dont la polysémie appelle à des clarifications opératoires, afin d'éviter toute ambiguïté. Ainsi nous avons au mieux indiqué la posture adoptée pour le concept de pauvreté.

1. Pauvreté

Comme le précisent Serge LATOUCHE et Philippe Rospabe (1995) :

La pauvreté est une notion qui n'est ni objective, ni subjective mais relative ; relative suivant les cultures, relative à l'intérieur de chaque culture et de multiples façons.

Selon Ravallion (1996) « on peut dire que la pauvreté existe dans une société donnée lorsque le bien être d'une ou de plusieurs personnes n'atteint pas un niveau considéré comme un minimum raisonnable selon les critères de cette même société »

En effet, le concept de pauvreté varie d'une approche à une autre, d'un milieu social à un autre. De ce fait, le sociologue Jean LABBENS pense que « la pauvreté ne s'analyse pas seulement en termes d'économie, elle est aussi marginalité et dépendance ». Le concept de pauvreté peut, selon les angles, se définir en termes de disqualification sociale ou d'exclusion sociale. Il peut tout aussi s'appréhender selon l'orientation que le chercheur veut donner à la recherche. Pour ce qui est de notre étude, nous avons essayé de comprendre le terme pauvreté sous le prisme de celle qui privilégie l'amélioration des conditions de vie humaine ou encore la perception géographique de cette pauvreté par les différents acteurs de la zone. La pauvreté dans notre étude prend en compte deux aspects : physique et humain.

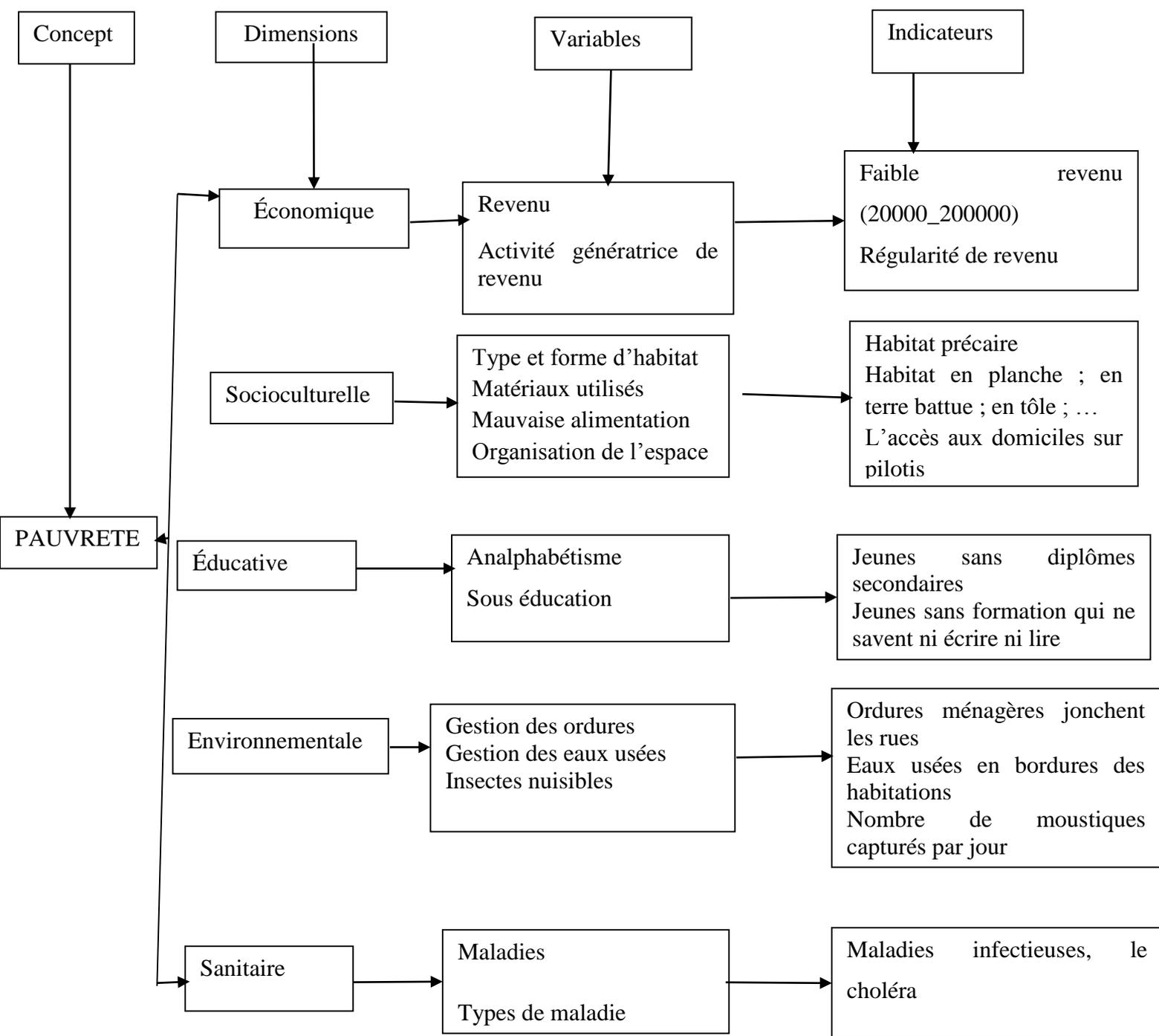


Figure 2: Conceptualisation de la pauvreté

Source : Sonwa Nadine, 2018

2. Déterminants géographiques

Ensemble des éléments physiques et humains qui permettent d'appréhender le local de chaque individu. Il peut s'agir des :

- Déterminants liés à l'environnement géophysique (relief ; pédologie ; hydrographie ; végétation)
- Déterminants liés à l'urbanisation et à l'aménagement (foncier ; équipement ; infrastructures)
- Déterminants socioculturels ; dans ce quartier Mambanda les bamilékes sont majoritairement installés et la question qui est posée est celle de savoir pourquoi ces peuples de collines quand ils arrivent à Douala s'installent dans les marécages ? Peut-être parce qu'ils n'arrivent pas à aménager ces endroits marécageux qu'on les trouve pauvres ? contrairement aux peuples bassas
- Déterminants liés à l'économie ici on fait allusion au type d'activité et également au niveau de revenu.

Alors dans notre travail, déterminants géographiques vient nous guider dans la perception de la pauvreté et pousse plus loin en montrant que l'environnement dans lequel nous vivons ; le type d'habitat dans lequel nous nous trouvons reflètent notre niveau de pauvreté.

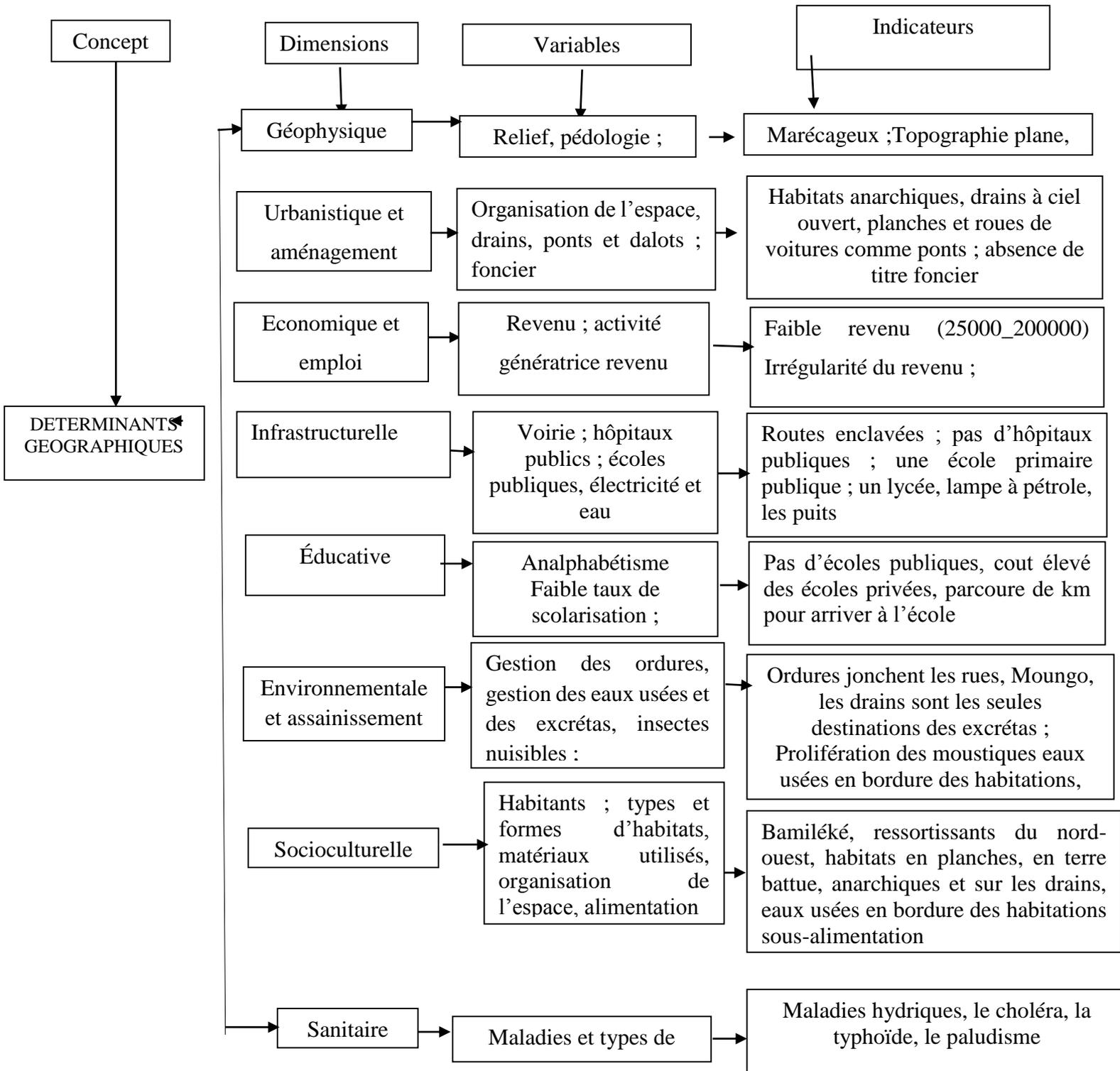


Figure 3: Conceptualisation des déterminants géographiques

SOURCE : Sonwa Nadine, 2018

3. Cadre et qualité de vie

Le cadre de vie d'une manière générale est l'environnement dans lequel vivent les êtres vivants. Dans cette recherche, il faudrait évaluer la qualité de ce cadre de vie à partir des questions portant sur des problèmes (confort du logement ; assainissement ;) ou nuisances (quartier trop bruyant). En effet, plus un ménage dispose d'un revenu élevé, plus il est à même de choisir un logement spacieux et confortable dans un quartier décent.

La qualité de vie étant définie comme « la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquelles il vit, en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes » (OMS, 1993)

L'édition 1995 du dictionnaire le petit Larousse définit la qualité de vie comme tout ce qui contribue à créer des conditions de vie plus harmonieuses. En considérant celle-ci ; on se rend compte de la diversité des indicateurs qu'il convient de prendre en compte pour estimer la qualité de vie d'une population donnée. Alors il est convenable de dire que plusieurs indicateurs ou paramètres sont à considérer pour savoir s'il est agréable ou pas de vivre dans un lieu donné.

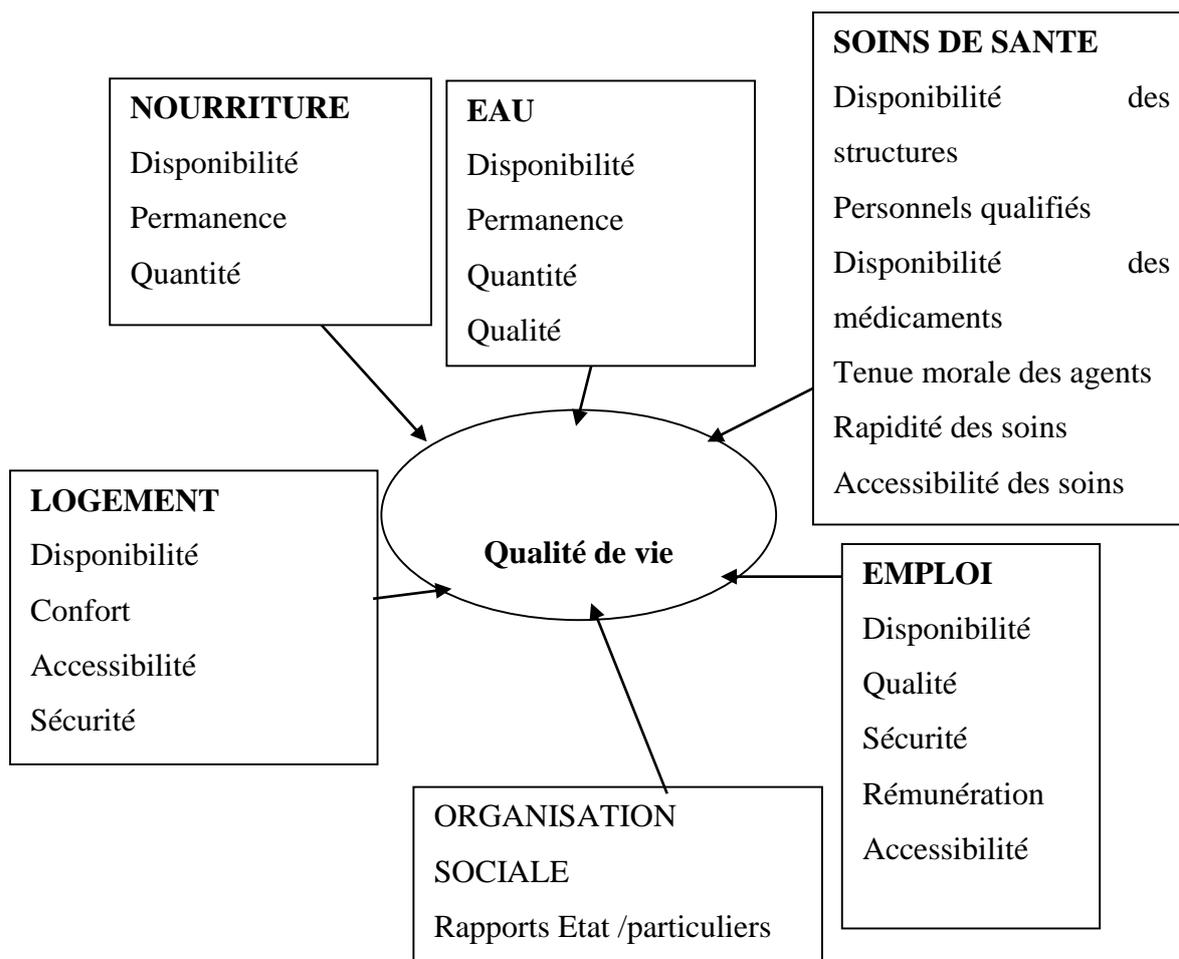


Figure 4: Quelques indicateurs permettant d’apprécier la qualité de vie

Source : AssakoAssako (2004)

X. CADRE THEORIQUE

Pour traiter ce sujet il convient d’appuyer sur trois théories en rapport avec l’évaluation de la pauvreté, la théorie du capital humain, l’espace et le foncier. Le modèle d’analyse factorielle des données ; la théorie de la formation socio spatiale de DIMEO et la théorie des maîtrises foncières d’Etienne Leroy.

1. Modèle d’analyse factorielle des données.

Cette partie a pour but de répondre à nos deux premiers objectifs qui sont : caractériser les ménages suivant leur statut de pauvreté et d’identifier toutes variables susceptibles d’expliquer la pauvreté afin de voir quelles sont les variables qui déterminent la pauvreté au sein des ménages. Pour ce faire une analyse en composante multiple (ACM) est nécessaire. L’ACM est une analyse exploratoire qui permet de recenser toutes ces variables. Cette

technique est couramment utilisée dans le traitement de l'ensemble de réponse à une enquête et a l'avantage d'étudier une population donnée décrite par un ensemble de modalités (Escoffier et pagnès, 1998). Le but de cette étude est d'établir la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à MAMBANDA. Cette technique a également l'avantage de permettre une classification des ménages en s'appuyant sur une typologie qui utilise les notions de ressemblance telle que deux ménages sont plus proches lorsqu'ils possèdent plusieurs modalités en commun. Dans cette étude sur la pauvreté non monétaire nous avons utilisé la technique des scores (nombre de privation) grâce à l'ACM pour caractériser les ménages de MAMBANDA et recenser les principales variables de la pauvreté.

2. La théorie du capital humain

C'est sur la base de la théorie du capital humain que se sont développés les modèles néoclassiques montrant que l'accumulation de capital humain (éducation, aptitude, expérience), par ses effets sur la productivité du travail, a un impact sur la croissance. Les économistes se sont intéressés plus spécifiquement à l'éducation, à la fois parce qu'elle est observable, et parce qu'étant du ressort de l'État elle relève des politiques publiques. L'idée centrale est que l'éducation est un investissement dont on peut calculer les rendements. La question est alors de déterminer qui doit investir, combien, et où ? Les modèles permettent de formuler des recommandations portant sur les contributions respectives de l'État et des ménages aux différents niveaux du système éducatif, sur la répartition des dépenses entre fonctionnement et capital, et dans ses différents ordres (privé, public).

3. La théorie de la formation socio spatiale

La théorie de la formation socio spatiale met l'accent sur l'acteur. Tout acteur évolue dans et par rapport à une formation socio spatiale (G. DI MEO, 1987). Cet auteur poursuit : « En produisant des représentations et des pratiques, il produit sa propre image de cet espace référentiel qui le conditionne à son tour, d'où le cercle vicieux. Dans cette formation socio spatiale, l'instance géographique est une donnée fondamentale. L'acteur essaie toujours de présenter son image comme celle de la collectivité, cette image objective qu'il tente d'imposer aux autres selon la marge de manœuvre dont il dispose ». Selon H. Le Febvre (1970) cette représentation de l'espace ne forme qu'une version idéelle de la projection géographique des rapports sociaux de production. A chaque période il y a référence à la représentation dominante qui n'est autre que le reflet des acteurs dominants et l'expression de leur pouvoir. Cette théorie nous intéresse car postule que l'accès à la ressource dépend du rang qu'occupe l'individu dans

la société. Elle stipule que dans l'espace géographique, on retrouve les agrégats sociaux (les pauvres d'un côté et les riches de l'autre) ceci à travers les activités des individus, la perception spatiale, le type d'habitat. Ce qui peut être appréhendé comme déterminant géographique de la pauvreté qui fait l'objet de notre étude.

4. La théorie des maitrises foncières d'Etienne LEROY

La théorie des maitrises foncières décompose la notion de possession d'une ressource en ses différentes dimensions. En ce qui concerne la terre elle renvoie à deux niveaux de « maîtrise » de la ressource foncière : la « maîtrise de l'usage » de la terre et la « maîtrise du contrôle » de l'usage de la terre. La maîtrise de l'usage de la terre se décompose à son tour en deux maitrises principales : « l'accès à la ressource » et « le prélèvement de la ressource ». Celle-ci se décompose en deux maitrises : la « gestion de la ressource » qui est la capacité d'autoriser et d'organiser l'accès et le prélèvement. Ce dernier était détenu par des « maitrises de la terre » ou « des chefs de terre ». A ces différentes maitrises s'ajoute une autre : « le droit d'abus ou d'aliénation » qui intervient quand la terre devient un bien ayant une valeur marchande. Cette théorie de la maîtrise foncière est utile dans la mesure où dans notre travail le foncier est considéré comme indicateur géographique de la pauvreté, du point de vue de l'accès à la ressource. Alors la grande majorité de la population Camerounaise n'ont aucune maîtrise foncière, s'installent de part et d'autre du territoire sans exclure les zones marécageuses. En fait, bon nombre ne savent pas que ces zones marécageuses sont réservées à l'Etat pour accueillir des investissements publics ce qui explique le phénomène de pauvreté. Tel est le cas de Mambanda (zone d'étude) ce quartier de Douala-4 anarchiquement occupé.

XI. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour atteindre nos objectifs et vérifier nos hypothèses, nous avons adopté une méthode de travail qui s'articule autour de cinq principales phases : la démarche méthodologique générale ; la collecte des données ; leur traitement ; les difficultés de terrain et en fin la rédaction du mémoire.

1. Démarche méthodologique générale

La méthodologie de base que nous avons utilisée est **hypothético-déductive**. Elle consiste à s'appuyer sur des hypothèses comme base du modèle de départ. La démarche par **corrélation** des variables a été également utilisée.

2. Techniques de collecte des données

2.1. L'observation directe

Plusieurs constats ont été relevés sur le terrain ceci sur plusieurs plans ;

❖ Physique

- Zone marécageuse
- Topographie plane avec de forts risques d'inondations
- Sol argilo-sableux

❖ Social

- L'habitat précaire dans son ensemble,
- L'accès aux domiciles sur pilotis
- Rareté d'infrastructures publiques

❖ Economique

- Le petit commerce à domicile bas son plein dans ce quartier pauvre de Douala
- La pêche
- Le séchage et fumage du poisson
- Le taxi-moto

❖ Culturel

- Ce quartier occupé en majorité des Bamouns, des ressortissants de la Menoua et du nord-ouest

2.2. Enquête via les entretiens

Pour mener à bien ces travaux, l'enquête a été menée auprès des chefs de ménages qui étaient notre population cible sur un échantillon de 250 ménages. Des entretiens ont été conduits auprès de l'administration communale et des chefs locaux de Mambanda. Ces derniers nous ont fait comprendre que ce quartier est divisé en blocs et chaque bloc est dirigé par un chef de bloc.

2.3. La recherche documentaire

L'observation documentaire porte sur l'analyse des documents ou l'étude des traces. Pour V.NGA NDONGO (1999) : « Il s'agit d'une observation médiatisée par les documents. Est document tout élément matériel ou immatériel, qui a un rapport avec l'activité des hommes vivant en société et qui de ce fait constitue indirectement une source d'informations sur les phénomènes sociaux. ». A cet effet, plusieurs faits documents écrits au nombre desquels se retrouvent des rapports d'évaluations, des thèses, des articles, susceptibles de nous aider dans

notre recherche. A l'issue de cette recherche, Certains documents ont été consulté dans la bibliothèque de la FALSH (livres, thèses, et mémoires) ; au cercle d'histoire géographie et archéologie ; à la bibliothèque du département de géographie (les mémoires de Master ayant trait avec notre thème) ; au centre culturel français (C.C.F : des livres sur la pauvreté), tout ceci pour avoir une idée réelle du sujet.

2.4. L'exploitation des données webographiques

De nombreux sites internet ont été consulté à travers le moteur de recherche GOOGLE. Ceci a contribué à nous apporter des informations sur de nombreuses questions en matière de pauvreté, de précarité, des textes fonciers en Afrique et au Cameroun en particulier. C'est par le biais de l'internet que de nombreux articles et revues en rapport avec le sujet ont été consultés.

2.5. Les enquêtes par questionnaires

Un ensemble de question ont été transmis aux populations locales pour avoir une idée réelle du terrain puisqu'elles sont des personnes ressources et le sujet traite d'un problème social, leur avis sur ce point est très primordial.

XII. LE TRAITEMENT DES DONNEES

Les logiciels SIG, EXCEL 2007 et une photographie aérienne de l'arrondissement de Douala ont permis le traitement des données recueillies sur le terrain.

1. Les traitements liés auxSIG

1.1. Le traitement cartographique

Outre les logiciels SIG, le logiciel de graphisme Adobe Illustrator, a également été utilisé pour la numérisation des figures et autres cartes non géo référencées.

1.2. La manipulation des données dans les tableurs

Le tableur Excel, a été utilisé en priorité pour l'organisation, la gestion, le calcul, et le tri des données relatives aux variables liés à la pauvreté, aux fréquences d'inondations, aux statistiques démographiques et aux données recueillies auprès des populations de cette zone dite marécageuse. Ce logiciel a permis de réaliser des graphiques permettant une meilleure observation de l'évolution du taux de pauvreté dans cette zone.

1.3. Les difficultés de terrain

Les enquêtes n'ont pas été faciles dans la mesure où les questions relatives au statut social des enquêtés ne sont pas toujours les bienvenues, les acteurs perçoivent ces questions comme une atteinte à leur intimité propre. La pauvreté dont il est question ici doit impérativement concerner la vie des populations cibles. Le constat est le même pour ce qui est des questions relatives aux revenus tirés de leurs activités. Les enquêtés nous soupçonnent d'être des « Espions » et par conséquent, il s'installe une certaine méfiance qui rend difficile l'accès à l'information. Etant donné que les enquêtes ont été faites en deux temps en saison sèche et en saison pluvieuse pour mieux observer le comportement des habitants pendant les deux saisons. Alors le phénomène de marée a été un obstacle pour la réalisation de ce travail car avec ce phénomène l'accès dans le quartier est impossible et certaines personnes doivent attendre le retour de la marée pour retourner chacun chez soi.

XIII. LA REDACTION DU MEMOIRE

La collecte ; le traitement et l'interprétation des données ont permis de rédiger ce mémoire. Il est déroulé à Mambanda ; un quartier de l'arrondissement de Douala IV^{ème} et l'ensemble de ce travail comprendra deux parties, subdivisées en quatre chapitres.

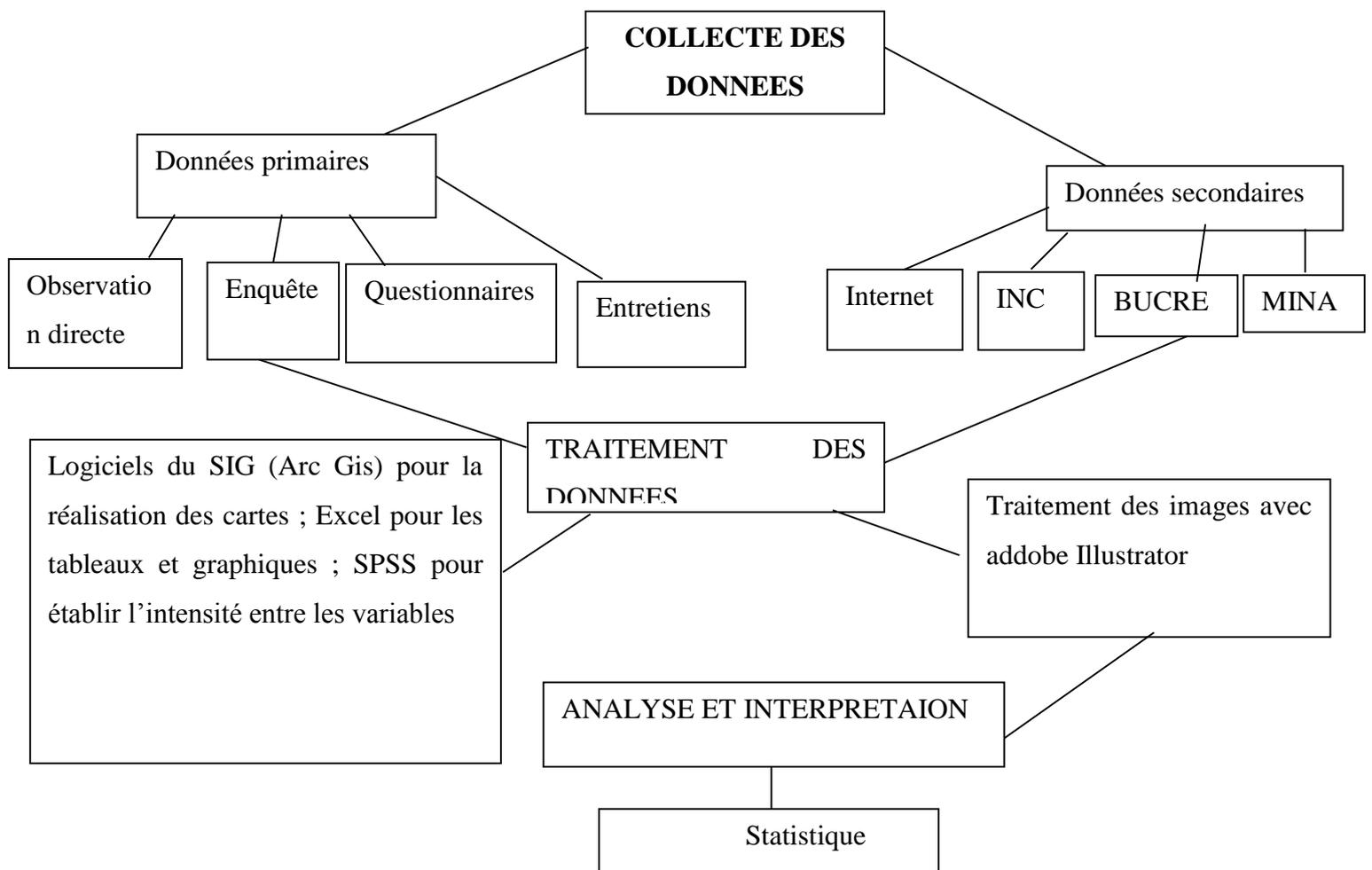


Tableau 1: Plan synoptique de rédaction

QUESTIONS DE RECHERCHE	OBJECTIFS DE RECHERCHE	HYPOTHESES DE RECHERCHE	MATERIELS ET METHODES	PLAN SOMMAIRE
Question principale Quel est l'impact des déterminants géographiques de la pauvreté sur le cadre de la qualité de vie à MAMBANDA ?	Objectif principal Identifier la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre ; la qualité de vie à MAMBANDA.	Hypothèse principale I les déterminants géographiques de la pauvreté impactent sur le cadre de la qualité de vie à MAMBANDA.	-Recherche documentaire -Observation de terrain -entretiens	INTRODUCTION GENERALE
Question spécifique 1 Quel est le contexte physique ; économique ; social et culturel qui régit la vie à MAMBANDA ?	Objectif spécifique 1 Ap préhender le contexte physique ; social ; économique et culturel qui régit la vie à MAMBANDA.	Hypothèse spécifique 1 La vie à Mambanda est marquée par un contexte physique ; économique ; social et culturel	-recherche documentaire numérique (Google scholar et revue de la littérature -traitement des images à travers le logiciel ERDAS et ENVI -exploitation des bases de données cartographiques (INC 2014, MINAS) à travers le logiciel ArcGIS10.2 -exploitation des données de recensement (BUCREP2010)	CHAPITRE I ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE A MAMBANDA CHAPITRE II ACTEURS DE GESTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA
Question spécifique 2	Objectif spécifique 2	Hypothèse spécifique 2	Acquisition et traitement des images satellitaires (Landsat	

<p>Quelle lecture peut-on avoir de la pauvreté à MAMBANDA sur la base des critères conventionnels et géographiques ?</p>	<p>Faire un état de lieu de la pauvreté sur la base des critères conventionnels et géographiques</p>	<p>La lecture de la pauvreté à Mambanda fournit des résultats différentiels selon qu'on utilise le critère standard ou géographique</p>	<p>des données 2000 -2016) à travers le logiciel ERdas Levés de terrain au moyen du GPS Réalisation des illustrations graphiques (Microsoft Excel 2013) Observation directe et photographies Interviews semi structurés Enquêtes par questionnaires Illustration graphique (SPSS 20)</p>	<p>CHAPITRE IILES DETERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE</p>
<p>Question spécifique3 Quelles sont les stratégies de résolution et de gestion développées par les différents acteurs à MAMBANDA ?</p>	<p>Objectif spécifique3 Présenter les stratégies de gestion et de résolution de la pauvreté développées par les différents acteurs à Mambanda.</p>	<p>Hypothèse spécifique3 Les stratégies de résolution et de gestion de la pauvreté à Mambanda par les différents acteurs contribuent à l'amélioration de la situation de la population en place.</p>	<p>Exploitation des rapports des ONG Actions des populations locales Actions de l'Etat Analyse spatiale (Arc GIS 10.2)</p>	<p>CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA</p> <p>CHAPITREIV : ENTRAVES AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRE ET EFFICACE</p>

CHAPITRE I :
ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE A MAMBANDA

INTRODUCTION

Constitué de 30 blocs, le quartier Mambanda est situé dans la circonscription administrative de Douala IV^{ème}, avec une superficie de 531ha et une population de 132000 habitants (recensement général de la population ; 2005). Il a été créé au début des années 1970. Selon le chef de quartier, étymologiquement, le nom Mambanda vient du bambou de chine, car avant l'installation des populations ; cette zone était un champ de bambou de chine. Ces bambous transformaient la zone en forêt logée sur une mangrove. Selon le chef de quartier, cette mangrove avait plusieurs fonctions. Elle servait de lieu d'approvisionnement pour la population et ses raphias servaient à la fabrication des nattes. Les gens sont venus s'installer suites à des déguerpissements. C'est un quartier ayant conservé une dimension rurale très forte. Cette tendance dominante de la ruralité sur l'urbanité (Antoine. S, 2008) vient du fait que la grande partie est issue de l'immigration villageoise alors on fait face à un transfert des comportements ruraux vers leur point d'accueil sans toutefois une prise en compte du changement de l'environnement.

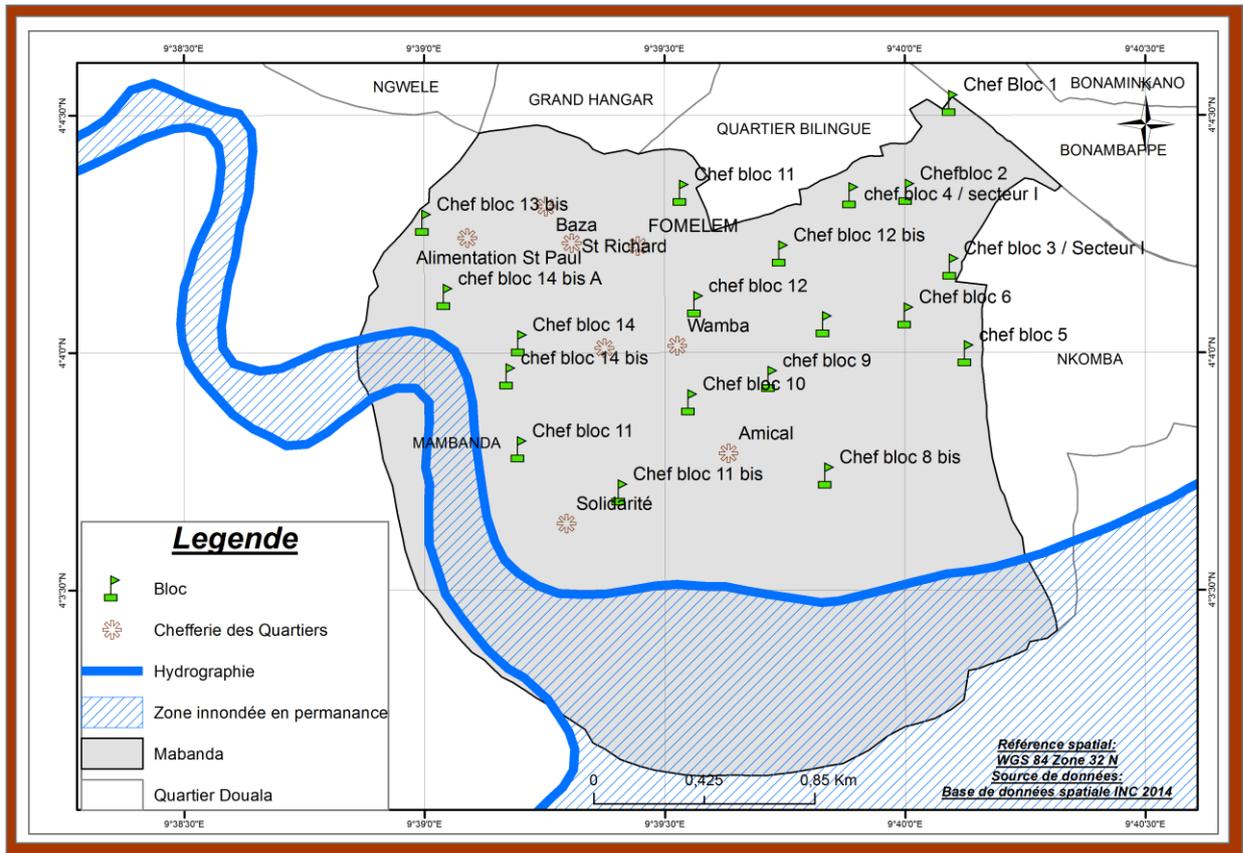


Figure 5: carte administrative de Mambanda

Source : base de données spatiale INC2014

Comme nous l’avons souligné plus haut, Mambanda est un quartier, comme tel, il est dirigé par un chef qui prend des décisions et rend compte à ses supérieurs. Constitué de 30 blocs, Mambanda compte 30 chefs de bloc qui rendent compte chacun de l’évolution des travaux entrepris dans les blocs respectifs au chef du quartier, des délits commis et des propositions pouvant permettre l’amélioration des conditions de vie des populations. Pour faciliter le déplacement des populations d’un point à l’autre du quartier, le chef et ses populations se sont mis d’accord pour nommer les points chauds comme des quartiers qui en réalité ne le sont pas. C’est ainsi que nous avons les noms tels que : solidarité ; alimentation saint Richard ; amical ; etc.

I. PRESENTATION DE LA ZONE D’ETUDE

I.1. Point de vue physique

Mambanda est limité comme suit :

Au Nord par le quartier grand Hangar et les quartiers bilingues ;

Au Sud par le fleuve Moungo;

A l'Ouest par le fleuve Wouri ;

A l'Est par le quartier Nkomba.

I.1.1. Le climat

Le quartier présente un climat équatorial à deux saisons à savoir :

Une saison sèche (novembre- décembre-janvier-février) ;

Une saison des pluies (mars-avril-mai- juin-juillet-aout-septembre-octobre) ;

Grace à la station météorologie de Douala, les informations relatives au climat sont maîtrisées :

La température oscille entre 27° et 32°,

Les précipitations sont variables ; elles tombent en moyenne 4125mm³ d'eau par an. Le taux moyen d'humidité est de 68°.

❖ Température et pluviométrie à Mambanda

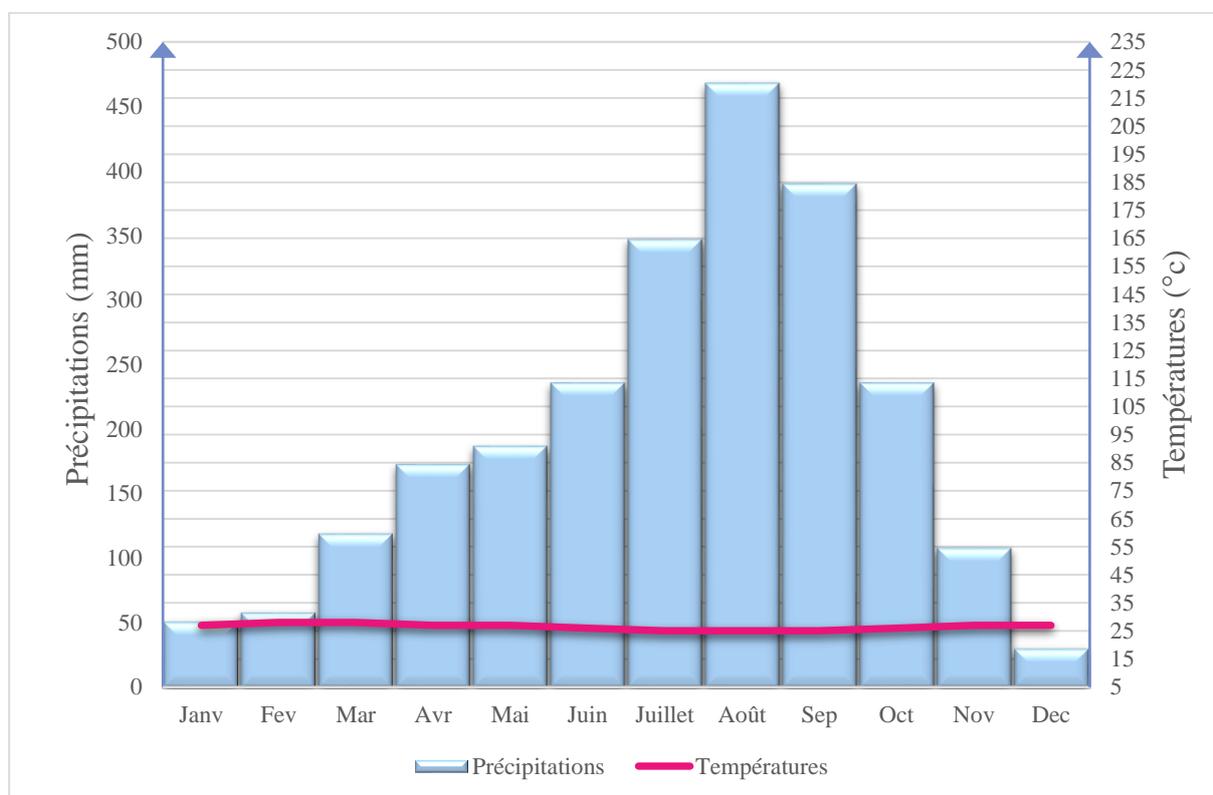


Figure 6: Diagramme ombrothermique de Mambanda

Source : Station météo utilisée pour calculer le climat pour Mambanda : DOUALA OBS. (située à 11km)

Des précipitations moyennes de **30,2 mm** font du mois de **décembre** le mois le plus sec. En **août**, les précipitations sont les plus importantes de l'année avec une moyenne de **468,1 mm**.

Au mois de **février**, la température moyenne est de **27.9°C**. **Février** est de ce fait le mois le plus chaud de l'année. **Août** est le mois le plus froid de l'année. La température moyenne est de **24.8°C** à cette période. Le record de chaleur est de **45°C** enregistré le **vendredi 1 janvier 1982** et le record de froid de **9°C** enregistré le **vendredi 10 octobre 2003** (station météorologique de Douala).

Les précipitations varient de **437.9 mm** entre le mois le plus sec et le mois le plus humide. L'amplitude des températures tout au long de l'année est de **3.1°C**.

I.1.2. Le relief

L'ensemble de la ville de Douala est celui de la plaine côtière ce qui rend les conditions climatiques chaudes et humides.

I.1.3. L'Hydrographie

Le réseau hydrographique du quartier Mambanda est dominé par un cours d'eau : le Moungo ; ce cours d'eau est extrêmement pollué et draine des quantités considérables des déchets (enquêtes de terrain).

I.2. Sur le plan économique

La crise économique survenue dès la fin des années 1980 a eu pour conséquences l'amplification du chômage qui sévit dans les grandes villes camerounaises, et à Douala en particulier. Cette situation a entraîné un véritable boom du secteur de l'informel ; nombre de citoyens mettant en valeur les ressources de leur imagination pour faire face à la crise. Il n'est pas rare de rencontrer à Douala de nombreux inventeurs de petits métiers scrutant attentivement les besoins quotidiens, afin d'y répondre par des stratégies leur permettant de survivre. Parmi les activités informelles dont-elles paraient d'ailleurs difficile d'inventorier le détail (KENGNE FODOUOP., 1991 et 2000). Réduites à une situation de sans-emplois les citoyens inventent des stratégies de survie. Ainsi a-t-on assisté à l'éclosion de nombreuses activités, toutes informelles en ceci que ce sont des activités échappant à l'institutionnel et réglementaire officiel de l'économie. Secteur économique de la 'débrouille' de la pauvreté et de la survie (Mbock 2000), l'informel ici se caractérise par l'absence de qualification dans le petit métier exercé, le faible coût de lancement de l'activité, le non accès au crédit, le nombre réduit d'employés et l'absence de contrat et une comptabilité difficile à tenir (Tchokoa,2000). Les activités du secteur informel à Mambanda peuvent être regroupés en six domaines : la pêche ; la récupération et la revalorisation des déchets organiques; le petit commerce ;le transport par mototaxis ;les prestations de services et la production des biens.

I.2.1. La pêche et fumage de poisson

La pêche est omniprésente à Mambanda, elle consiste en la capture des espèces de poisson qui vivent dans ce milieu. La population utilise des techniques archaïques qui ne demandent

aucune qualification ou maîtrise. À Mambanda on assiste à la pêche liée à l'habitat qui se développe dans les zones de mangrove occupé par l'habitat. Ici l'on pêche non pas parce que la pêche fait partir de sa culture mais parce qu'on veut en tirer un revenu et aussi parce qu'on vit dans un milieu où le poisson abonde. Cette pêche est faite suivant les mouvements des eaux de la marée.

Au jusant, les morceaux de filets ou les nasses sont installés en travers des chenaux et des rigoles ou remontent les eaux de marée (DzallaNgangué2008). Les poissons capturés sont récupérés pendant le retrait des eaux. Ce type de pêche ne nécessite aucune aptitude, aucune maîtrise de l'espace aquatique. Certaines personnes entourent même les pilotis de leur porcherie de filets pour capturer les poissons en période de flot. Les enfants sont les principaux acteurs de ce type de pêche, ils pratiquent même la pêche à la ligne lors du flot ou dans les retenues d'eau au jusant (photo 1).



Photo 1: technique de fumage de poisson à Mambanda

Photo Sonwa Nadine ; Février 2018.

En marge de tous ces moyens de pêche, il s'est développé une technique de pêche assez rusée : « le piège à poissons » ; c'est une construction faite de branchages ou de planches et de toile aux mailles millimétrées, ce dispositif comporte une entrée que l'on peut fermer ou ouvrir. En marée montante, on ouvre le piège puis l'on referme lorsque le flot atteint le niveau le plus élevé, ainsi après le retrait complet des eaux au jusant, il ne reste dans ces pièges que des poissons et des crabes que l'on peut ramasser sans effort. L'inconvénient de ce piège est qu'il retient tout ce qui pénètre. La pêche se fait ici en association avec l'habitat, ce type de pêche

dans un milieu malpropre ne peut être qu'un indice de l'état de pauvreté de la population concernée

I.2.3. La récupération et la revalorisation des déchets organiques (l'élevage)

À Mambanda comme à l'Ouest Cameroun, l'appellation « beau regard » est un néologisme (Antoine Nsegbe 2008) utilisé dans le langage populaire pour désigner le porc. Cette appellation est très souvent attribuée de façon péjorative à ceux qui ont un lien de proximité avec les porcs, considérés par certaines ethnies telles que les Douala et les Nordistes, comme un animal sale ou impur. C'est de cette représentation qu'a hérité Monsieur DONGMO Iréné dont l'activité principale est l'élevage traditionnel des porcs au quartier Mambanda. La familiarité de cet éleveur avec les porcs lui a valu le sobriquet de « papa beau regard » que son entourage lui a aussi collé à la peau. D'ailleurs, ils sont nombreux qui pratiquent cette activité dans ce quartier mais le cas de ce ressortissant de la Ménoua (âgé de 52 ans père d'une famille de 8 enfants) explique le phénomène de pauvreté qui attire notre attention dans ce sujet. Alors à la question de savoir en quoi consistait son activité et comment il la pratiquait, « papa beau regard » nous a répondu en ces termes :

Je me lève de mon lit toujours à 4h30 souvent 5h00 quand je suis trop fatigué. Quand je me lève, je prends mon pauvre pousse-pousse et je fais le tour des tas d'ordures partout dans le quartier et les quartiers voisins comme Grand Hangar. Je fais aussi le tour des restaurants pour collecter les restes de nourriture. Alors je ramasse dans les poubelles les aliments comme le riz, le haricot et d'autres aliments que le porc peut manger. Quand je ramasse, j'accumule dans le sac, et je charge dans le pousse-pousse. Après, je pars donner tout ça comme nourriture à mes porcs. J'ai plus de 15 porcs dans mon enclos. Pour les nourrir, c'est un vrai travail parce que les porcs mangent beaucoup. Même si tu leur donnes une maison de nourriture chaque heure ils vont toujours manger et te regarder comme s'ils n'avaient rien fait. Même comme les gens me disent que je suis sale et que mon travail est sale, je m'en fous ! Si je laisse maintenant qui va nourrir ma famille ? Quand je ramasse les ordures ménagères comme on fait chez nous à Dschang, je sais que je ne dépense rien. En moins d'un an, je peux avoir d'autres porcelets, je les vends et c'est comme cela que ma famille et moi vivons, c'est ainsi que nous mangeons, nous nous soignons, que j'envoie les enfants à l'école.

Ce discours traduit le vécu quotidien d'un homme qui, face aux difficultés conjoncturelles que connaît le citoyen (chômage, coût élevé de la vie...), a puisé son inspiration dans le socle culturel de son terroir d'origine pour résister à la vague. L'élevage (artisanal) de porc est en

effet très développé dans ce quartier populaire de l'arrondissement de Douala IV^{ème}. Les porcheries jouxtent des maisons d'habitation. Le chef du quartier Mambanda déplore cette proximité entre les bêtes et les personnes. Il soutient qu'il a plusieurs fois demandé à quelques propriétaires des bêtes d'éloigner les porcheries de leur domicile, en vain. « Pour certains habitants de Mambanda, vivre dans la saleté est ce qu'il y a de plus normal. Des porcheries côtoient des maisons. Des gens ont construit sur des drains. « En ma qualité de 3^{ème} adjoint au maire de Douala IV^{ème}, je suis en train de prendre un certain nombre de mesures pour éloigner les porcheries des maisons. Tout commencera par une phase de sensibilisation forte. Puis on passera à autre phase, plus sévère », a promis Joseph Toufoin.

I.2.4. Le petit commerce

Le petit commerce porte sur la vente en détail voire au micro détail des produits de première nécessité. Il est axé sur la vente des vivres et des produits manufacturés.

- Le commerce des vivres est exercé par des femmes ici appelées buyam sellam au marché de Mambanda. Les denrées vendues sont constituées de tubercules (manioc, patate douce, igname) ; des bananes ; des légumes et des fruits. Le prix se négocie « à la tête du client ». Ces revendeuses sont astreintes au paiement de l'impôt libérateur auprès du service de recouvrement de la CUD.



Photo 2: Comptoir de petit commerce à domicile

Photo Sonwa Nadine ; Février 2018.

Etant donné l'étroitesse du marché et du manque de capitaux, la majorité des femmes installent devant leurs habitations les marchandises comme le montre la photo ci-dessus.

- Le commerce des produits manufacturés est plus exercé par les hommes.
- Ces quincailliers ambulants, installés aux abords des rues, proposent des matériaux de construction d'usage courant (par exemple : ampoule, serrures, boitiers et interrupteurs) de petits matériels utilisés dans le bâtiment (p. ex : scie ; marteau et truelle). « Les pharmacies des rues » s'occupent des produits pharmaceutiques de première nécessité acquis auprès des hôpitaux ; des laboratoires et pharmacies légales à Yaoundé ou détournés chez les patients (Pierre Eloi Essengue Nkodo et Joachim Etouna 2008). Les boutiques, sortes de petites huttes en bois de dimension ridicule (moins de 2mcarré) proposent aux passants des produits courants comme la cigarette ; le savon ; le sucre ; les boites d'allumettes. Le commerce de la friperie, jadis limité aux grandes villes, s'est généralisé à toutes les villes camerounaises au milieu des années 1990 en raison de l'éclosion du pouvoir d'achat des populations (Pierre Eloi. E et al 2008).

I.2.5. Les prestations de services

La restauration de rue fait des services essentiellement prestés par et pour les citadins de Mambanda. Tenus aussi bien par les hommes que des femmes, et concentrés près des écoles, de la société ALPICAM et aux alentours du marché où ils recrutent l'essentiel de la clientèle, ces restaurants proposent des menus qui varient en fonction de l'heure de la journée. A l'heure du petit déjeuner, il est proposé aux clients de la bouillie de maïs, des spaghettis sautés, du pain, du haricot et des beignets faits avec du maïs ou de la farine de blé. A midi, les clients ont le choix entre le riz accompagné des sauces diverses dans lesquelles baignent les morceaux de poisson ou de viande de bœuf, ou du water fufu and eru et aussi du plantain au doles. En soirée, on reprend le processus du matin avec les beignets à la bouillie de maïs ou du poisson cuits à la braise accompagnés des bâtons de manioc.

En ce qui concerne les salons de coiffures pour les hommes et femmes, l'activité n'est pas véritablement consécutive à la croissance du quartier, ce dernier a tout simplement concouru à l'essor qu'ils connaissent en ce moment. Quoiqu'il en soit, les postes de travail sont précaires, parfois, juste un tabouret couvert d'un parapluie. Toutefois, les salons pour femme sont relativement mieux équipés. Les outils sont souvent constitués d'une tondeuse électrique et des peignes. Dans le cas où l'entrepreneur a engagé un capital initial consistant, on trouve en plus des casques de séchage. Les coiffeurs opèrent dans tous les espaces « chaud du quartier

(marché, carrefour...) ». Le prix de la prestation varie entre 100 et 200 FCFA pour hommes et 300 et 500 FCFA pour femmes. Au demeurant, les revenus de l'activité permettent à son initiateur de s'occuper et de subvenir à ses besoins les plus pressants.

L'exploitation des cabines téléphoniques ambulants localement appelés call box constitue l'autre gamme de services offerts aux citoyens de Mambanda. Ce service s'est développé à la faveur de la libéralisation du secteur des télécommunications et de l'expansion de l'image du téléphone portable. Il est facile d'être opérateur de call box car il suffit de disposer d'un téléphone portable et d'un crédit de communication pour lancer son affaire. Les cabines sont disposées en pleine buvettes. Comme aménagement, l'opérateur a juste besoin d'un tabouret et d'un parapluie contre les intempéries. Pour bénéficier de la prestation, le client débourse 50 à 75 FCFA /impulsion c'est -à-dire la minute d'appel.

I.2.6. Le transport par mototaxis

Le transport par mototaxis n'est pas une spécificité de l'économie informelle de la ville de Douala. En effet, il s'est développé plutôt dans d'autres villes africaines au début des années 1980, notamment au Bénin où le phénomène est connu sous le nom de zemijan (N'Bessa 2000, Agossou 2003). A Mambanda, la diffusion de ce type de transport s'explique principalement par le mauvais état ou l'absence des voies de desserte. La plupart des voies sont jonchées des « nids de poules » (Pierre Eloi et al 2008). Le phénomène de libéralisation des échanges y est aussi pour beaucoup. Ainsi il est désormais possible d'acquérir une moto neuve importée du Nigéria, du Japon, ou de la Chine au prix de 150 000 FCFA contre 500 000 FCFA il y a cinq ans. Les conducteurs sont constitués de jeunes car n'ont pas de moyens pour s'offrir un travail alors se jettent dans ce métier.

I.2.7. Les activités de production des biens

Peu répandu par rapport aux précédentes, ce type d'activité est très peu pris en considération par les pouvoirs publics qui, l'assimilant à de l'artisanat. Et pourtant, il est d'une utilité pour les citoyens. C'est fort à propos qu'on le range dans la catégorie du « secteur informel productif » (Tuete 2000). Ces activités de production des biens concernent le recyclage de l'aluminium pour la fabrication des ustensiles de cuisine ; la couture ; la fabrication des briques en terre ; la valorisation du rotin. L'expansion de cet artisanat de production se justifie par le moindre coût des inputs, car la fabrication des rotins et des briques de terres dont les matières premières sont tirées de l'environnement naturel, ou encore des ustensiles de cuisine dont les matériaux proviennent des déchets d'aluminium.

Tableau 2: Revenus des habitants de Mambanda en (%)

Revenus	Pourcentage des habitants
Moins de 25000	1.5
25000-50000	10.33
50000-100000	10.39
100000-200000	1.9
200000 et plus	0.5

Source : enquête de terrain 2018

I.3. Sur le plan social

Mambanda est marqué par un nombre élevé d'infrastructures socio collectives mis sur pied pour la plupart par la population locale et les élites du quartier. Il s'agit pour la majeure partie des ponts, la mise sur pied des zones de pêches. Pour éviter les inondations la population de Mambanda passent au remblaie, ils arrivent même à remblayer un lac pour l'installation de leurs habitations.



Photo 3: Pont mis sur pied par les élites du bloc

Photo Sonwa Nadine ; Février 2018.

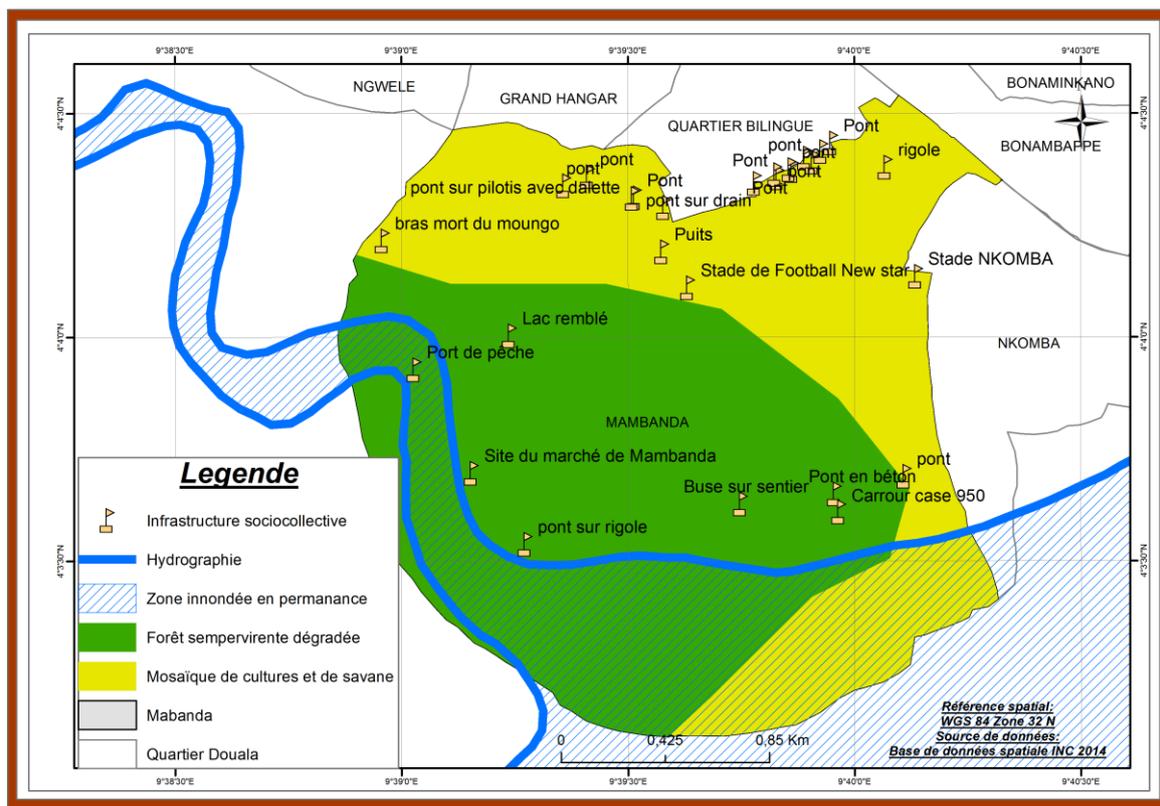


Figure 7: Infrastructures socio collectives

Source : base de données spatiale INC2014

Mambanda connaît plusieurs investissements socio collectifs mais la majorité va dans le sens de la canalisation des eaux dans le quartier. Sur le pan hydrographique, le quartier est entouré par le fleuve Moungo et par-dessus tout se trouve au même niveau que le Wouri ce qui fait que le quartier soit inondé régulièrement par moindre averse et également suite au phénomène de marée. Alors pour améliorer la situation précaire dans laquelle vivent les habitants de la zone, il est donc préférable de mettre sur pied des ponts ; des rigoles et aussi les buses pour pouvoir traverser d'un point à l'autre. A partir de notre carte, nous recensons près de 12 ponts ; des rigoles, etc. Malgré ces investissements, le quartier est partiellement impraticable pendant la saison pluvieuse en plus les eaux des lacs remblayés au profit des habitations cherchent à se stagner conséquences les inondations suivit des maladies. En dehors de tout ce qui est en rapport avec l'eau, nous retrouvons un site de marché ou la population de Mambanda se ravitaillent en vivres et aussi en d'autres cultures. Pour les aires de distraction

nous avons les stades et les points de pêche ce qui est très minime pour une population donc le principal objectif est la recherche du travail.

I.3.1. Situation humaine

a) **Principales composantes sociologiques** : La population est composée de deux grands groupes :

- Les autochtones
 - Les allogènes.
- 1) Les autochtones sont constitués des Doualas Bele-Bele et d'autres côtiers tels que les Bassas etc.
 - 2) Les allogènes sont constitués en majeure parties de Bamiléké, les Anglophones, les Haoussas, les Bétis, et les étrangers.

I.3.2. Infrastructure de base

I.3.3. Carte sanitaire et éducationnelle

Mambanda, quartier le plus populaire de Douala IV^{ème} compte environ 132 000 habitants avec aucun hôpital public et des cliniques dépourvus de matériels. Ce quartier précaire rencontre beaucoup de difficultés même dans le traitement du paludisme qui s'avère être le mal de tous les camerounais en général et de Mambanda en particulier. Le quartier souffre aussi du manque d'infrastructures administratives. C'est cette année que l'Etat a créé cinq écoles maternelles et un Collège d'enseignement technique industrielle et commercial (CETIC) à Mambanda (selon le chef de quartier). Le collège n'est pas encore opérationnel. Le quartier regorge un lycée bilingue six écoles secondaires privées et plusieurs écoles primaires privées. Mais la demande est toujours plus grande. Il n'y a pas d'institut d'enseignement supérieur, ni d'école de formation professionnelle. Le plus grand problème est celui lié à l'assainissement, avec les inondations. Alors même dans les écoles et cliniques, les élèves et patients ont régulièrement les pieds dans l'eau suite au mauvais emplacement de celles-ci. Le relief de Mambanda étant plat, les acteurs du développement devraient mettre l'accent sur la canalisation des eaux pour faciliter le déplacement des populations en place et éviter certaines maladies qui sévissent dans le quartier.

I.3.4. Infrastructure Routières

Nids de poules par ci, creux par-là, la route est source d'angoisse et de désolation pour les habitants de ce quartier de Bonabéri. « La route ne tue pas », disait un célèbre chanteur camerounais. Cette assertion n'est pas partagée car on assiste aux pertes en vies humaines,

dégâts matériels, conséquence, baisse d'activités, fuite des clients, etc., voilà le tableau peu reluisant que dressent les acteurs de ce secteur. La dégradation de ces routes se manifeste, entre autres, par des couches de latérite enlevées et le torrent qui creuse des ravines et des crevasses sur la chaussée, cela à cause de l'eau des rigoles et des accotements qui se déverse sur la chaussée ; la chaussée envahie par la broussaille avec pour méfaits la réduction de la visibilité et les risques d'accidents y relatifs. Par ailleurs, la chaussée peut être inondée par les eaux ou par des nids de poules, ravines, Ces dégâts entraînent souvent des coupures de routes. Sur le terrain, le constat est plutôt amer. La route en terre qui mène au lycée bilingue de Mambanda est jonchée de flaques d'eau et de boue qui coupent la route sur toute sa largeur. Pas un pas sans risque de se faire éclabousser à la suite du passage d'un véhicule ou d'une motocyclette. L'odeur qui se dégage des mares n'est pas des plus agréables. Il faut pincer son nez par endroit, ou accélérer le pas. La qualité des routes influe sur la bonne santé économique de ce quartier. Au marché Mambanda, aux abords de la route défectueuse, les activités tournent au ralenti, plusieurs boutiques ont fermé en raison de la fuite de potentiels clients. Ceux qui restent expriment une certaine indignation. « J'ai perdu de nombreux clients à cause du mauvais état de cette route. Certains sont découragés parce qu'il y a énormément de boue, d'autres ne trouvent pas d'espaces pour installer leurs marchandises », se plaint Esther. Cette femme de la quarantaine tient un comptoir d'habits et un salon de coiffure sur cette route. Elle dit que les affaires ne sont plus fructueuses. « C'est parce que je n'ai pas où partir. J'aurais aussi quitté cet endroit comme mes collègues », avoue Esther.

I.3.5. Adduction d'eau

- Alimentation du réseau Camerounaise des Eaux (CDE)

A Mambanda 1habitant / 100 utilise l'eau courante qui est pour cet habitant une source de revenu. Alors il revend plus cher aux populations qui veulent l'utiliser mais certaines personnes font recours à d'autres sources qui sont pour eux leur eau de boisson et aussi pour des travaux ménagers.

- Puits et forages

Pour ceux qui utilisent ces sources d'approvisionnement en eau, en effet, « l'eau c'est la vie ». Ici la qualité de l'eau importe très peu l'essentiel c'est que cette catégorie de populations trouve une source de ravitaillement disponible.

I.3.6. Energie électrique

Alimentation par réseau AES SONEL mais les populations sont sujettes à des délestages allant d'un à trois mois pour certains. Alors pour faire face à ce problème certains se retournent vers leurs lampes à pétrole tandis que d'autres à leur tour utilisent le « toucan » source d'éclairage du moyen-âge. A Mambanda, on assiste à un problème d'insécurité. Le manque de lampadaire facilite la création d'abris où des jeunes délinquants fument du chanvre, agressent et violent. Ils arrivent à brûler les commissariats de police (émeutes de 2008). Selon la population, quand il y a un braquage maintenant, les malfrats ont 100% de chance de réussir leur coup avant l'arrivée des forces de l'ordre.

I.4. Plan culturel

La population de Mambanda est constituée dans sa majeure partie des ressortissants de l'Ouest et du Sud-ouest. Or chez les bamilékes la culture est primordiale et vient avant toutes autres choses ce qui explique la présence de multiples foyers dans la zone. Être propriétaire de son logement est leur souhait le plus cher car certaines activités comme l'élevage des porcs nécessitent de les pratiquer dans des lieux disons plutôt privés du fait de son impureté. Alors ces derniers passent au transfert de leur culture au lieu d'accueil qui est la ville et donc, la ruralité prend le dessus sur l'urbanité (Antoine.S 2008).

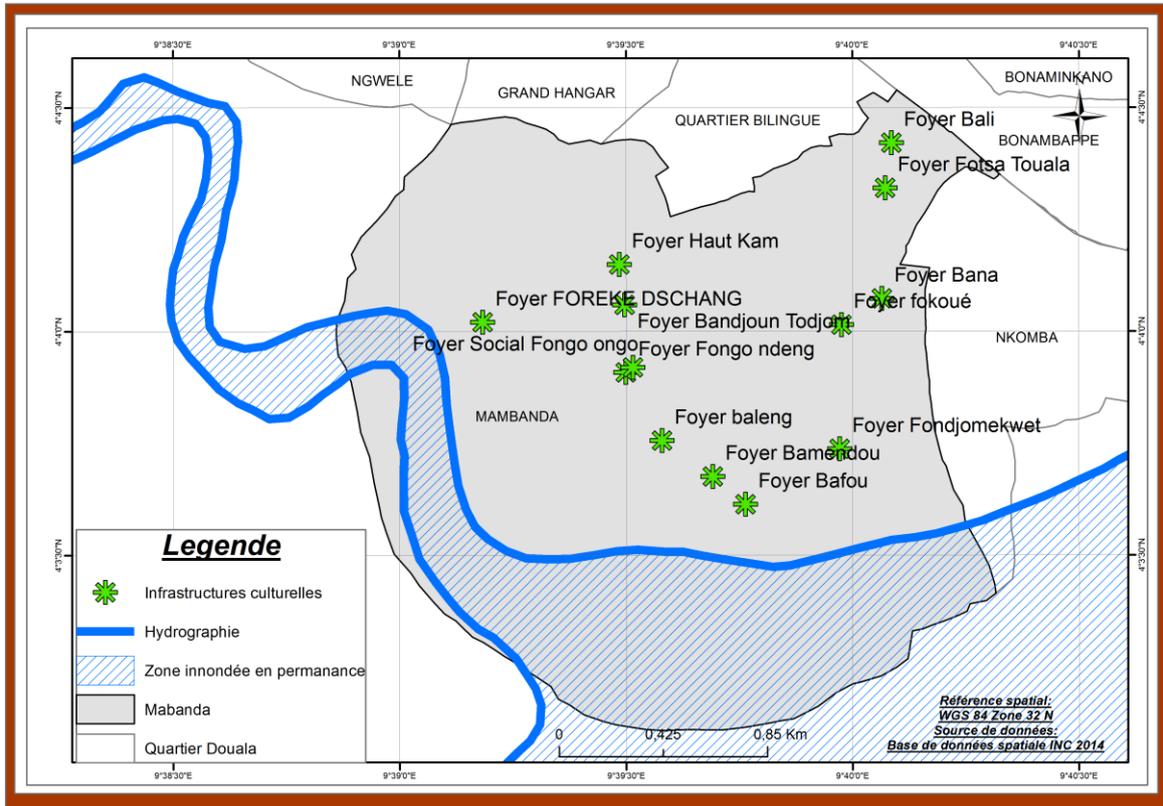


Figure 8: foyers culturels à Mambanda

Source : Base de données spatiale INC2014

Conclusion

Dans ce chapitre, il s'agissait d'appréhender le contexte physique, économique, social et culturel à Mambanda. A travers nos analyses ; force est de constater que le physique de ce quartier présente des caractéristiques plutôt alarmant. Malgré son caractère marécageux, le quartier s'avère être une île ce qui explique les inondations régulières soit par des petites averses ou la marée due au fleuve Moungo qui entoure le quartier. Alors le climat de Mambanda nous donne l'idée sur les mois appropriés pour pouvoir le visiter.

Economiquement, le secteur informel bat son record dans ce quartier populaire de Douala IV^{ème}. En effet les activités telles que la pêche ; l'élevage ; la restauration ; les prestations de services etc. ; sont les plus développées ce en usant des méthodes les plus archaïques possible. Donc cette population se bat ainsi au quotidien pour avoir de quoi se nourrir, se loger et également s'éduquer. Notons également que, Mambanda est dépourvu d'infrastructures en adduction d'eau potable, d'assainissement ; routiers bref des infrastructures considérées comme de base ce qui rend le quartier vulnérable, sa population ainsi exposée à des différentes maladies diarrhéiques. Mambanda est majoritairement occupé par les ressortissants de l'Ouest ce qui explique les différents foyers culturels qui s'y trouvent. Alors vu le constat qui a été fait, qu'est ce qui explique la pauvreté de Mambanda ?

CHAPITRE II

ACTEURS DE GESTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA

INTRODUCTION

Le quartier Mambanda est à plus d'un titre un espace d'enjeux majeurs, du fait de son histoire, de son poids démographique important estimé à près de 11% de la population de la ville (BUCREP 2010). Par ailleurs, la surenchère et la faiblesse relative de l'offre formelle en parcelles destinées à l'habitat social, le chômage et la pauvreté contribuent largement au développement de l'habitat spontané, insalubre et des bidonvilles ; facteurs favorables à la dégradation de l'environnement. Il n'est donc pas anodin que les enjeux liés à la préservation de l'environnement et au développement durable soient au cœur des préoccupations planétaires depuis plus de deux décennies. C'est dans ce contexte que la Communauté Urbaine de Douala, appuyée par le Gouvernement Camerounais s'est engagée à conforter le développement de la ville, dans le cadre d'une Stratégie de développement, élaborée de manière participative, en impliquant notamment dans chacune des phases de son élaboration les différents acteurs urbains. Alors plusieurs acteurs interviennent dans la gestion voire la résolution de la pauvreté à Mambanda entre autres la population locale ; les administrateurs municipaux ; l'Etat les ONG et les associations.

I. LES ACTEURS DE GESTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA

I.1. LA POPULATION LOCALE

Le développement d'un pays, d'une ville, ou d'un quartier, ne se déclenche que lorsque la population résidente se sentent appartenir à cet espace, se reconnaît dans son image, qu'elle est prête à défendre au prix de son sang et s'implique dans les actions visant au bien-être de la communauté. C'est ce que les géographes appellent la construction de territoires et l'affirmation de la territorialité (DI MEO.G., 1998). C'est également la logique que défend l'approche du développement participatif, qui préconise l'implication des acteurs de base et des populations dans tout processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets urbains ou ruraux (TCHAWA.P.,2002).

I.2. L'ETAT

L'Etat à travers les administrateurs municipaux met sur pied des programmes susceptibles d'aider des populations sur les plans environnemental ; économique et social.

I.2.1. Le maire

Dès la prise de service en octobre 2013, le nouvel exécutif municipal s'est fixé un objectif d'améliorer le cadre de vie des populations de la circonscription communale. Pour y atteindre, l'action a été mise sur les opérations de grande envergure

I.2.2. Le Préfet

Le projet en cours de réalisation prévoit la démolition des quartiers précaires d'ici la fin de l'année 2018. Le projet concerne aussi le quartier Mambanda.

C'est un projet inscrit dans le budget d'investissements publics 2017 et 2018 du ministère de l'Habitat et du développement urbain (Mindhu). Il sera réalisé par la Mission d'aménagement des terrains urbains et ruraux (Maetur). Issue de la convention N°0033 du Mindhu signée le 06 juin 2015, le partenariat Mindhu-Maetur a pris effet le 18 juillet 2017 dans sa phase d'implémentation dans la ville de Douala.

I.3. LES ACTEURS INTERNATIONAUX :

Il s'agit de tous les bailleurs de fonds qui financent les grands projets de développement urbain dans la ville de Douala. Dans un premier temps, il y a la Banque mondiale pour ses deux programmes (le programme de réhabilitation des infrastructures de Douala et le Programme d'amélioration de la qualité de vie des populations dans les quartiers précaires). D'un autre côté, il y a les fonctionnaires de la coopération française en poste au Cameroun, avec en tête le responsable du développement urbain qui pilote actuellement le programme PADUDY (programme d'appui au développement urbain de Douala et Yaoundé). Les associations : dans cette catégorie, nous avons pris en compte tous les regroupements qui participent à la défense des intérêts des habitants ou à la valorisation des savoir-faire des habitants. Il s'agit des chefs de quartiers, des présidents des associations des habitants dans les quartiers, des présidents du comité du développement des quartiers, ONG locales

I.5. Les ONG

Plusieurs Organisations Non Gouvernementales interviennent dans la lutte contre la pauvreté à Mambanda à l'instar :

- DES PFS ; Aux quatre coins du Cameroun, le projet de filets sociaux donne de l'espoir aux ménages pauvres et vulnérables. Il procure aux bénéficiaires des allocations monétaires ou des emplois temporaires sur des chantiers de travaux publics. Le principe : leur prêter main-forte en cas de coup dur et les aider à sortir de la pauvreté.

- LES GTZ La Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH est une entreprise de la coopération internationale pour le développement durable qui opère sur tous les continents de la planète. Elle propose des solutions d'avenir pour le développement politique, économique, écologique et social dans un monde globalisé. Dans des conditions parfois difficiles, la GTZ soutient des processus complexes de changement et de réforme, son objectif étant d'améliorer durablement les conditions de vie des populations.

MAFADY. Cette question est au centre de l'atelier de restitution des résultats du "Projet de maîtrise de la filière assainissement dans un écosystème côtier à Douala et les quartiers populaires de Yaoundé (MAFADY)", tenu le 29 mars à Yaoundé. Il a été question au cours de cet atelier de faire le point des résultats obtenus au cours de la première année du projet dans les quartiers d'habitat spontané à Yaoundé et les zones côtières soumises aux inondations à Douala. Le constat qui se dégage est celui d'un niveau d'assainissement précaire, même si chaque famille dans ces zones dispose d'une latrine mais pour la plupart construites sans respect des normes. D'où la nécessité de former les familles et les ouvriers du bâtiment. Les principales sources de pollution des ouvrages d'alimentation en eau potable dans l'ensemble de ces zones à risques ont également été recensées.

L'autre objectif de cet atelier était de déterminer les actions à entreprendre dans les domaines de l'assainissement des eaux usées et des excréta, les pratiques des différents acteurs ainsi que leurs conditions de mise en œuvre pour améliorer la santé des populations dans ces deux villes.

II. RELATIONS ENTRE LES ACTEURS

Bien que les deux pouvoirs exercent de manière indépendante, les fonctionnaires de l'État central (fonction publique) ont plus de pouvoir parce qu'ils contrôlent les finances du niveau municipal. D'un autre côté, toutes les décisions prises par les autorités municipales doivent être validées par l'autorité compétente qui est l'État, y compris le recrutement d'un nouvel agent communal. Ce jeu de pouvoir influence même la prise de décision dans les grands projets de développement urbain ou des documents de planification urbaine. Tout document d'urbanisme, bien qu'élaboré et financé par la Communauté urbaine de Douala (CUD) doit au préalable être validé par l'État. Le délégué du gouvernement nommé par le président de la République, doit aussi se confronter avec ses collaborateurs (le préfet du département ou le gouverneur), bien qu'ils soient tous nommés par le président de la République. Au niveau local, il existe aussi des polémiques entre le délégué du gouvernement nommé et les maires élus par le peuple. Pour les

maires élus, ils se disent plus proches de la population que le délégué du gouvernement qui est leur supérieur hiérarchique.

CONCLUSION

Il s'agissait dans ce chapitre de présenter les différents acteurs de gestion de la pauvreté à Mambanda. Tout compte fait, force est de constater que la multiplicité des acteurs est un fait incontestable au Cameroun et il est quasiment impossible de les contourner. Alors plusieurs acteurs nationaux et internationaux interviennent dans la résolution de la pauvreté dans ce site de Mambanda.

CHAPITRE II :
IMPACT DES DTERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA
PAUVRETE SUR LE CADRE DE LA QUALITE DE VIE A
MAMBANDA

INTRODUCTION

L'accélération du phénomène d'urbanisation durant les 20 dernières années, conjuguée au recul des investissements urbains s'est répercutée sur l'environnement immédiat des populations. L'une des conséquences de cette pauvreté est le recul de la végétation et du lit majeur du cours d'eau et aussi le développement d'ilots de quartiers précaires, la prolifération des activités informelles qui constituent un refuge et une forme de stratégie de sortie de la pauvreté. 95% de la superficie urbanisée de Mambanda est constituée de zones inondables. Les habitations sont en grande partie précaires, construites en matériaux provisoires. Spontané et anarchique; Mambanda est dépourvu de services de base comme la collecte des ordures ménagères et l'assainissement; l'eau potable; d'infrastructures publiques (écoles, hôpitaux...); les services d'éclairages.

I. LES DETERMINANTS LIES A L'ENVIRONNEMENT GEOPHYSIQUE

I.1. Mambanda, une île

De par sa position géographique; Mambanda se trouve sur une plate-forme presque entièrement entourée d'eau. Ainsi les populations sont constamment sous l'influence du fleuve Wouri et notamment par l'effet des marées. Mambanda se trouve partiellement au même niveau que la mer ce qui le rend vulnérable à la marée. Une topographie uniformément plane et des sols imperméables propices aux inondations. En fait; la topographie d'un milieu joue beaucoup sur la rapidité d'évacuation des eaux. Comme nous l'avons montré plus haut; les altitudes sont très faibles dans la zone d'étude. Pour créer des pistes ou construire des maisons qui échappent à la montée des eaux, il faut impérativement élever des remblais. En effet Mambanda est constitué des pentes très faibles et nulles par endroits. Pour l'ensemble de ce secteur, la classe de 0 à 1% de pente représente 80% de la surface. Dans l'ensemble Mambanda est traversé par de nombreux ruisseaux et drains à ciel ouvert dont la pente d'écoulement est très faible. Ces drains subissent les mouvements de la marée ce qui favorise la stagnation d'eaux saumâtres infestées d'algues. (DI MEO 2006)

I.2. Une végétation constituée de mangrove et marécages aux sols hydromorphes :risques de contamination par des maladies hydriques

Les sols du quartier Mambanda étant majoritairement sablo-argileux, on y distingue de vastes étendues de terres basses constituées d'alluvions, propices à la rétention d'eau et à la constitution des marécages, la nappe phréatique; affleurant et à forte salinité par ailleurs

alimenté par les eaux de surface usées, favorise, du fait de la perméabilité des sols, la dissémination des germes des maladies hydriques dans l'environnement et en particulier dans les puits d'eau. Ce quartier de Douala IV^{ème} subit un climat de type équatorial chaud et humide. La pluviométrie y est globalement élevée supérieure à 3500mm d'eau par an, l'amplitude thermique y est faible avec une moyenne de température proche de 27°C. L'analyse des données de température et pluviométrie des trente dernières années, montre une tendance à la baisse de la pluviométrie et une nette tendance à la hausse de température annuelle moyenne : environ 1°C sur la période de 1971 à 2004 (E GUEVART 2006). La baisse de pluviométrie favorise l'augmentation de la salinité des sols et des eaux superficielles, ce qui favoriserait la prolifération et la persistance des germes des maladies hydriques dans l'environnement, l'augmentation de la température est propice à la prolifération des algues ; coquillages et mollusques qui sont autant de réservoirs environnementaux de V Cholera sous ses différentes formes DI MEO (2006).

I.3. Disparition d'un lac pour l'installation des habitations précaires

Avant la création du quartier Mambanda en 1970 (selon les habitants de la zone), il existait un lac dans la zone ce qui lui a valu le nom « quartier du lac ». Mais au fil du temps avec l'urbanisation accélérée et la faiblesse des revenus, on assiste à la disparition de ce même lac au profit des habitations construites tout de même en matériaux dérisoires. Les ennuis commencent par une infiltration d'eau dans le sous-sol des maisons. Pour ceux qui ont fait l'effort de construire en parpaings, ils découvrent une large fissure dans la fondation de béton. Alors selon les entrepreneurs en construction, « ce n'est jamais très bon d'avoir de la matière organique dans les sols, parce que ce sont des sols qui se compriment beaucoup ». Ils estiment que si la maison a été construite sur un ancien ruisseau qui a été remblayé, cela pourrait créer une zone de faiblesse sous le bâtiment. Ces facteurs peuvent causer des fissures à une fondation. Les propriétés sont construites sur un remblai qui contient des matières organiques. Mais pour les habitations en planches, ils font face à la détérioration des piquets et également les affaissements. Donc en un an ceux-ci peuvent réhabiliter leurs habitations 2 à 3 fois. Ceci explique le degré de pauvreté des habitants de cette zone vu l'épaisseur du remblai et les matériaux utilisés pour la construction des habitations. Près de 30% de la population de Mambanda vit dans cette situation.

II. DETERMINANTS LIES A L'HABITAT

II. 1. Présence d'habitat mobile, sur pilotis et en matériaux de récupération

A Mambanda comme partout ailleurs où les inondations sont un phénomène habituel, la population pour subsister, développe des stratégies d'adaptation. A Mambanda l'on passe à la construction des maisons mobiles ainsi que ses équipements. L'accès dans les habitations étant difficile vu les eaux stagnantes, les entrées sur pilotis sont plus développées (plus de 55% selon les enquêtes de terrain). Malgré le caractère inondable du quartier les habitations sont tout de même en planches et aussi en matériaux de récupération. Ceci explique le degré de pauvreté des populations en place

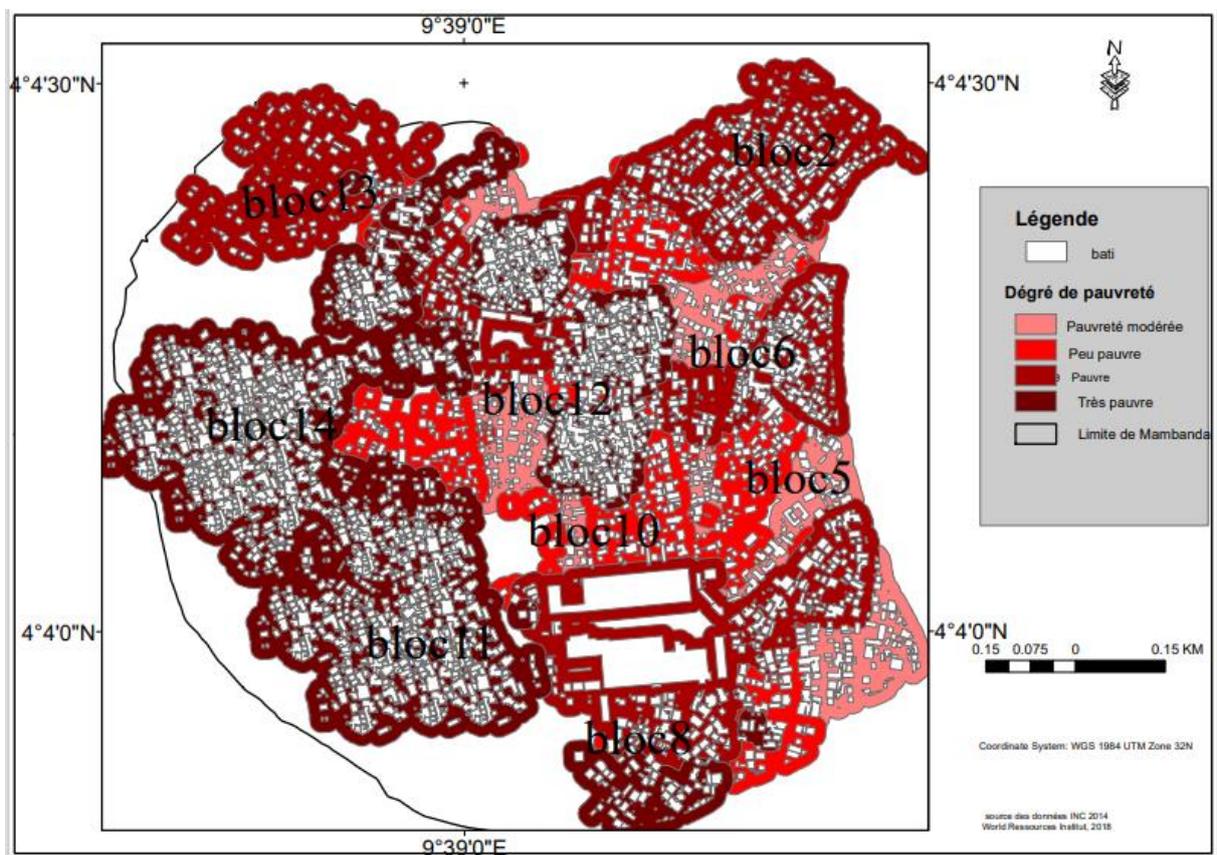


Figure 9: Classification et répartition géographiques des poches de pauvreté

Source : Base de données spatiale INC2014

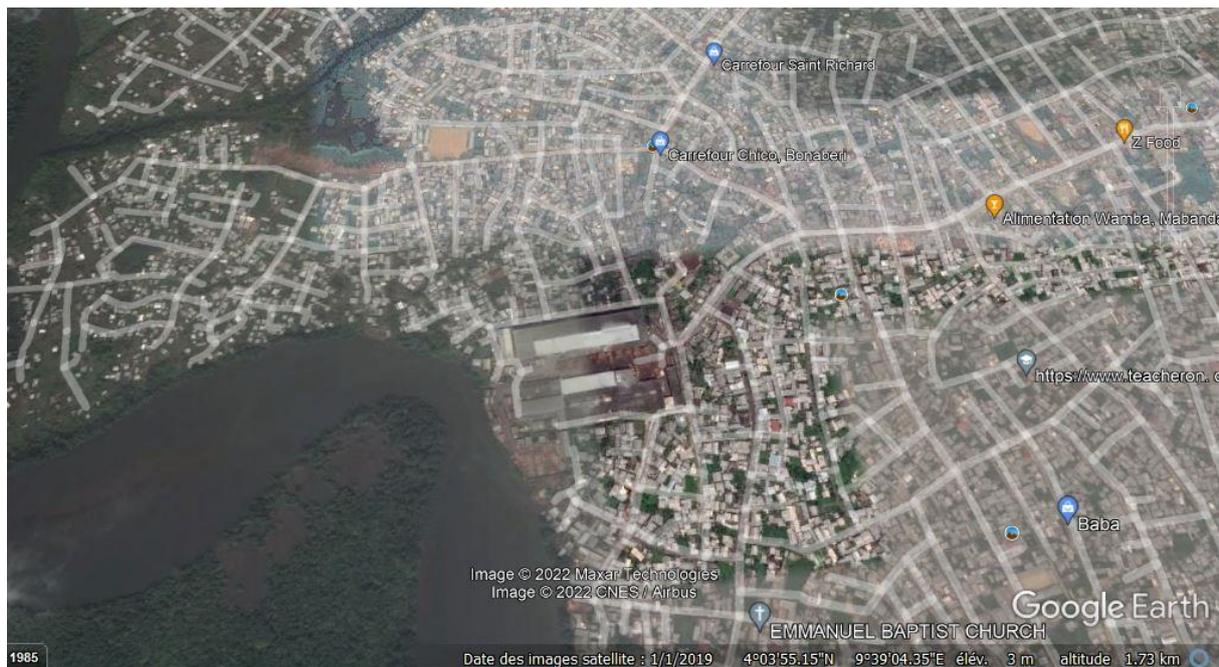


Figure 10 : Vue aérienne du quartier mambanda

Source : Google Earth 2019

Mambanda surprend également par sa très forte croissance annuelle entre les deux derniers recensements et un besoin en parcelle/logement de plus de 2 500 unités (Antoine. N 2008). Le phénomène est d'autant plus inquiétant que ce quartier se caractérise par de nombreuses zones marécageuses impropres à l'urbanisation. Nous distinguons quatre degrés de caractérisation de pauvreté des populations de Mambanda. Très pauvre, les populations qui se trouvent dans des zones aux habitats spontanés sans aucun respect de norme et qui se trouvent en bordure des cours d'eau et des drains d'évacuation des eaux. Non seulement ces habitations sont en bordure des cours d'eau, mais sont également très éloignées des routes principales. Le constat qui se dégage de façon générale est que, plus un habitat est en bordure d'une route, plus le matériel utilisé est sophistiqué et les revenus des occupants sont modérés (pauvreté modérée).

III. DETERMINANTS LIES A L'URBANISATION

III.1. Mambanda, un taux d'accroissement accéléré

Outre un taux d'accroissement naturel élevé, la ville de Douala reçoit chaque année, un minimum de 120000 nouveaux habitants (CUD 2018). Ce sont donc chaque année plus de 100000 personnes sans emplois qui viennent s'ajouter. Cette pression démographique aboutit à l'occupation anarchique des terres et par conséquent à l'apparition de vastes quartiers spontanés dans les zones marécageuses, Mainet.G. (1985). Ces quartiers marécageux non géométrisés,

aux infrastructures socio-sanitaires quasi inexistantes, constituent un cadre de vie précaire (Assako Assako 2005). La population très dense y vive dans une promiscuité, exposée à tous les risques sanitaire résultant du déficit d'urbanisation et aggravant elle-même la dégradation de l'environnement. À Mambanda dont il est question dans cette étude, le développement des infrastructures socio sanitaires n'est pas en adéquation avec cette explosion démographique ce qui entretient le cycle épidémiologique des maladies hydriques et intensifie la contamination d'homme à l'homme et l'environnement.

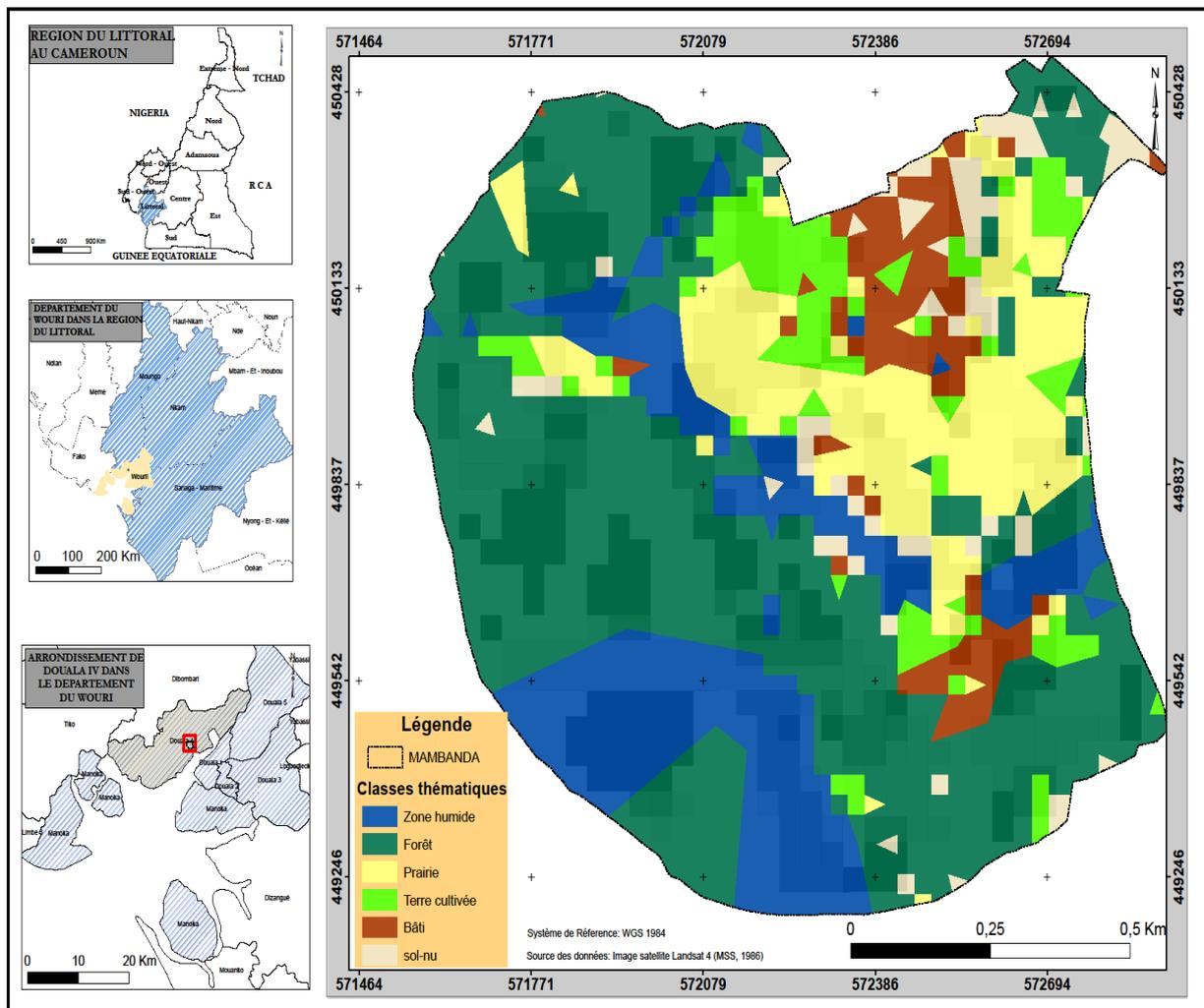


Figure 11: Occupation du sol de Mambanda en 1986

Source des données : Image satellite Landsat 4 (MSS, 1986)

1986	
Superficies (Ha)	Superficie (%)
23,49900922	0,185324306
61,0130546	0,481177819
18,70675397	0,147530314
9,694615302	0,076456324
8,187125263	0,064567544
5,698832955	0,044943693
126,7993913	1

En faisant une analyse diachronique entre 1986 et 2018 sur l'évolution en termes d'occupation du sol, nous faisons face à une forte régression de la végétation, de l'hydrographie au profit du bâti.

En 1986 nous avons juste des taches urbaines dans la partie Nord-est de la zone. Le quartier était majoritairement occupé par une végétation marécageuse, une prairie et aussi l'hydrographie.

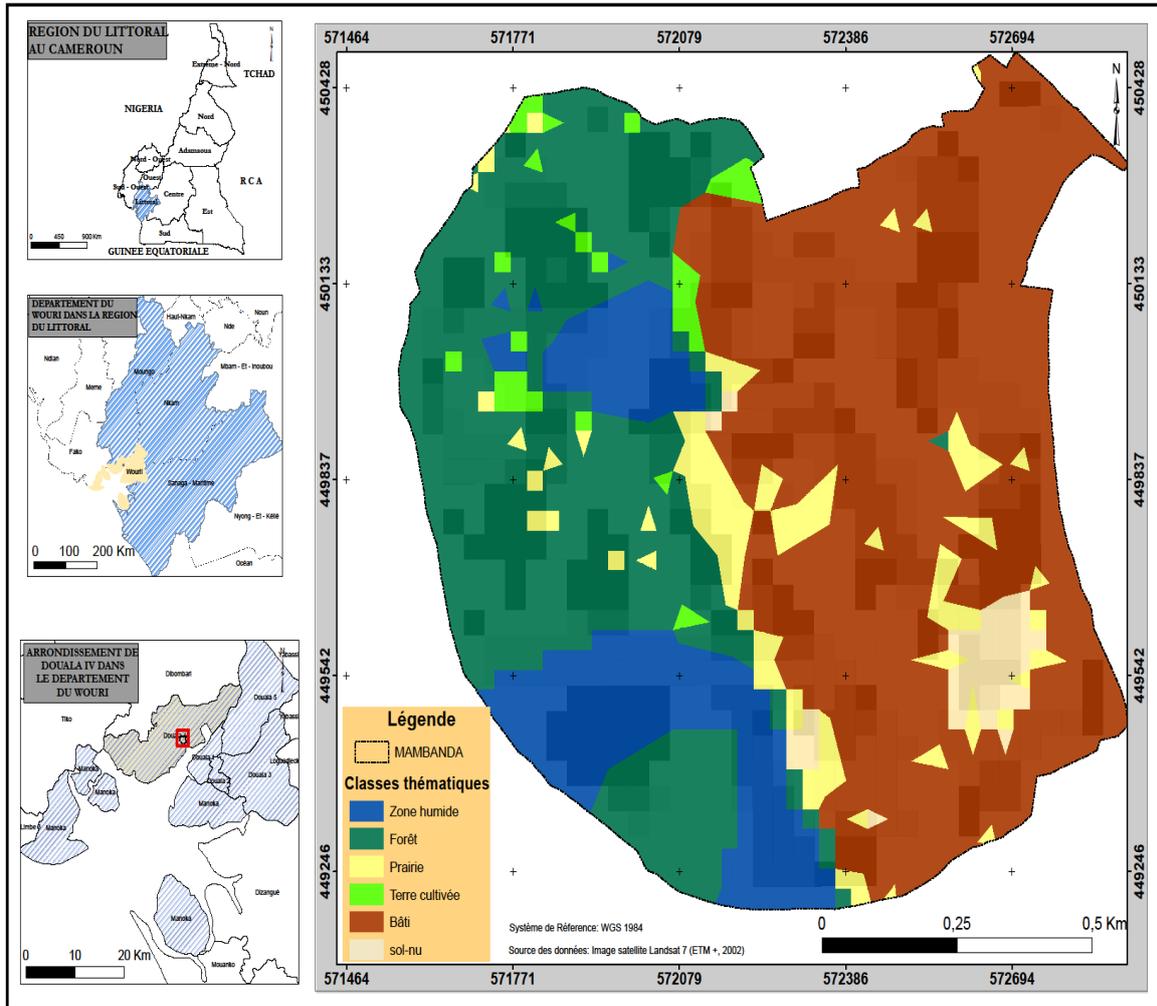


Figure 12: Occupation du sol de Mambanda en 2002

Source des données : Image satellite Landsat 7 (ETM +, 2002)

2002	
Superficies (Ha)	superficie (%)
16,3436246	0,128893558
39,2344122	0,30942114
8,4184401	0,066391802
2,61658959	0,020635664
57,0660348	0,450049754
3,12028997	0,024608083
126,799391	1

En 2002 ce phénomène d'urbanisation va en s'accélération réduisant ainsi les zones humides, l'hydrographie au profit des habitations. Par ailleurs les lacs, les marécages sont

remblayés archaïquement par des populations en place pour la construction des habitations et ce en matériaux de récupération.

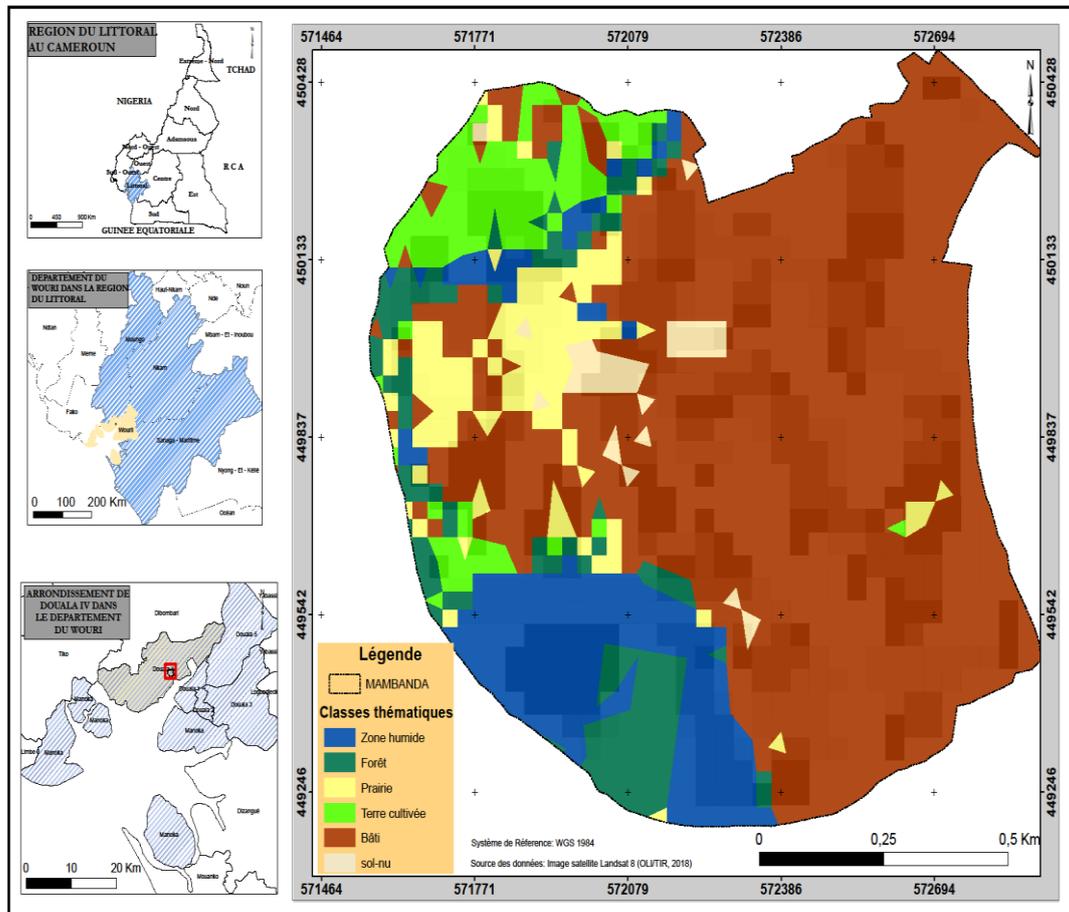


Figure 13: Occupation du sol de Mambanda en 2018

Source des données : Image satellite Landsat 8 (OLI/TIR, 2018)

2018	
Superficies (Ha)	superficie (%)
15,91468478	0,125510735
9,802403213	0,07730639
9,248753923	0,07294005
8,876683277	0,070005725
80,42281397	0,634252366
2,534052149	0,019984734
126,7993913	1

En 2018 ; on assiste un boom démographique, nous observons la diminution du lit majeur du cours d'eau ; de la superficie végétative au profit des habitations précaires. Suite à des enquêtes de terrain, nous constatons que cette partie contient en fait des entreprises (ALPICAM) et quelques qui constituent des lieux de convoitises pour des populations.

Classes thématiques	Perte et gain par année		
	1986 -2002	2002 -2018	1986 -2018
Zone humide	-7,15538459	-0,42893986	-7,584324445
Forêt	-21,7786424	-29,43200898	-51,21065138
Prairie	-10,2883139	0,830313821	-9,458000047
Terre cultivée	-7,07802571	6,260093685	-0,817932024
Bâti	48,8789096	23,35677915	72,2356887
Sol-nu	-2,57854298	-0,586237825	-3,164780805

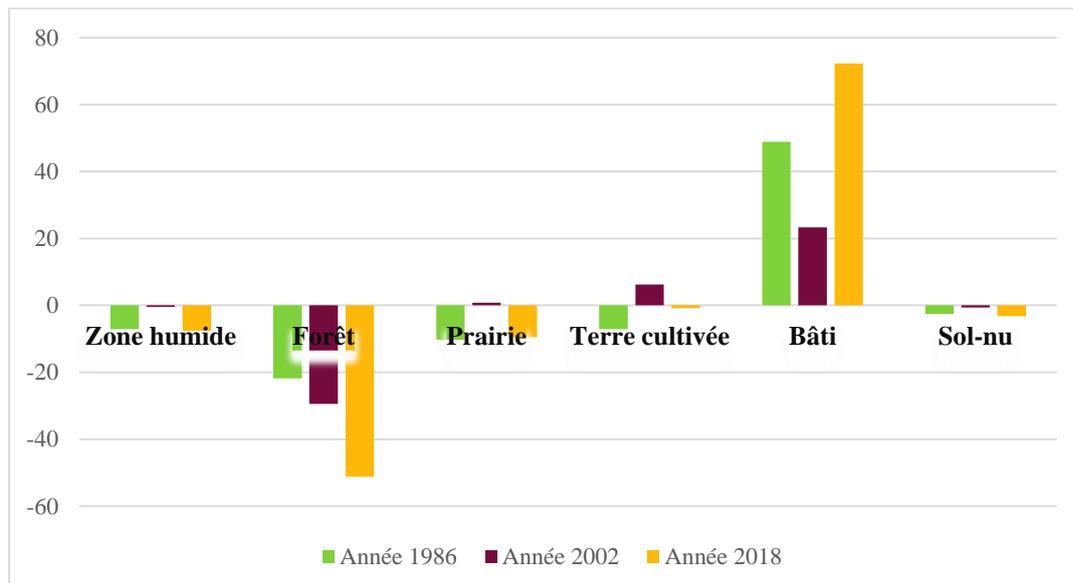


Figure 14: Diagramme d'évolution de l'occupation du sol de Mbandaka de 1986 à 2018

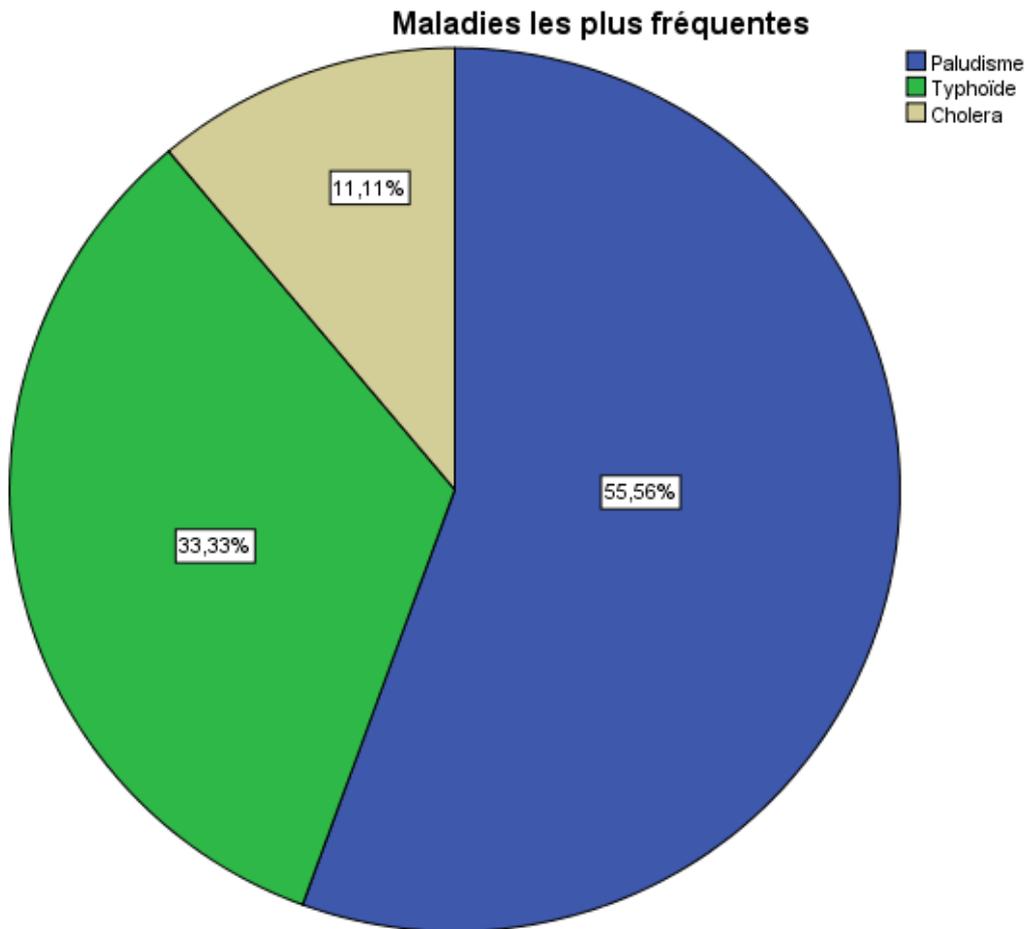


Figure 15: Maladies les plus fréquentes

Le paludisme étant la maladie la plus rapidement soignée au Cameroun elle reste à Mambanda une maladie mortelle. 55.56% de la population de ce quartier précaire souffrent fréquemment du paludisme cela s'explique par non seulement la non évacuation des eaux usées mais aussi par l'absence dans les cliniques les matériels pour effectuer des examens et le manque de médicaments propices pour le traitement de cette maladie. Non seulement ces eaux stagnent dans le quartier mais aussi en bordure des habitations. Ces eaux noirâtres favorisent le développement des anophèles femelles du coup la contamination est accélérée. 33.33% de cette même population souffrent de la typhoïde. Due à la rareté de l'eau courante, la quasi-totalité de la population se penchent vers les puits pour les activités ménagères et les forages pour la boisson. 11,11% de la population de Mambanda souffrent du choléra vu le caractère affleurant et la non évacuation des eaux usées, toutes les eaux de surfaces (eau ménagère et pluie) se jettent directement dans les puits, alors l'utilisation de cette eau provoque chez son utilisateur le choléra.

III.2. Précarité en infrastructures sociales

III.2.1. L'eau potable, une denrée rare à Mambanda

La production et la distribution d'eau potable sont largement insuffisantes à Mambanda. Bien que le tarif soit peu élevé, le branchement et l'abonnement restent difficilement accessibles à une bonne partie de la population qui se reporte alors sur l'achat de l'eau au détail chez les abonnés le prix de l'eau s'en trouve multiplier par 10 ou même par 20, tandis que les conditions de prélèvement et de stockage n'en garantissent pas la qualité. Une production insuffisante par rapport à la demande, ajoutée au mauvais entretien du réseau de distribution est également à l'origine de fréquentes coupures et baisses de pression dans le quartier. Celle-ci favorisant à leur tour la contamination du réseau à travers l'environnement (voir photo 4).



Photo 4: propagation des maladies hydriques à travers des tuyaux d'eau à Mambanda

Photo Sonwa Nadine ; Février 2018.

La cartographie de Mambanda montre une relation inverse évidente entre la répartition des maladies hydriques et le réseau de distribution de l'eau confirmant que l'insuffisance d'accès à l'eau potable est l'un des déterminants de la pauvreté à Mambanda. L'accès à une eau

de qualité étant insuffisant, les ménages s'approvisionnent principalement dans les puits au moins pour l'eau de ménage

En raison de la faible altitude, les puits sont très peu profonds : en moyenne 1,5 m et très contaminés, étant donné leur relation avec la nappe phréatique superficielle et polluée, et la proximité des latrines et des drains d'évacuations. Le Directeur Général de l'OMS s'indignait déjà face à la qualité des eaux des ménages quand il disait ceci :

« L'eau et l'assainissement sont indispensables à la santé publique. Je le dis souvent qu'ils en constituent la base. Lorsqu'on aura garanti à tout un chacun quelles que soient ses conditions de vie, l'accès à une eau salubre et à un assainissement correct ; la lutte contre un grand nombre de maladies aura fait un bond énorme » Dr LEE Jong-Wook, Directeur Général de l'OMS cité par Ousseini (2010).

III.2.2. Manque criarde d'infrastructures publiques

- ✓ Absence d'hôpitaux mais des cliniques

Vu les moyens limités et les coûts onéreux des cliniques, l'absence d'hôpitaux dans le quartier pousse la population à aller à plus de 5km pour les soins médicaux. Or quand un ménage est très éloigné de l'hôpital, cela augmente les risques de décès. Comme le précise la population de Mambanda, les cliniques sont des chambrettes dépourvus de matériaux et également des médicaments

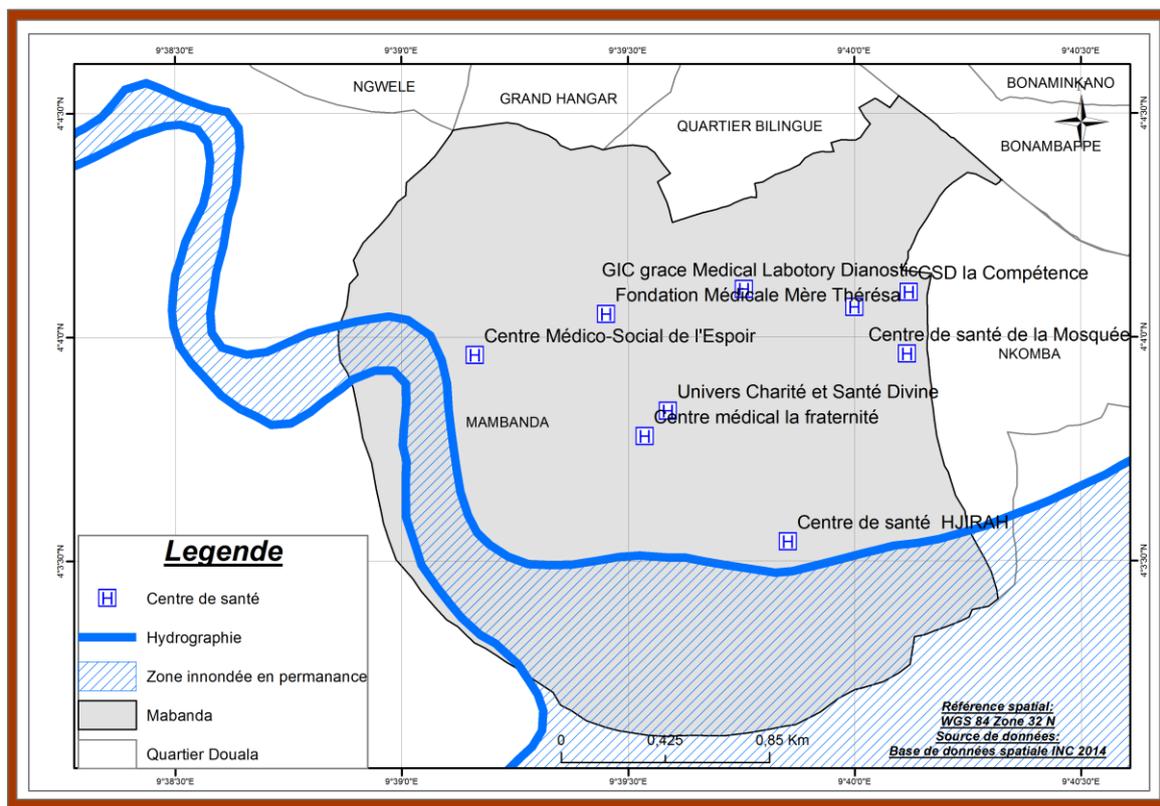


Figure 16: Centres de santé à Mambanda

Source : base de données spatiale INC 2014

Le nombre de formations sanitaires du quartier laisse croire à une possibilité de satisfaction en la demande, mais tous ces centres de santé sont dépourvus d'équipements en matériel, voire en personnel (AssakoAssako 2005). La proximité de certains centres de santé avec le fleuve moungo font de ces centres les sources de double contamination, à cause des inondations ou marée haute et du fait que ce fleuve draine avec lui de nombreux déchets toxiques et matières fécales issus respectivement de la société ALPICAM et des toilettes à piques construites directement dans ce fleuve.

✓ **UN LYCEE CONSTRUIT DANS UNE PRECARITE HORS CONTROLE**

Mambanda, quartier populaire de Douala IV^{ème} avec une population de près 150 000 habitants contient une école communale et un lycée bilingue construit dans une précarité hors contrôle. Une promiscuité élevée où élèves et enseignants bravent au quotidien des inondations. Le bâtiment de sept salles de classe est soutenu par des piquets. Celui-ci a tout l'air d'un édifice

des années 70. Dans les salles, quatre rangées comptant chacune environ dix bancs. Les élèves sont serrés comme des sardines dans une conserve. Trois à quatre enfants se partagent une banquette longue d'à peine un mètre. La toiture ne dispose pas de plafond et laisse traverser les rayons de soleil qui éblouissent les élèves assis au fond de la pièce. « Quand il pleut, c'est la catastrophe. L'eau entre par les ouvertures, et on est obligé de se rabattre d'un côté de la salle », se plaint une enseignante. Elle a pu se frayer un espace entre le tableau et les premiers bancs. Son bureau, une chaise et une table datant de Matusalem, est rangé au coin de la classe. Un corridor, environ un mètre de large, lui permet d'aller et venir entre son poste de travail et la porte, durant les cours. La scène est la même dans les autres six salles de classe qui composent le bâtiment des 6^{èmes} et des 5^{èmes}.

Le lycée bilingue de Mambanda est édifié dans un marécage. Les élèves sont privés de jeux, faute de cour de récréation. Pourtant, les bâtiments de l'école s'ouvrent sur une vaste esplanade. Un terrain parsemé d'herbes englouties par les marais. Deux pistes desservent les toilettes. Les classes de 4^{ème} sont implantées non loin de la broussaille. Les nouveaux bâtiments construits sur pilotis n'échappent pas aux eaux. Tout autour de certaines salles de classe, stagne une marre d'eau noirâtre. Il faut se pincer le nez pour sillonner les classes de 4^{ème}. L'odeur ici est fétide. Les classes de 3^{ème} et de seconde, quant à elles, sont reliées par des ponceaux. Quatre morceaux de briques superposés, sur lesquels on a couché quelques planches. « Ça fait quelques semaines qu'on a aménagé ce passage », confie Mohamed, un élève. Les élèves des classes de 1^{ère} échappent certes à l'exercice d'acrobatie qu'impose le pont chaque matin, mais ils subissent l'humidité et la chaleur. Ils suivent les cours dans les nouvelles salles n'ayant ni porte, ni fenêtre, ni plafond. Juste quelques bancs rangés entre quatre murs, sur un sol non cimenté et rugueux. Hormis l'insalubrité et la promiscuité, le lycée de Mambanda souffre cruellement du déficit de salles de cours. « Les élèves de 6^{ème} et ceux de 5^{ème} font un système de mi-temps, comme à l'école primaire. Les 6^{èmes} travaillent de 7h 55 à 11h 55. Les 5^{èmes} arrivent à 12h 25 pour rentrer à 16h 35. Chaque enseignement ne dure qu'une heure. Il y a une réduction du quota d'heures pour certaines disciplines, ce qui est une violation de la réglementation », remarque une enseignante. « Faute de salles de classe, on jumelle certains niveaux d'étude. C'est le cas de la seconde et de la première », avoue Marc Eitel Nseke Edimo, le proviseur du lycée. Sept ans après sa prise de service dans cet établissement scolaire public, les réalités demeurent les mêmes. Les élèves des terminales littéraires et leurs camarades des séries C et D se partagent la même pièce scindée en deux par un contre-plaqué. L'accès étant difficile, la moto fait parfois des sauts comme ceux qu'on voit au Paris-Dakar. Suffisant pour décourager

les inspecteurs pédagogiques à visiter l'établissement scolaire. « On n'a jamais reçu la visite des inspecteurs pédagogiques comme les autres établissements. Ceux-ci estiment que l'accès n'est pas bon », révèle un professeur en poste depuis sept ans.

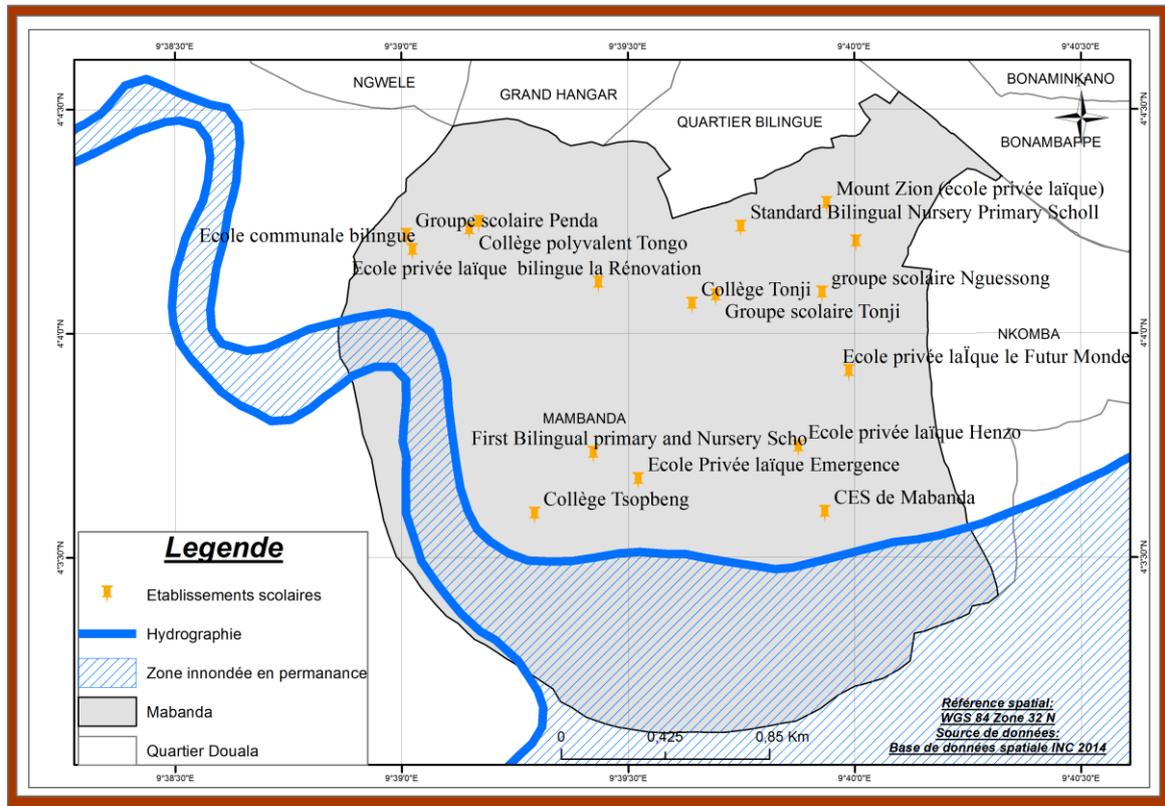


Figure 17: Etablissements scolaires à Mambanda

Source : Base de données spatiale INC2014

En regardant la carte d'infrastructures scolaires à Mambanda, nous constatons que le quartier compte dans l'ensemble 16 établissements primaires et secondaires soit 3 collèges et 11 lycée pour ce qui est du secondaire, 12 primaires. Alors nous retrouvons dans le quartier un bloc qui ne contient aucune des deux groupes donc, pour que la population de cette zone puisse se rendre à l'école, il va falloir parcourir sur de longues distances et sortir très tôt pour pouvoir rattraper les cours. Ce qui est pour les parents une source de découragement et de perte. Pour cela, certains parents préfèrent que leurs enfants restent à la maison attendre grandir et faire de petites formations qui leur permettra de gagner leur pain. Selon l'assertion des Camerounais en général, celui qui fréquente dans un lycée est pauvre. Donc le lieu de scolarisation des enfants explique le degré de pauvreté dans lequel il se trouve. À Mambanda, on retrouve deux écoles publiques, un lycée et une école communale. Malgré ce faible effectif, plus de la moitié de sa population y fréquente. Ce qui revient dans le lycée de pratiquer ce

système de mi-temps observable dans le primaire. Alors 60% de la population de Mambanda est pauvre selon ce critère.

III.2.3. Mambanda : un quartier régulièrement inondé et insalubre

Compte tenu de la forte pluviométrie et du caractère inondable du quartier, l'évacuation des eaux par le réseau de drains est un enjeu très important. La gestion des déchets et des eaux usées restent une problématique majeure pour les collectivités locales et la population elle-même (Donier –Aprill ,2006). Faute de collecte, ces ordures sont déversées dans la nature (drains, rigoles) et surtout dans le fleuve moungo. L'insuffisance de l'assainissement conjugué à celui de gestion des ordures génèrent de nombreux problèmes de santé (Assako Assako 2005).À Mambanda on distingue deux types de drains les drains traditionnels creusés à fleur du sol dans le quartier et les drains à ciel ouvert très inefficaces du fait de leur faible pente ;de leur sous dimensionnement ;de l'invasion de leur lit par des déchets ménagers ;de leur obstruction par l'habitat spontanés et désordonné et l'utilisation de leur rives pour l'agriculture urbaine intense tout ceci favorise la stagnation des eaux de surface ainsi que le débordement des drains à la moindre pluie ,inondations et contaminations massive des puits. De plus ces drains sont l'exutoire des latrines et fosses septiques des riverains. En absence d'infrastructures de traitement des produits de vidange, le dépôtage des matières anarchiques dans l'environnement et au mieux dans les drains. Le déficit de collecte des ordures se situe à 100% des déchets produits non collectés se trouvent déversés dans les dépotoirs sauvages et les drains, aggravant ainsi la stagnation des eaux leur pollution ainsi que les risques d'inondation et portant de contamination.



Photo 5: Une maison entourée d'eau usée noirâtre

IV. LES DETERMINANTS LIES AUX COMPORTEMENTS HUMAINS

IV. 1. Porcheries et habitations se côtoient

Le péril fécal constitue un risque majeur de dissémination des agents des maladies hydriques, expliquant les poussées épidémiques. Environ 8 habitations sur 10 ont des latrines sommaires, ici dénommés « latrines sur pilotis ». Il s'agit de réservoirs d'excréta humains peu profonds ; munis d'une vanne d'évacuation que l'on ouvre périodiquement pour en charrier le contenu vers les grands drains à ciel ouvert ou des drains traditionnels peu profonds. Le contenu des fosses septiques, quand elles existent, est vidangé et déporté d'une manière sauvage et non réglementée par des prestataires qu'il est d'ailleurs difficile d'identifier.

Les enquêtes ont montré que les populations ont tendance à reconstituer en milieu urbain leur environnement tribal d'origine, ce qui peut aboutir à des pratiques parfois peu compatibles avec l'environnement urbain : la structuration de l'habitat, la pratique d'un élevage urbain ; la collecte l'évacuation des excréta ; les habitudes culinaires et alimentaires.



Photo 6: Porcherie près d'une cuisine à Mambanda

A Mambanda, il existe une étonnante symbolisation du déchet, l'usage qui en est fait, ce que l'on peut percevoir comme déchet a pour ces populations une autre signification : celle de fertilisant pour l'agriculture et d'aliments pour les animaux. Il en découle une configuration de l'habitat où chaque compartiment occupe une place stratégique : derrière la case, une latrine côtoie une porcherie, une cuisine et un petit jardin. Ainsi la chaîne alimentaire est respectée : les excréments humains sont utilisés pour nourrir les porcs car ils contiendraient des vitamines les excréments des porcs servent à leur tour à engraisser les plantes maraichères cultivées aux alentours de maisons, les odeurs dégagées par ces ordures et déchets semblent renforcer les liens de complicité entre les hommes et les animaux. De ce point de vue les déchets ne sont plus une matière inerte, sale et dangereuse encore malpropre ou vile. Bien au contraire, ils cachent toute une vie et permettent d'établir un pont entre l'homme, l'animal, et l'environnement. Cette proximité renforce le rapport d'intimité que l'homme établit avec ses biens. Plus il est entouré de ses biens plus il se sent en sécurité. Aussi n'est-il pas surprenant de rencontrer des concessions où l'homme s'entoure de tout cela si ce n'est pas de la pauvreté ? Mais le milieu urbain ne lui permet pas la gestion de l'espace comme dans son village d'origine et l'oblige à tout concentrer côte à côte et cette disposition le rend vulnérable dans sa santé. Cette perception explique la résistance de certaines populations aux messages d'hygiène visant à lutter contre le péril fécal. Cela concentre 60% de la population de Mambanda.

IV. 2. Espaces religieux : lieu de consolation pour les populations de Mambanda

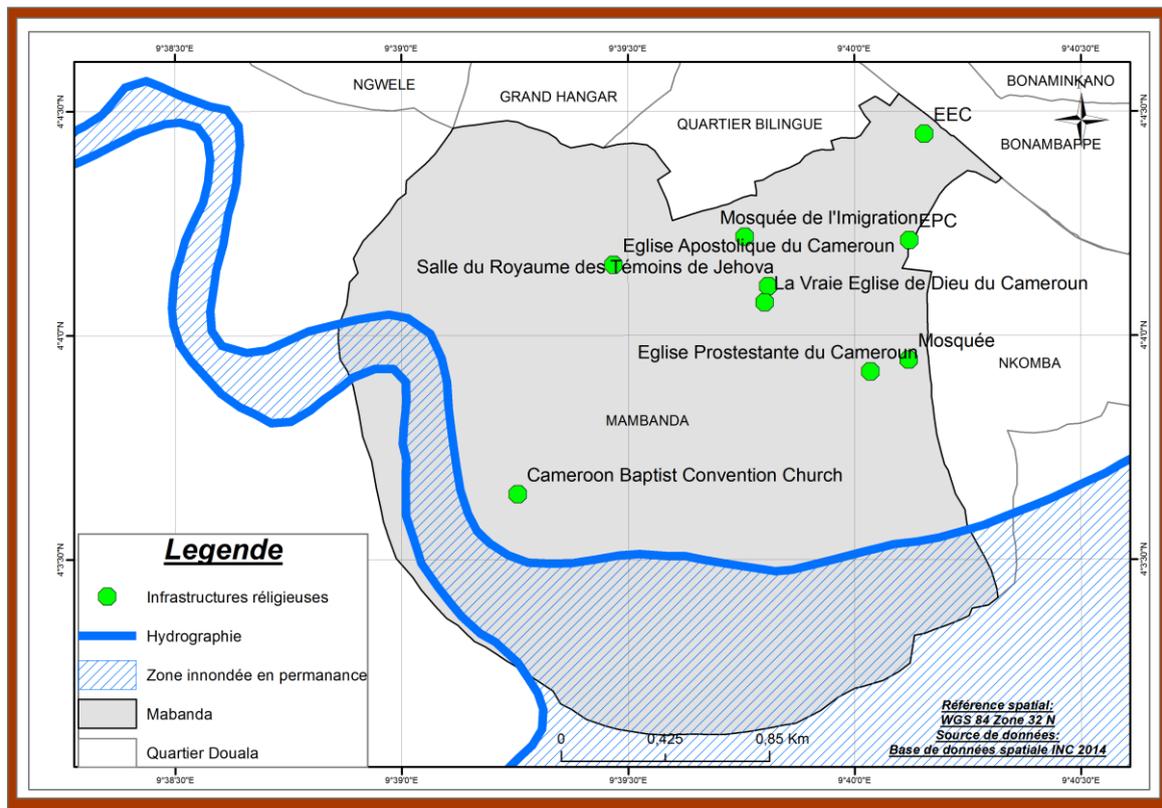


Figure 18: Infrastructures religieuses

Source : Base de données spatiale INC2014

A Mambanda en termes de construction, l'attention est beaucoup plus tournée vers les infrastructures religieuses. Alors la population de ce quartier précaire de Douala IV^{ème} vu leur situation se détériorer, se vouent au seigneur car dans Mathieu 5 Chapitre 5 Jésus dit : « heureux les pauvres en esprit car le royaume des cieux est à eux ». Il poursuit dans Jean 24 et 35, « En vérité en vérité, je vous le dis, celui qui écoute ma parole, et qui croit à celui qui m'a envoyé, a la vie éternelle. « Je suis le pain de vie, celui qui vient à moi n'aura jamais faim, celui qui croit en moi n'aura jamais soif ». Ceci se passe par des cotisations donc chaque bloc cotise pour construire un espace religieux dans la zone ce qui explique la pauvreté de ces derniers.

V. DETERMINANTS LIES AU FONCIER : Une occupation illégale dans toute sa totalité

Le foncier dans Mambanda est un véritable problème. Le titre foncier qui est un document qui certifie l'appartenance d'un terrain à un particulier est presque inexistante. En effet,

l'acquisition du terrain se fait par plusieurs acteurs. D'après les données de terrain, on a pu distinguer trois acteurs dans l'acquisition de la terre. Les achats de terrain sont faits auprès des démarcheurs, les déguerpis et les autochtones. Les principaux problèmes dans ces espaces sont liés à l'escroquerie foncière perpétrée par certains coutumiers qui parviennent à vendre une même parcelle à une, deux ; trois voire quatre acheteurs différents. Ceci s'explique par la pauvreté de la population de Mambanda car ne disposant pas assez de moyen pour accéder à un titre foncier ou pour mener à son terme le processus qui y conduit. A la question de savoir si la population de Mambanda possède un titre foncier ; la réponse est plutôt surprenante car presque la majorité étant propriétaire de leur logement, aucune personne ne possède le titre foncier qui atteste l'appartenance à une parcelle de terre. Si l'absence de titre foncier constitue une caractéristique des pauvres, alors 100% de la population de Mambanda est pauvre.

Site de mambanda

Quartier traversé par le fleuve et drains
PH du sol relativement élevé
Sous-sol marécageux et sablonneux
Cours d'eau exposés à la salinité (marée)

Pression démographique (croissance supérieure à 5%)

Urbanisation mal maîtrisée
Accès à l'eau potable dérisoire
Insuffisance des infrastructures socio-sanitaires
Dégradation de l'environnement

Urbanisation par une population rurale

Coutumes et habitudes
Mode de préparation ; consommation alimentaire
Gestion du péril fécal

Le revenu

Cadre de vie précaire, promiscuité ; hygiène individuelle et du milieu ; habitat en planche et en matériaux de récupération dans

Figure 19: Résumé des déterminants géographiques de la pauvreté

Conclusion

Dans ce chapitre l'objectif était de montrer la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à Mambanda. De par nos analyses, force est de constater qu'en considérant les déterminants liés à l'environnement géophysique, nous constatons que Mambanda avant d'être une zone marécageuse est une île. Puisqu'il est une île, il subit des Problèmes d'inondations, suite à la pluie ou à la marée haute. En dépit de cela ;l'état d'affaissement des routes existantes fait en sorte que les bus d'HYSACAM ne puissent circuler dans le quartier conséquence, la population déverse leurs déchets dans le rigoles , drains et le fleuve ,ce qui augmentent davantage le phénomène d'inondation et le problème d'assainissement d'où s'ajoute les diverses maladies hydriques (paludisme ,typhoïde et cholera).L'urbanisation accélérée conduit à une occupation anarchique du milieu qui se conjugue avec la destruction de la végétation ,la disparition des lacs au profit des habitation ;la construction sur les drains existants .A cet effet ,le cadre de vie devient précaires, insalubre , malsain et une qualité de vie que laisse apparaitre la pauvreté avec les habitations mobiles en matériaux provisoires, en planches et sur pilotis.

CHAPITRE IV :
LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE
LA PAUVRETE A MAMBANDA

INTRODUCTION

Les villes en développement sont actuellement au cœur de multiples transformations qui touchent non seulement les dimensions politiques, mais également la dimension économique et sociale. Ces transformations contribuent à une urbanisation rapide et à davantage de quartiers précaires pour de nombreux groupes de citoyens. Depuis les années 1970, le fort étalement spatial de la ville de Douala a produit un déséquilibre des structures urbaines. De ce fait, les disparités se sont creusées entre les quartiers, donnant une architecture et une forme urbaine de plus en plus complexes. La construction du territoire de la ville de Douala fut toujours et continue d'être réglée par des logiques et des jeux d'acteurs qui développent chaque jour des stratégies. Alors plusieurs acteurs interviennent dans la gestion voire la résolution de la pauvreté à Mambanda entre autres la population locale ; les administrateurs municipaux ; l'Etat les ONG et les associations.

I. LES ACTEURS DE GESTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA

I.1. LA POPULATION LOCALE

Le développement d'un pays, d'une ville, ou d'un quartier, ne se déclenche que lorsque la population résidente se sentent appartenir à cet espace, se reconnaît dans son image, qu'elle est prête à défendre au prix de son sang et s'implique dans les actions visant au bien-être de la communauté. C'est ce que les géographes appellent la construction de territoires et l'affirmation de la territorialité (DI MEO.G., 1998). C'est également la logique que défend l'approche du développement participatif, qui préconise l'implication des acteurs de base et des populations dans tout processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets urbains ou ruraux (TCHAWA.P.,2002).

Etant les personnes touchées par cette pauvreté, la population de Mambanda tente de s'organiser afin d'améliorer ses conditions de vie. Dans cette perspective, un Comité de Développement aujourd'hui Comité d'Appui à la Lutte contre le Désordre Urbain et pour le Développement Communautaire de Mambanda (CALCDUDCM) a été mis sur pied. À sa tête, se trouve un président nommé par le maire de Douala IV^{ème} pour diriger les travaux dans le quartier et dans différents blocs.

Les activités sont regroupées ainsi qu'il suit :

1. L'Assainissement

Investir dans l'assainissement réduit le coût des dépenses publiques de santé. Au niveau mondial, une étude de l'OMS précise que les dépenses en matière de santé dues aux quatre principales maladies hydriques sont estimées à plus de 7 milliards de dollars par an, contre plus de 11 milliards de dollars annuels théoriquement nécessaires à la réduction de moitié du nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à un assainissement convenable. Plus de 60 % des investissements pour l'assainissement seraient amortis par une baisse des coûts de santé publique. La population de Mambanda, consciente de la situation, vu leurs conditions de vie qui se détériore au fil du temps, s'est engagée dans ce processus d'assainissement. Les Journées Citoyennes de Propreté ont été lancées, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations. Il s'agit de fédérer les populations autour de l'hygiène et la salubrité pour le bien-être de tous.

Le concept se traduit par des activités d'investissement humain (désherbage, curage des caniveaux, balayage, piquetage ...) couplées à des campagnes de sensibilisations axées sur l'hygiène et la salubrité. Ces opérations sont menées tous les premiers jeudis du mois avec le concours des associations ; des comités d'hygiène de quartier.



Photo 7: Elargissement des rigoles par la population

Photo Sonwa Nadine ; Avril 2018.

2. Remblaiement des routes

Pendant la saison pluvieuse, les routes de Mambanda sont des drains à la moindre averse. Pour éviter cette situation, la population de Mambanda passent aux remblais en versant de la terre sur les routes existantes. Le chef de quartier est très actif dans ce domaine. Ce dernier choisit des coins les plus précaires et y déverse les camions de latérite. Pour améliorer leurs situations, chaque famille se débrouille de leur mieux pour contrer ce phénomène en usant des moyens plutôt précaires comme le montre la photo ci-dessous.



Photo 8: Technique de remblaiement des routes

Photo Sonwa Nadine Février 2018.

3. LUTTE CONTRE L'INSECURITE

Pour assurer la sécurité des populations, les lampadaires sont mis sur pied. Ces lampadaires sont achetés par le chef de quartier, les différents chefs de blocs respectifs et les élites du quartier. Selon le chef de quartier, les phénomènes de banditisme et des agressions répétées observées dans le quartier ont baissé.

Au terme de cette description des activités menées ; ce comité de développement ne dispose pas de moyens matériel et financier suffisant pour son bon fonctionnement. Il use de leurs pioches ; pelles ; brouettes pour leurs investissements. Ces moyens occasionnent certaines maladies telles que : le mal de dos ; les maladies hydriques.

II.LES ADMINISTRATEURS MUNICIPAUX

II. 1.Le maire

Dès la prise de service en octobre 2013, le nouvel exécutif municipal s'est fixé un objectif d'améliorer le cadre de vie des populations de la circonscription communale. Pour y atteindre, l'action a été mise sur les opérations de grande envergure telles que :

II.1.1. Opérations de voirie

Elles comprennent :

- Le Reprofilage des routes en terre ;
- L'exécution des fosses et l'épandage de la pouzzolane en vue de la consolidation de certains tronçons ;
- Le compactage de certaines voies.

II.1.2. Opérations d'assainissement

Elles comprennent :

- Le curage des caniveaux existants ;
- Le curage manuel ou mécanique des drains en vue de faciliter l'écoulement des eaux ;
- La construction des ouvrages de franchissement de type dalots en béton armé et caniveau en béton armé.



Photo 9: Curage des drains par la mairie

Photo sonwa nadine Avril 2018

II.2.3. Operations d'hygiène

Il s'agit de veiller à la stricte application :

Des règles d'hygiène en matière de divagation des bêtes ;

Du contrôle des établissements dangereux et insalubres ;

De la lutte contre les rongeurs et les insectes (Dératisation et désinsectisation).

II.2.4. Lutte contre le désordre urbain

Les efforts sont consentis à la libération des emprises publiques occupées anarchiquement et l'enlèvement des épaves et baraques qui jonchent le long des grands axes tels que :

La nouvelle et l'ancienne route et d'autres axes.

BILAN D'EXECUTION DE L'AN 2014

VOIRIE

Tableau 2: Travaux de Reprofilage et rechargement des routes en terre.

DATE	QUARTIER	DESIGNATION DES RUES	METRE LINEAIRE REALISEE	OBSERVATIONS
22/05/2014 23/05/2014 26/05/2014 27/05/2014	MAMBANDA	Route orthogonale au Lycée ;	600 900	Les difficultés rencontrées sont beaucoup liées à l'état d'affaissement des différentes routes qui nécessitent un rechargement
		Route entrée carrefour Aladji-Ecole Communale	600	
		Route entrée Saint Paul – Chico – Bar Zaïre	450	
		Route entrée perfusion Bar Bretelle entrée Henzo – petite mosquée Nkomba	250	
30/05/2014		Route entrée la PASTA	400	RAS
04/06/2014 05/06/2014		Rues périphériques au stade de Ndobu	1000	Routes à recharger et rigoles à créer
		Route entrée SATO quartier Water Side	1000	
22 et 23/05/14		Route entrée Ecole la Reconnaissance	800	M.T
03 et 05/06/14		Route entrée Ecole Pilote	800	
		Route entrée chefferie Sodiko (imprimerie Coover-Ink)	100	
12/06/2014 13/06/2014		Route entrée EEC	200	
		Route entrée CBC-AES	100	
		Route entrée CMA	300	
06/06/2014		Route entrée petit TOWO et bretelles	200	M.T
09/06/2014 10/06/2014		Route (Suite) Route (Suite)	100 100	
11/06/2014		Rue Bonenjenje rue entrée Same Mbappe Hall	150	M.T
TOTAL			8 000	

Avec l'appui de la Communauté Urbaine de Douala, la police municipale a procédé à l'enlèvement des véhicules abandonnés sur les deux (02) axes : Anciennes et nouvelles route. L'enlèvement des baraques et garages automobile et motos encombrant sur les axes.

❖ Assainissement

Tableau 3:Travaux de curage manuel des drains sur 3000 (trois mille) mètres linéaires.

N°	DRAIN CURE	QUARTIER	LONGUEUR
01	Drain La Pasta – Boulangerie	Mambanda	600 ml
02	Drain Bonambappé Nsoa – Poissonnerie populaire – TELCAR Coco	Mambanda	1800 ml
03	Drain Exobois – Bloc 2	Mambanda	600 ml
TOTAL			3000 ml

Les opérations d'hygiène et salubrité se sont déroulées à travers le contrôle de routine des établissements classés dangereux et insalubres, dans les restaurants, bars et hôtels. Les études ont été menées dans le cadre de lancement d'une grande campagne de la lutte contre les rongeurs et les insectes.

Tableau 4:Travaux de construction des ouvrages de franchissement

N°	DESIGNATION DE L'OUVRAGE	QUARTIER	LIEU
01	Dalot en béton armé (B.A) :1.00 x 1.00	Mambanda	Bloc 20 (vers le Lycée Bilingue)
02	Dalot en B.A : 1.15 x 1.50 x 10.00	Ndobo – Rail	Passage à niveau Ndobo Rail
03	Dalot en B.A : 1.50 x 2.25 x 12.0	Grand-hangar	Carrefour Jean Paul
04	Dalot en B.A : 1.50 x 2.00 x 8.00	SODIKO – BONENDALE	Derrière CBC
05	Dalot en B.A : 1.20 x 1.80 x 12.00	BONAMIKANO	Derrière le Lycée Polyvalent côté de Star BilingualSchool
06	Caniveaux en B.A 60 ml Caniveau recouvert des dalettes	NGWELE	Près de La Pasta

Pour rendre le quartier Mambanda propre et vivable, la mairie a mis sur pied, un parc de quarantaine et transit des porcs. L'élevage des porcs étant l'activité la plus pratiquée dans cette zone, rend le quartier insalubre et précaire, du fait de son impureté et du rapprochement avec les populations qui les élèvent. La mairie passe aussi à la réhabilitation du reste de bâtiment de l'école communale de Mambanda.

Tableau 5: Voirie

N°	DESIGNATION	METRE LINEAIRE REALISE (ML)
01	Route entrée carrefour Alhadji-Chico Rue 4.218	500
02	Rue 4.601 Entrée face MRS Fokou	400
	Rue 4.631 Entrée Hôtel Lagusta	400
03	Rue 4.107 Entrée Agence CDE	300
	Rue 4.387 Entrée Hôtel Liberté	200
	Rue 4.184 Entrée Quartier des Princes	600
	Rue 4.194 Entrée face Boulangerie du Lycée	300
04	Rue 4.545 Entrée Imprimerie CookerInk	500
05	Rue 4.429 Entrée Boulangerie du Lycée	600

En plus, on assiste à l'entretien routier à travers le rechargement des routes par de la latérite, ceci sur 6000 ml. Il s'agit des routes :

Route entrée cimetières – ALPICAM

Route cimetières – Ecole Communale – Eglise EEC

Route passant devant la résidence du Chef et bretelles.

- **Projets d'investissements prioritaires**

Route entrée 4 étages – Washington

Route entrée Forêt Bar – New star

❖ **Assainissement**

Tableau 6: Travaux de curage manuel des drains sur 3 200 (trois mille deux cent) mètres linéaires

N°	DRAIN CURE	QUARTIER	LONGUEUR (ML)
01	Drain Michelin – Passage à niveau	MAMBANDA	700
02	Drain entrée Matango – Bilingue	MAMBANDA	600
	Drain Jean Paul – Pont Ampoule		600
	Drain Quai à bois – Bilingue		700
	Drain derrière Exobois – Mambanda		600
TOTAL			3 200 ml

Pour rendre le quartier Mambanda propre et vivable, la mairie a mis sur pied, un parc de quarantaine et transit des porcs. L'élevage des porcs étant l'activité la plus pratiquée dans cette zone, rend le quartier insalubre et précaire, du fait de son impureté et du rapprochement avec les populations qui les élèvent. La mairie passe aussi à la réhabilitation du reste de bâtiment de l'école communale de Mambanda.

Tableau 7:Travaux de construction des ouvrages de franchissement

N°	DESIGNATION DE L'OUVRAGE	QUARTIER	LIEU
01	Dalot en béton armé (B.A) :1.00 x 1.50 x 6.00)	MAMBANDA	Bloc 20 (entrée poissonnerie populaire)
02	Dalot en béton armé (B.A) :1.00 x 1.50 x 6.00)	MAMBANDA	Bloc 20 (ouvrage opposé au 1 ^{er})
03	Dalot en B.A : 1.10 x 1.50 x 6.00	MAMBANDA	Bloc 15 (route après entrée Lycée Bilingue)
04	Dalot en B.A : 1.10 x 1.50 x 6.00	MAMBANDA	Bloc 15 (ouvrage opposé au 1 ^{er})
05	Dalot en B.A : 1.50 x 2.40 x 7.00	MAMBANDA	Bloc 4 (Entrée face ancienne boulangerie Sainte Bernadette)
06	Dalot en B.A : 1.10 x 1.50 x 6.00	MAMBANDA	Rue 4.098 venant de New Star
07	Dalot en B.A : 1.10 x 1.50 x 6.50	MAMBANDA	Près école Belo, vers l'école la RENOVATION
08	Dalot en B.A : 1.10 x 1.50 x 7.00	MAMBANDA	Vers l'Ecole des Champions
09	Dalot en B.A : 1.50 x 2.00 x 5.40	MAMABNADA	Derrière La clinique CEBEC

Plusieurs ouvrages de franchissement sont mis en place par la mairie de Douala 4^e pour faciliter le déplacement des habitants de sa circonscription municipale. Les blocs 4 et 15 en ont beaucoup bénéficié.

II.2.Le Préfet

Le projet en cours de réalisation prévoit la démolition des quartiers précaires d'ici la fin de l'année 2018. Le projet concerne aussi le quartier Mambanda.

C'est un projet inscrit dans le budget d'investissements publics 2017 et 2018 du ministère de l'Habitat et du développement urbain (Mindhu). Il sera réalisé par la Mission d'aménagement des terrains urbains et ruraux (Maetur). Issue de la convention N°0033 du

Mindhu signée le 06 juin 2015, le partenariat Mindhu-Maetur a pris effet le 18 juillet 2017 dans sa phase d'implémentation dans la ville de Douala.

Il s'agit, comme l'indique le préfet, de réaliser des opérations de restructuration des quartiers précaires. «Une activité de la stratégie du sous-secteur de l'habitat et du développement urbain élaboré en 2011.» précise le préfet. Mais aussi, indique le représentant du ministre de l'Habitat et du développement urbain, Jean Claude Mbwentchou, «C'est un programme qui vise à réduire de manière significative la proportion de l'habitat indécemment en milieu urbain.»

Le MINDHU explique que le processus enclenché est parti du constat de 16 quartiers sous-structurés et sous-équipés dans le schéma urbain de la métropole de la région du littoral. Des quartiers dans lesquels plus de 200 habitants cohabitent sur l'hectare. Une proportion supérieure aux normes internationales qui fixe le seuil requis à 150 habitants dans cette superficie. Sous-directeur des opérations urbaines au Mindhu indique que l'opération en cours «essaye de rattraper ce qui peut l'être dans les quartiers illégalement occupés ou en cours d'aménagement.» Une opportunité, selon la même source d'améliorer les conditions de vie des populations vivant dans ces espaces à forte concentration humaine. Mais aussi, renforcer leur fonctionnalité en offrant aux habitants une légitimité foncière, l'accès facile aux habitations, aux espaces verts ainsi que l'accès à l'eau potable, aux sources d'énergie conventionnelles et à des systèmes d'évacuation des eaux convenables. Outre l'amélioration de la production économique et le rapprochement des populations aux équipements collectifs à l'instar des écoles et des hôpitaux, l'étude qui concerne les villes de Bafoussam, Douala et Garoua soutient que 70 pour cent des espaces urbains camerounais sont concernés par la problématique de l'urbanisme décent. La même étude indique qu'un peu plus de 50 pour cent de Camerounais vivent en marge des préalables urbanistiques (MINHDU 2017-2018).

Coordonnateur du Programme de gouvernance urbain (PGU), Sipliant Takougang précise à cet effet que, « Les conventions onusiennes insistent sur la nécessité de faire accéder l'essentiel de la population aux systèmes de transport sur des voies viables, à un coût abordable ; ce qui requiert également l'amélioration de la sécurité routière.» **«Favoriser la croissance inclusive»**

Des préalables qui paraissent peu démontrables dans les cités camerounaises. Mais en comparaison, les données d'accès aux modalités d'urbanisme des institutions camerounaises et celles de l'Onu-habitat dévoilent que les villes camerounaises sont couvertes à hauteur de 12,5

% en termes de voiries urbaines tandis que l'indice référentiel établit à au moins 30 pour cent l'espace consacré aux routes dans les villes à vocation moderne. Des raisons pour le coordonnateur du PGU de penser que la nécessité de projeter la ville de Douala sur les vingt prochaines années s'impose. « L'objectif ici est de prévenir les risques de catastrophe mais aussi favoriser la croissance inclusive afin que les citoyens soient à même de mener une vie décente ». Un défi selon cet interlocuteur qui ne perd pas de vue que les populations des villes camerounaises croissent à une vitesse exponentielle. Or, indique la même source «Il est impératif de relever les défis de l'urbanisation galopante, apporter une plus-value au développement économique et combattre les exclusions et la pauvreté.»

Si l'on en croit les principaux intervenants de l'atelier de lancement de l'étude en vue de la restructuration-rénovation des quartiers sous-structurés dans la Communauté Urbaine de Douala, l'opération en cours concerne 550 ménages établis sur une superficie de 164 hectares (CUD 2017).

III. Les ONG

Plusieurs Organisations Non Gouvernementales interviennent dans la lutte contre la pauvreté à Mambanda à l'instar des **PFS ; les GTZ et MAFADY**.

III.1. Projet filets sociaux (PFS)

Lancé en fin 2013, ce projet cofinancé par l'Etat et la banque mondiale, vise à sortir 40.000 ménages et 30.000 individus de la pauvreté chronique d'ici 2018.

Destiné aux populations les plus indigentes, le Projet filets sociaux (PFS) produit déjà des résultats. Selon les responsables de ce projet réunis le 14 novembre 2017 à Douala, ce dernier a déjà permis à 22 500 foyers de sortir de l'extrême pauvreté depuis 2013. Le choix des bénéficiaires combine à la fois les méthodes statistiques et la participation de la communauté à travers les ciblage géographique, communautaire et l'enquête de proximité. Les paiements sont assurés par les agences de paiement recrutées parmi les banques, les établissements de micro finance ou les sociétés de transfert d'argent installés au Cameroun et ayant un agrément avec le Ministère des Finances. Pendant 24 mois, « chaque ménage reçoit des transferts monétaires d'un montant total de 360.000 FCFA soit 20.000 FCFA tous les deux mois et 80.000 le 12ème et le 24ème mois », explique Michelin Njoh, coordonnateur du PFS.

Les transferts sont remis en priorité à la femme compte tenu du souci qu'elle accorde à la gestion des ressources du ménage. Objectifs : améliorer les conditions de vie des bénéficiaires

à travers les formations en activités génératrices des revenus et la sensibilisation dans la gestion des ressources du ménage. A Douala, 3000 ménages ont déjà bénéficié du projet. Environ 50 personnes à Mambanda jusqu'alors bénéficient du projet explique SANGOU DAOUDA chef de bloc 16.

III.2. GTZ ; MAFADY

Comme partout d'ailleurs les toilettes sont les points focaux d'un domicile mais plusieurs habitations de Mambanda s'en passent à ces lieux d'aisance ou les domiciles proches du fleuve Moungo construisent directement dans ce fleuve (voir photo 3 ci-dessus) et d'autres par contre le font dans les sceaux et le déversent dans ce même fleuve. Intervenues dans la construction des toilettes dans ce quartier précaire de Douala, plusieurs individus de Mambanda ont bénéficié des toilettes aménagées de ces ONG. Dès lors l'ampleur des maladies comme le paludisme, le choléra ; la typhoïde ont tout de même baissé à Mambanda.

IV. L'ETAT

L'Etat à travers les administrateurs municipaux met sur pied des programmes susceptibles d'aider des populations sur les plans environnementaux ; économique et social.

Les stratégies de réduction des atteintes à l'environnement ou de réduction des risques environnementaux ne sont pas une préoccupation récente à Mambanda. Elles revêtent un intérêt particulier pour les autorités depuis près de trois décennies. Cet intérêt s'est manifesté par la création au début des années 80 du Service Technique Municipal ayant pour mission de réduire la vulnérabilité aux inondations à travers le curage des lits intérieurs des principaux cours d'eau et la réhabilitation des caniveaux. Durant la période 1984-1987, les activités du Service Technique Municipal avec le programme baptisé « *Crash Programme* » se sont intensifiées avant de connaître un relâchement vers 1988 pour être relancées en 2000 sous la dénomination « *Programme de curage des drains* » suite à la vague d'inondations qui a frappé le quartier (CUD 2018). Ce programme a consisté non seulement au curage, mais aussi en la démolition de tous les ouvrages et habitations à même d'empêcher l'écoulement des eaux pluviales et à la suppression de certains méandres afin d'accroître la vitesse d'écoulement de ces eaux. En 2004, des travaux de curage de drains ont été opérés dans les arrondissements de Douala IV^{ème} et III^{ème} par les Communes Urbaines d'Arrondissement de Douala (CUAD) respectives, en collaboration avec la CUD dans le cadre du « *Pluie Project* ». Ces travaux s'inscrivaient dans le sens du déguerpissement des abords des cours d'eau, le débouchement des dalots, des

ouvrages de franchissement, le profilage (élargissement) des chenaux d'écoulement et le raccordement de certains canaux en un réseau pour l'évacuation efficace des eaux.

Par ailleurs, l'on observe que l'environnement de Mambanda se dégrade de plus en plus du fait de la pollution ambiante et des mauvaises pratiques du quotidien. *«Douala étant la première ville industrielle du Cameroun, l'impact des industries sur l'environnement et sur la société est très considérable. Les zones industrielles sont investies par les zones d'habitat. Dans la zone industrielle de Bonabéri, la situation est alarmante. Parce qu'il y a une densification des habitats dans cette zone industrielle»*, explique Magloire OLINGA OLINGA, géographe environnementaliste. Plusieurs autres raisons pourraient expliquer cette aggravation de la pollution à Douala : le fait des eaux usées et la démographie galopante qui entraîne des drains bouchés. Par conséquent, il y a des répercussions sur l'environnement et même sur la santé. Magloire Olinga Olinga explique une fois de plus que d'un point de vue des risques naturels, on a les phénomènes d'inondations, des mouvements de masse, l'érosion des sols qui sont liés à des caractéristiques physiques de la ville, également à la pression anthropique sur le milieu. Du point de vue de la biodiversité, on se rend compte que la mangrove qui constitue une barrière naturelle pour la ville de Douala est forcément détruite pour des besoins humains.

Ces dommages environnementaux que connaît le quartier Mambanda peuvent être atténués. Ainsi, des stratégies de réduction desdits dommages en tant que mode de réponse aux atteintes sont adoptées au niveau de la CUD. Pour donc s'en convaincre, l'on remarque que Mambanda intègre de plus en plus les préoccupations environnementales dans ses politiques de développement (paragraphe 1). Bien plus, il fait recours de plus en plus à la coopération décentralisée (paragraphe 2).

Paragraphe 1 : L'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement à Mambanda.

L'une des fonctions principales des collectivités locales, outre les missions classiques comme l'état civil, est la promotion du développement économique et social local. Les collectivités locales se sont vues confier d'énormes responsabilités dans ces domaines. Si nous nous référons à la CNUED, qui a pour la première fois placé les questions écologiques au centre des débats d'un forum international et mondial, l'une de ses recommandations importantes se retrouve dans le Principe 13 de la Déclaration de Stockholm. Ce principe propose que, pour parvenir à une gestion plus rationnelle des ressources et donc à améliorer l'environnement, les

États adoptent une approche intégrée et coordonnée de leur planification du développement. Les États doivent donc s'assurer que le développement est compatible avec la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement pour le bénéfice de leur population. La Déclaration de Rio de 1992, dans son Principe 4, viendra réaffirmer cette conviction et cette volonté internationale pour un développement tenant compte des exigences environnementales.

Toutefois, les grandes déclarations d'intentions faites au niveau mondial par la grande majorité des États, n'ont pas pu efficacement gommer ou tout du moins freiner les mouvements ascendants de dégradation de l'environnement et d'augmentation des écarts de richesse. Aujourd'hui, il est plus que nécessaire et urgent d'agir au niveau local, car bien des actions au niveau le plus proche du citoyen ont un impact à plus ou moins long terme au niveau mondial. Voilà donc pourquoi le quartier Mambanda, dans sa démarche pour le développement durable (A) s'est inscrite dans une logique qui intègre les préoccupations environnementales dans sa politique de développement (B).

A. La démarche du quartier Mambanda dans les voix du développement durable

Le quartier Mambanda est à plus d'un titre un espace d'enjeux majeurs, du fait de son histoire, de son poids démographique important estimé à près de 11% de la population de la ville (BUCREP 2010). Par ailleurs, la surenchère et la faiblesse relative de l'offre formelle en parcelles destinées à l'habitat social, le chômage et la pauvreté contribuent largement au développement de l'habitat spontané, insalubre et des bidonvilles ; facteurs favorables à la dégradation de l'environnement. Il n'est donc pas anodin que les enjeux liés à la préservation de l'environnement et au développement durable soient au cœur des préoccupations planétaires depuis plus de deux décennies. Ainsi, afin de s'arrimer à la donne internationale qui recommande l'élaboration d'un Agenda 21 au niveau local, une structure de coordination du Plan d'action y afférant a été mise en place (1). Cette structure était composée de toutes les couches sociales concernées dont la participation dans le processus d'élaboration de l'Agenda 21 de la ville de Douala a été plus que remarquable (2).

1. La mise en place d'une structure de coordination et du plan d'action

L'engagement de la ville dans les politiques visant un développement urbain durable apparaît tel un impératif préalable à l'entame et/ou la poursuite de la collaboration et des négociations avec les partenaires internationaux pour l'octroi des crédits de développement. C'est dans ce contexte que la Communauté Urbaine de Douala, appuyée par le Gouvernement

Camerounais s'est engagée à conforter le développement de la ville, dans le cadre d'une Stratégie de développement, élaborée de manière participative, en impliquant notamment dans chacune des phases de son élaboration les différents acteurs urbains : Elus locaux (Maires des Communautés d'arrondissement), administrations (Délégations régionales des Ministères), Chambre de commerce, d'Industrie, des Mines et de l'artisanat, ainsi que les acteurs du Groupement Inter patronal du Cameroun (GICAM), représentant le secteur privé, les représentants du Port Autonome de Douala (PAD), les représentants de la société civile (ONG et associations), ainsi que les médias. Cette Stratégie de Développement est élaborée dans une perspective de gestion participative des activités opérationnelles.

La stratégie ainsi définie marque une volonté de planifier de manière participative et inclusive le développement du quartier Mambanda tout en intégrant les préoccupations relatives à l'environnement et au développement durable. Cette volonté s'est matérialisée par la création de structures et de postes de responsabilité spécifiques pour la mise sur pied d'un Plan d'Action, notamment en Février 2005 de l'Atelier d'Urbanisme de Douala (AUD) rattaché à la Direction de l'Urbanisme et de la Construction, puis en Mai 2007 par la création de la Direction de l'Atelier d'Urbanisme de Douala et enfin en Mai 2008 par la création de la Direction des Études, de la Planification Urbaine et du Développement Durable (DEPUDD).

L'Agenda 21 local de la ville de Douala constitue le volet environnemental et social de la Stratégie de Développement de la ville(CDS) de Douala et son aire métropolitaine à l'horizon 2025. Le CDS (*City Development Strategy*) constitue également un ensemble de recommandation pour la mise en œuvre de Plan d'Occupation du Sol (POS), du Plan de Déplacement et de Transport Urbain (PDU) et interviendra en complément au plan directeur d'urbanisme en cours d'élaboration. Il s'agit d'une démarche multidimensionnelle à une seule approche qui s'opère essentiellement par anticipation/prévention à travers la mise en place d'une veille prospective construite autour de projets divers, ainsi que l'action immédiate.

Dans le cadre de ses missions, le Comité de pilotage dispose d'une Cellule Technique qui a pour mission de définir, de suivre et/ou de réaliser les études relatives à l'élaboration de l'agenda 21, conformément aux axes stratégiques adoptés par le Comité de pilotage. Ce Comité est constitué d'un représentant de toutes les Directions de la Communauté Urbaine, d'un expert de l'Université de Douala et un représentant des Délégations régionales du développement urbain et de l'habitat (MINDUH), de la santé publique (MINSANTE), de l'environnement de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED), des affaires sociales (MINAS), de l'énergie et de l'eau, (MINEE), du transport (MINT), et enfin de l'industrie, des

mines et du développement technologique (MINMIDT). Cette structure est assez agile, il existe une bonne transversalité telle que tout responsable ou expert de toutes les Directions de la Communauté Urbaine représenté dans le Comité peut être sollicité en raison de ses compétences dans le cadre de la réalisation de l'Agenda 21. Bien mené, ceci pourrait constituer un facteur de réussite dans l'élaboration dudit Agenda.

Mais il est regrettable de remarquer que les Maires des CUA, élus locaux garants de l'amélioration du cadre de vie des populations et supposés disposer d'une connaissance pragmatique des réalités locales sont totalement exclus du Comité de pilotage et ne sont que des simples membres de la Cellule technique, sans réel pouvoir décisionnel. Ce constat nous conduit droit à l'évaluation du degré de démocratie participative dans la mise en place et le déploiement du plan d'action relatif à l'élaboration de l'Agenda 21.

2. Evaluation du degré de participation des différents acteurs dans l'élaboration de l'Agenda 21

Le Comité de Pilotage appréhende l'Agenda 21 local comme le développement et la mise en œuvre de politiques et stratégies, programmes et projets identifiés par les autorités locales et la population de la Communauté dans l'optique d'un développement urbain durable. Cette acception de l'Agenda 21 local suppose la participation, ou mieux la concertation avec les différentes parties prenantes. De ce point de vue, dans un contexte national de démocratie et de Décentralisation, l'évaluation du degré de démocratie participative permet de conclure de la démarche employée par les responsables de la mise en œuvre et de la coordination du plan d'action relatif à l'élaboration de l'Agenda 21. Cette évaluation est fondamentale dans la mesure où elle reflète d'une part le degré de démocratie participative et le type de démarche employée, d'autre part la pertinence des critères de choix des projets prioritaires, de même que les secteurs d'intervention (Environnement, salubrité, urbanisme, logements sociaux, hygiène et assainissement, transport...), ainsi que les groupes sociaux cibles. Enfin, elle pourrait en dernière analyse mettre en exergue les facteurs de réussite et/ou les points de paralysie du plan d'action.

L'élaboration de l'Agenda 21 s'est tenue en six phases. L'analyse du rôle et du statut des différents acteurs locaux à ces diverses phases a guidée cette démarche.

Ø Le diagnostic de l'environnement de Mambanda

Cette phase constitue essentiellement la description et l'analyse des problèmes urbains, afin de s'imprégner des réalités actuelles, d'appréhender les vulnérabilités territoriales, déceler

les grandes problématiques et d'entrevoir une vision des stratégies adéquates. Elle a été réalisée par une équipe pluridisciplinaire de consultants nationaux constituée d'économistes environnementalistes, juristes, géographes, urbanistes, d'ingénieurs de Conception (Technique et Génie Civil), d'experts en politiques urbaines et d'écologistes forestiers, assistée d'un Comité scientifique. Sous la coordination du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), avec la coopération technique de la GTZ-Yaoundé, et du Secrétariat permanent à l'environnement (SPE).

Ø Les Journées de dialogue

Ces journées sont organisées dans l'optique d'avoir le point de vue des populations et procéder à l'identification concertée des divers problèmes qui les préoccupent le plus, tout en leur permettant de préciser les échéances au bout desquelles ils souhaiteraient les voir résolus. Ces journées ont été organisées ainsi qu'il suit :

- Les Journées de Dialogue Publiques Décentralisées (JDPD) organisées par la Cellule Technique dans les Mairies avec les élus locaux de chaque CUAD ;
- Les Journées de Dialogue Publique (JDP) avec les populations, scindées en catégories d'acteurs (Jeunes élèves et étudiants, femmes, hommes, opérateurs économiques, ONG et associations) et entretenus séparément au cours de différentes JDP.
- Une journée de Dialogue Publique Locale (JDPL) pour effectuer la synthèse des travaux des différentes Journées de Dialogue

Ces Journées de Dialogue Publique et Décentralisée (JDP et JDPD) se justifient par les enjeux d'un développement urbain qui vise principalement une conscience par tous de la nécessité pour la ville de faire face à des défis sociaux et environnementaux de première urgence, une volonté de répondre aux besoins locaux, la satisfaction des aspirations profondes de la population et une volonté d'élaboration des décisions au sein de la collectivité afin d'en tirer des bénéfices directs et indirects. Cette phase constitue la première étape de concertation et de négociation avec les acteurs locaux, notamment les populations, les opérateurs économiques, ONG, associations et les élus.

Ø L'atelier de planification stratégique

Il s'agit de groupes de travail d'acteurs urbains représentatifs qui analyseront les problèmes majeurs de la ville et discuteront des stratégies à déployer pour atteindre les objectifs

fixés ; dans le but d'aboutir à l'établissement d'un programme d'action pour la ville. C'est la Cellule Technique qui veille au suivi et à la coordination de toutes ses activités.

Ø La concertation et la négociation avec les partenaires au développement

Afin de rompre avec les procédés de financement classique au coup par coup sur des ressources budgétaires de la Communauté Urbaine de Douala qui ont largement révélé leur faiblesse et leur inefficacité (réalisation partielle de projet, absence de suivi de l'effectivité des politiques mise en œuvre, parfois abandon total de projet faute de financement), la table ronde avec les Partenaires de Développement, tant du secteur public que les partenaires étatiques et internationaux est organisée dans le cadre de la mise en place d'instruments indispensables pour la mobilisation des financements dédiés au plan d'action. Au niveau international, les principaux Partenaires de Développement sont la Banque mondiale, l'Agence française de Développement (AFD), la Coopération française dans la perspective de l'Initiative PPTE bilatérale française dite « Contrat de Désendettement - Développement (D) », le PNUD l'Organisation internationale de protection de la nature (WWF), l'Union Européenne (UE), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Coopération technique Allemande (GTZ) et l'ONU.

Au niveau national, ces partenaires sont essentiellement du Fond spécial d'Equipement Intercommunal (FEICOM), ainsi que toutes les délégations régionales des Ministères impliquées dans la gestion de l'environnement. Leur rôle se résume à la collaboration, l'assistance dans la mise en œuvre de stratégies, projets et actions et surtout à l'octroi de financement sous forme de crédits de développement.

Ø L'approbation du plan d'action

Il constitue la phase de synthèse des travaux de la Cellule Technique, et d'approbation du plan d'action défini. Les diverses phases de concertation et consultation des différentes parties prenantes montrent clairement que le degré de démocratie participative y est très mitigé car l'approbation et la validation des travaux se font par le Comité de Pilotage en l'absence des élus locaux (Maires). Cette incongruité pourrait constituer une entorse à la mise en place du Plan d'action. Le risque que l'on court est de tomber dans la difficulté de définition, et de choix des domaines d'intervention des projets prioritaires. Cela constitue l'un des facteurs possibles de paralysie du plan d'action. Ce qui renvoie à s'interroger sur la pertinence du choix des projets prioritaires approuvés. Des projets jugés prioritaires par les élus locaux et leurs populations peuvent ne pas être considérés comme tels par le Comité de Pilotage qui s'est fait une vision de

projets prioritaires parfois antérieurement à la concertation et la consultation des populations et autres acteurs locaux. Ce risque est d'autant plus probable qu'il n'existe aucun mécanisme d'amélioration permanent mis en place pour pallier à une éventuelle insuffisance d'un tel genre.

Compte tenu de la structure et du fonctionnement du Comité de pilotage, de la Cellule Technique et du rôle des acteurs locaux aux diverses phases du processus d'élaboration de l'Agenda 21 local, nous pouvons conclure qu'en dépit des possibles facteurs de blocage tels que l'absence des élus locaux au plus haut niveau décisionnel qui entache la pertinence du choix des projets prioritaires dans l'approbation du plan d'action, il existe une coopération active et structurée de la Communauté Urbaine de Douala avec les divers services impliqués, les groupes sociaux cibles (Populations, opérateurs économiques, ONG, Associations...), ainsi qu' avec les Partenaires de Développement locaux et extérieurs dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action. La nature des contributions et les intervenants dans la mise en œuvre des projets actuellement en cours à la Communauté Urbaine de Douala (CUD) vient à juste titre corroborer ce constat. Ainsi, concomitamment à l'élaboration de l'Agenda 21 local, un certain nombre de projets sont en cours en matière de prévention et d'adaptation aux risques environnementaux, conformément à l'approche par anticipation/prévention. Le choix des projets en cours s'est essentiellement effectué d'une part sur la base de leur importance sociodémographique, dictée par le ressenti des populations.

La démarche entreprise par la CUD dans le cadre d'un développement urbain durable est fort significative pour apprécier l'intégration des préoccupations environnementales dans les politiques de développement de la ville. Toutefois, l'engagement de la ville dans les voies du développement durable est plus déterminant lorsque l'on se rend compte que plusieurs raisons l'incitent à une telle démarche. Dans quelle logique s'inscrit donc l'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement de la ville de Douala ?

B. La logique de l'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement de la CUD

L'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement de la CUD s'explique mieux à travers les diverses compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de développement durable (1), et à une volonté sans cesse grandissante d'adapter les préoccupations et techniques internationales de l'environnement au niveau local (2).

1. Les compétences de la Communauté en matière de développement durable

Les collectivités locales disposent aujourd'hui, dans la plupart des pays au monde, de plus en plus de compétences en matière économique, de la planification et l'aménagement du territoire. Toutes choses qui, dans la logique de la nouvelle gouvernance prônée par la conférence de Rio de 1992 et basée sur les politiques intégratrices et non sectorisées, peuvent être une aubaine pour la protection de l'environnement. Les collectivités locales ont donc là assurément un rôle central et historique à assumer l'avenir de la planète vis-à-vis à la fois de leur population d'aujourd'hui et de demain. C'est par exemple diminuer les rejets polluants dans l'atmosphère, protéger la biodiversité, les forêts et les montagnes, promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé, promouvoir les énergies renouvelables. Il est donc clair que la CUD est un acteur en matière économique, éducationnelle, sanitaire et sociale.

Ainsi, le partage des compétences est rationalisé par une planification emboîtée organisant les pratiques territoriales de manière concertée. Le principe de planification est très largement en usage que ce soit en matière d'usage des sols, de gestion de l'eau ou des déchets. Dans cette mouvance, la ville de Douala dans le CDS se veut une ville attractive pour les affaires et le tourisme à l'horizon 2025. Par ailleurs, en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, la CUD est responsable de la gestion des différents plans et permis en la matière. Elle peut également prendre des plans communaux d'aménagement. Elles délivrent les permis d'urbanisme et les permis de lotir ou de construire. Sur le plan spécifique en matière environnementale, la Communauté Urbaine a une mission très importante, celle de gérer le permis d'environnement (permis d'exploiter les établissements qui peuvent générer des pollutions).

Nous pouvons quand même remarquer sans exagération que la CUD n'a pas une influence considérable sur l'environnement par son poids économique relativement à ses infrastructures et à ses modes de consommation. Mais d'un point de vue sanitaire et social, la CUD a pour mission de répondre aux attentes sociales et de construire un projet collectif pour le bien-être individuel de ses habitants. C'est par exemple garantir l'accès à la santé et à l'éducation, améliorer les conditions de vie, lutter contre la pauvreté et la faim, renforcer les groupes sociaux à travers les syndicats, les associations et les ONG (populations locales, femmes, enfants, travailleurs,).

En effet, les enjeux relatifs à l'urbanisation croissante, à la santé, au logement, au transport, à l'identité locale sont aujourd'hui primordiaux dans la mesure où leur impact sur

l'environnement est indéniable. Les localités doivent être à la hauteur pour offrir à leur population un cadre et des conditions de vie qui satisfassent aux exigences environnementales. La Communauté y joue alors un rôle très important surtout dans la protection du cadre de vie.

La collectivité territoriale décentralisée est la structure de service public de base du citoyen. C'est également le lieu où peuvent se retrouver différentes associations, ONG, acteurs économiques pour différentes démarches administratives. Les collectivités locales sont le lieu d'initiatives locales, au plus proche des citoyens. Par ailleurs, les autorités locales sont des instances publiques qui justifient de plus de proximité avec les populations et bénéficient auprès de ceux-ci d'une légitimité qu'ils tirent des élections. En général les populations locales font confiance en leurs autorités locales. Mais il est regrettable de se rendre compte que dans une ville comme Douala, les populations ne semblent pas être au courant du rôle clé que doivent jouer leurs autorités locales en termes de visions et d'actions pour le développement local. Cela ne fait pas perdre de vue cependant la vision de la ville en 2025 : l'attractivité de la ville. Les multiples efforts opérés par la ville de Douala visent à garantir à sa population de bonnes conditions de vie, en aménageant le territoire, en garantissant le développement local par l'investissement économique, en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Tel est le nouveau défis de la ville de Douala afin de rentre opérationnelles de nouvelles expressions : « écotourisme », « tourisme durable », « éco-quartier », « éco-ville », « ville durable ».

Nous pouvons dès lors emprunter à Roger GIBBINS, cette célèbre phrase :

Les villes sont devenues les principaux moteurs de la prospérité économique et la qualité de la vie en milieu urbain est désormais un des principaux éléments qui déterminent la décision d'implantation des investisseurs et des entreprises.

- **LE PROGRAMME « OCCUPATION JEUNES »** de la CUD se situe dans la mise en œuvre de son plan social ; en faveur des jeunes de la ville. Il concerne les jeunes scolarisés, non scolarisés et ceux exerçant dans les petits métiers.

Ce projet lancé en 2008 comprend quatre axes :

- La valorisation des travaux d'intérêt collectif
- Les mesures d'accompagnements en faveur des jeunes exerçant dans le secteur informel
- Le projet de réinsertion économique et de resocialisation
- L'amélioration des équipements de divertissement

En somme, ce programme social de la ville de Douala se proposait d'occuper 3000(trois mille) jeunes par an. Mais son cout étant élevé, il devait être réajusté pour assurer sa réalisation effective.

Le programme « occupation jeunes » a pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des jeunes de la ville de Douala et leur éducation à la citoyenneté.

Les objectifs spécifiques sont :

- La lutte contre le désœuvrement des jeunes
- La réduction de la pauvreté
- La participation à la réinsertion économique

Les jeunes retenus ont été utiles aux travaux d'intérêt collectif. Près d'une centaine ont bénéficié d'une mise à disposition des kiosques et étals, en collaboration avec quelques entreprises citoyennes et l'appui du ministère des petites et moyennes entreprises.

L'occupation de ces jeunes s'est faite autour de cinq (5) ateliers ayant des missions très précises :

- L'atelier désherbage et balayage ayant pour mission le nettoyage manuel des abords des rues et le balayage des corps des chaussées non entretenues par la société HYSACAM
- L'atelier peinture pour mission de rehausser l'éclat des grands carrefours, parkings publics, des places publiques par la remise en état de leur peinture et le badigeonnage à la chaux des bordures des trottoirs, de la partie intérieure des troncs d'arbres, d'ailleurs, l'atelier de peinture s'est occupé de l'embellissement de la ville en fin d'année ou en prélude aux cérémonies et manifestations des fêtes officielles.
- L'atelier sensibilisation assure l'entretien des jardins et des espaces publics, par la plantation de gazon et fleurs
- L'atelier de lutte contre l'affichage sauvage pour mission de dénombrer les cas de désordres sur les différentes artères de la ville, d'identifier les auteurs des dits désordres dans le but de susciter une prise de conscience conduisant à un changement de comportements.
- L'atelier curage

- **LE PROGRAMME « ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS DE LA RUE »**

Ce programme a été développé pour aider à la resocialisation des enfants de la rue dans le cadre d'un partenariat avec le MINAS. Il s'est décomposé en plusieurs actions complémentaires telles que :

Une aide à la réintégration sociale par l'emploi grâce à la société HYSACAM, partenaire du programme

Une aide en retour dans les familles

Une aide au retour à l'éducation

Pour ce qui est du volet culturel ; un certain nombre de partenaire a permis au cours de cette mandature de promouvoir la culture :

Avec l'association douala art, la construction des arches de la mémoire qui retracent l'historique des grands bâtiments coloniaux.

Avec le conseil national des chargeurs du Cameroun (CNCC) une contribution de 50millions de francs CFA a été apportée dans le cadre de la construction du musée maritime de Douala

- **LA CONSTRUCTION DE CENTRES SOCIAUX**

La communauté urbaine a réalisé ou s'est associée à la création décentres d'accueil sociaux à vocation variée

LE CENTRE INTERSECTORIEL ET COMMUNAL DE MAMBANDA

Ce centre, situé dans la commune d'arrondissement de douala IV^{ème} a bénéficié des subventions de la coopération française du ministère des affaires sociales de la CUD et de Lircod. Le centre offre des locaux pour les associations des activités de prévention et de formation professionnelle.

- **PLATEFORME DE COLLABORATION CUD-CAD**

Cette initiative d'intercommunalité inédite dans l'ensemble des villes du Cameroun a été sans conteste l'un des principaux acquis de cette mandature la plateforme de collaboration entre la communauté urbaine de Douala (CUD) ; et les communes d'arrondissement de Douala (CAD) est née de la volonté du délégué de gouvernement d'amener tous les édiles de la ville à rechercher le consensus en ville ,de coulisser les efforts par une action concentrée .Ainsi, les magistrats municipaux de la ville de Douala, de commun accord, ont convenu de commun

accord ,ont convenu de mettre sur pied un espace de dialogue et de concertation permanente, dont l'acte de naissance a été posé au cours de la réunion de concertation tenue à la CUD le 31 août au 27 septembre 2007 portant création d'une plateforme de collaboration entre la communauté urbaine et les communes d'arrondissement de douala, les parties sont engagées à respecter ce cadre de concertations et de dialogue permanent.

Les objectifs ont été ainsi définis :

- Aplanir les sources potentielles de conflits, aussi bien celles qui tirent leur origine des textes de base que celles résultant de l'exercice des fonctions respectives
- Rechercher le consensus dans l'action pour l'intérêt général des populations

Un comité de coordination qui se réunit avant chaque plateforme dont les membres sont :

- Le Délégué du gouvernement, président.
- Les six (06) maires d'arrondissement membre
- Le secrétaire général de la CUD membre
- Le chef de service régional des communes, modérateur.

Quatre (4) commissions spécialisées qui se réunissent pour préparer les sommets de la plateforme avec un system de rotation de la tenue de ces assises dans une périodicité de trois (3) mois. Il s'agit de :

- La commission des aspects institutionnels et légaux
- La commission en « journées citoyennes de propreté » (JCP)
- La commission de lutte contre le désordre urbain
- Commission « plan de campagne »

Chaque commission spécialisée est composée des responsables de la CUD, des représentants des six (06) CAD, les conseillers municipaux et les agents des maires ainsi que les membres de la société civile.

Les fruits résultants de l'intensification de cette concentration locale, conservent le développement des communes, aussi bien en matière de tronçonnement qu'en matière d'investissement.

• **LES JOURNEES CITOYENNES DE PROPETE**

Les Journées Citoyennes de Propreté ont été lancées à l'arrivée de l'exécutif communautaire en 2006, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations du quartier Mambanda en particulier tout en impliquant chaque citoyen dans l'aménagement de la zone. Il s'agit de fédérer les populations autour de l'hygiène et la salubrité pour le bien-être de tous. Ces journées ont ensuite été reprises et approuvées à l'unanimité par le conseil nouvellement élu en 2017.

Le concept se traduit par des activités d'investissement humain (désherbage, curage des caniveaux, balayage, piquetage ...) couplées à des campagnes de sensibilisations axées sur l'hygiène et la salubrité. Ces opérations médiatisées sont menées mensuellement avec le concours des associations ; des comités d'hygiène de quartiers et autres bénévoles. Le délégué du gouvernement, les maires et autres élus locaux participent personnellement et activement à ces JCT.

Dans un souci de vulgarisation, le concept a été décliné de plusieurs manières ; l'une des plus importes déclinaison aura été la création de 02 concours primés :

Le concours du quartier le plus propre et de la commune d'arrondissement les plus citoyennes (3 éditions ont été réalisées avant la décentralisation vers les communes d'arrondissement).

Le concours du marché le plus salubre (2 éditions ont été organisées par la CUD)

Ces concours ont pour principal objectif de susciter une adhésion massive en créant saine émulation entre les habitants des différents quartiers de la ville (cas du concours du quartier le plus propre) ou entre les commerçants des différents marchés (cas du marché le plus salubre) ou encore entre les différentes communes d'arrondissement (cas de la CAD la plus citoyenne).

CREDITS TRANSFERES PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES

Poursuite des travaux de constructions du centre de Santé Intégré de Mambanda ;

Lutte contre la jacinthe d'eau et d'autres plantes aquatiques ;

Entretien Routier au village Bonendalé I sur 600 mètre linéaires ; notamment sur les rues :

4.733 Entrée Centre de Santé Intégré ;

4.774 Entrée Petit Bonanjo ;

Entrée Petit Bonanjo – Ecole Bilingue Rayons de Soleil ;

4.723 Entrée Petit Bonanjo

L'Etat pour aider la population de Mambanda procède à la distribution du matériel de curage des drains ; de remblaiement ; du débroussaie ... Il s'agit dans ce cas des brouettes ; des bottes ; des machettes ; des pioches.

Le chef service des affaires sociales de Douala IV^{ème} ne reste pas indifférent face à cette situation à Mambanda. Il

- Permet via les aides octroyer par l'Etat à monter une AGR (Activité Génératrice de Revenu) et suit jusqu'à l'autonomie du bénéficiaire
- Faire un plaidoyer auprès de la Mairie
- Réunit la population en petit groupe selon leurs préoccupations
- Faire un répertoire des minorités et l'obtention des aides selon chaque cas (orphelins, enfants de la rue)
- Font des enquêtes de terrain pour le traitement du dossier
- Font le marché pour les nécessiteux

Tout ceci ne passera pas sans obstacles.

LES ASSOCIATIONS DE FAIT ET LE DYNAMISME COMMUNAUTAIRE

Il s'agit des associations d'entre aide et de solidarité d'intérêt économique ou socioculturelle tels que les clubs de danse, les associations des « ressortissants », les associations d'élèves et d'étudiants, certaines associations de jeunes dans le quartier, etc. Selon les informations recueillies sur le terrain auprès du chef de quartier M. TOUFOIN Joseph (2018), ces types de mouvement communautaire étaient très actifs dans les années 1970 ,1980 dans la ville de Douala. La dynamique sociale exprimée par les initiatives populaires (nettoyage des caniveaux, curage des rigoles, désherbage des abords des voies d'accès au sein du quartier, remblaiement des rues dégradées) a d'ailleurs été la principale raison de réussite de la conquête de grands espaces marécageuses telles que MAMBANDA dont il est question dans cette étude.

En effet, depuis ses origines dans les années 1970-80, Mambanda a été fort réputé par le dynamisme collectif de ses habitants qu'on a vu façonner leur quartier ,contribuer à la propreté et l'hygiène de leur cadre de vie .Ce dynamisme reposait sur l'institution du dimanche matin comme temps de travail communautaire encore appelé « investissement humain » (ROUMY.M.,1983).Les gens drainaient les eaux, construisaient des voies de desserte,

collectaient des ordures ménagères ou s'organisaient pour l'approvisionnement en eau potable. Cet « investissement humain » s'appuyait sur un découpage géographique mis sur place par les fondateurs des blocs et parcelles. Ce découpage s'est accompagné de la mise sur pied des regroupements associatifs auxquels s'ajoutaient ceux liés à l'ethnie.

Grâce à ce dynamisme communautaire, le quartier Mambanda avait bénéficié et continue de bénéficier d'un ensemble de projet participatif avec au cœur des préoccupations d'hygiène de la santé publique, et comprise comme étant l'ensemble des actions collectives et participatives qui assurent la promotion de la santé des gens grâce à la salubrité du cadre de vie. Elles sont soutenues par des mesures destinées à créer les meilleures conditions d'approvisionnement en eau, de drainage, d'évacuation des eaux usées, et de gestion des déchets ménagers dans la perspective d'une meilleure santé des populations.

CONCLUSION

Finalemment, en faisant une analyse des différentes stratégies mises en place par les acteurs, nous avons démontré que dans Mambanda, les habitants sont animés par des pratiques culturelles qui s'arriment avec l'africanité de Douala. Cette africanité constitue une source importante de développement urbain intégrant tradition, culture, et coutume. Dans cette perspective, le développement de l'habitat précaire ainsi que la production des activités informelles deviennent des outils du développement urbain.

CHAPITRE V :
ENTRE ENTRAVES AU PROCCESUS DE DEVELOPPEMENT ET
PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, EFFICACE
ET INTEGRE DE MAMBANDA

INTRODUCTION

Mambanda étant que zone marécageuse, nécessite d'accueillir des investissements étatiques. Mais il se trouve que ce quartier soit occupé anarchiquement par les individus à cause non seulement du trop-plein de la population, mais surtout du faible revenu de la population qui l'occupe. Pour sortir Mambanda et sa population de la précarité dans laquelle ils se trouvent l'on se heurte à plusieurs obstacles que ce soit naturels ou humains. Pour contrer les obstacles, certaines mesures doivent être développées.

I. ENTRAVES ET OBSTACLES AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT A MAMBANDA

Ces acteurs pour parvenir à leurs résolutions font face à de nombreux obstacles que ce soit naturels ou humains. Les principaux enjeux qui découlent de l'analyse des projets sont entre autres :

I.1. Obstacles naturels

I.1.1. Mambanda : une île

Ce quartier est entouré du fleuve moungo par conséquent les phénomènes de marée et d'inondations y sont très réguliers ceci en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Alors du fait du caractère cyclique de la marée ; si l'on échappe le matin sûrement il sera confronté à cela en soirée. Donc ceci freine les travaux initiés dans le quartier et aboutit le plus souvent à leur suspension.

I.1.2. L'état d'affaissement des différentes routes

Les sols ferrallitiques sur la partie émergée, ils présentent une texture sableuse ou argilo-sableuse plus moins lessivée, avec un horizon de faible accumulation argileuse ou en ferrugineuse (fer et aluminium) en profondeur et un horizon superficiel généralement humifère ou non. Donc, une charge élevée conduit à l'affaissement des routes ce qui explique les dépotoirs sauvages des tas d'ordures dans le quartier et aussi l'obstruction des lits du cours d'eau et des drains par les déchets ménagers. Des « territoires insalubres » ou quartiers de type Mambanda, Maképe Missoke, Newtown Aéroport. Ce sont des quartiers essentiellement constitués des bas-fonds inhabitables, et inaccessibles. Par conséquent, ne sont pas inscrits dans le cahier de charge des prestations de HYSACAM.

I.1.3. Les inondations et marée

La Communauté urbaine et les populations joignent leurs efforts pour lutter contre les inondations dans les quartiers.

Depuis un certain temps, le quartier Mambanda vit au rythme des pluies diluviennes. Il ne se passe plus un jour sans pluie. Les habitants ont du mal à se rendre au travail ou au marché pour les commerçants à cause des inondations que connaît la capitale économique en générale et ce quartier précaire de Douala IV^{ème} en particulier. L'eau sort des caniveaux et se retrouve sur la chaussée ce qui rend les déplacements à la limite impossibles pour les populations. Consciente de toutes ces difficultés, la Communauté urbaine de Douala (CUD) a fait appel à certaines entreprises pour effectuer les travaux de drainage des eaux. Elle a requis certains groupes d'initiative privée et des associations. Dans un même élan, ils ont tous décidé de se mettre à l'œuvre.

II. OBSTACLE HUMAINS

II.1. L'incivisme et le non-respect du plan d'occupation des sols

La population de Mambanda n'a aucune idée de ce que c'est un plan d'occupation du sol. Alors ceux-ci occupent de façon anarchique le quartier, construisent des maisons sans rigoles et surtout sur les drains ce qui crée les inondations régulières dans le quartier puisque quand il y a moindre averse l'eau ne trouve pas sa route conséquence elle se retrouve dans les habitations. Cela peut être due soit par ignorance ou parce que les terrains sont vendus aux particuliers sans aucun plan d'occupation. Les risques d'inondations sont dus à l'obstruction des milieux récepteurs des eaux de ruissèlement.

II.2. Terrains réservés par l'Etat pour la construction des infrastructures sociales (écoles ; hôpitaux) occupés anarchiquement par des individus.

Mambanda est le quartier le plus populaire de Douala IV^{ème} avec une population de plus de 100000 habitants, sur une superficie de près de 500ha. Ce quartier abrite une école communale, un lycée bilingue qui reste inaccessible en saison pluvieuse vue le caractère marécageux de du quartier, mais aucun hôpital public. Donc l'Etat a la volonté mais où vont-ils implanter leurs infrastructures.

II.3. La lenteur et la tolérance administrative

La majorité d'habitations de Mambanda repose sur les drains.



Photo 10: habitats construits sur les drains

Photo Sonwa Nadine Février 2018

Alors lorsqu'ilya construction l'Etat saisie le propriétaire, fait part du mauvais emplacement et puis disparaît pour ne revenir qu'après 5 à 10 voire 20 années quand ils sont depuis implantés et passe au déguerpissement sans toutefois les dédommager.

II.4. Les fonds octroyés par certains responsables financiers ont été détournés

Par des ONG de nom à l'instar du CANADER (arrive entre 2009-2010) INDER (ONG sénégalais) TUFOIN Joseph (2018). Mambanda est une zone précaire qui nécessite les routes ; les écoles ; les hôpitaux ; les toilettes ; les drains ; des usines pour l'emploi des jeunes. Alors pour ce faire, plusieurs ONG se présentent dans le quartier sous prétexte d'aider la population. Dès lors, certains responsables financiers envoient des fonds, les ONG encaissent et puis ils disparaissent.

II.5. Le moyen utilisé pour le curage des drains

Les drains dans ce quartier précaire de Douala IV^{ème} constituent les fosses septiques, le dépotoir des ordures solides ou non venant des ménages ou des ateliers. Alors pour curer, la population ne se sert que de leurs bottes ; des pelles ; des pioches ; des gants. Or en saison de pluie le niveau d'eau peut atteindre 1 mètre ce qui explique un certain contact entre les eaux souillées et la peau ce qui a pour corolaire les maladies de la peau.

II.6. Le banditisme et les agressions

Le banditisme et les agressions sont les maux dont souffre le quartier Mambanda. Le chômage des jeunes ; le faible revenu des parents ; la forte natalité rend ce quartier un enfer. Alors plusieurs trouvent leur compte en braquant ou en soutirant les portes monnaies des passants. L'accroissement du taux d'insécurité à Mambanda suit. Le coin est devenu une sorte de jungle, où il n'est pas bon de s'aventurer dans certains secteurs. La réputation précède les maitres des lieux. Les agressions sont monnaies courante de nuit comme de jour. Les braquages, vols, suicides ne sont pas en reste. La plupart des habitants de Mambanda relèvent que cette situation d'insécurité est due premièrement à la délocalisation du commissariat. « *Le commissariat était une entorse aux activités des bandits. C'est pour cela qu'il a été brûlé* », pense Joseph Tufoin, chef du quartier Mambanda. Il déplore la complicité de certains parents qui refusent de dénoncer les malfrats et le non dépôt de plaintes ou l'abandon des poursuites par les victimes. Mambanda est presque une ville avec ses 39 blocs qui abritent près de 150 000 habitants. Ce qui fait dire au chef du quartier qu'il est impératif qu'une unité de police soit installée dans la zone. Se font nul n'est à l'abri du grand banditisme. « Je dors la peur au ventre. Parce qu'à tout moment les bandits peuvent débarquer. Nous sommes en insécurité dans les quartiers », pense sylvain Fotso, un habitant du quartier. Une crainte partagée par la plupart des habitants de la métropole économique. « C'est le seigneur qui veille sur nous. Surtout que, nul ne sait quand les voleurs débarquent », déclare désespérément Sandrine Eyenga de la Cité Sic. Circuler dans ce quartier de jour comme de nuit, nécessite une bonne dose de courage et de prudence. « Il faut avoir un œil avisé pour marcher ici au risque de voir son portefeuille, ses bijoux où ses pièces emportés », déclare Mathias Yimga rencontré dans une rue du quartier. Et d'indiquer que « Mambanda est envahi par des enfants de la rue qui sèment la terreur et rendent la vie difficile aux passants ».

Dans de nombreux cas, la plupart des agressions sous les regards impuissants des passants. « Nous ne pouvons rien faire. C'est une façon pour nous de nous protéger et d'éviter

d'être dans leur collimateur », confie Yves Waffo, tenancier d'une boutique au marché Mambanda. Les riverains sont très souvent contraints de se lier d'amitié avec ces « délinquants » par peur de représailles. « C'est avec quelques billets, des présents et un semblant d'affection que nous payons notre tranquillité auprès de ces malfrats Aujourd'hui, le phénomène est allé grandissant au point où même les hôpitaux, et les églises sont devenus des poches d'insécurité.

II.7. Non influence des forces de l'ordre

Assurer la sécurité des personnes et des biens fait partie des missions régaliennes de l'Etat. Une tâche importante et cruciale qui a d'ailleurs suscité la création de nombreuses structures en charge de la sécurisation des habitants partout où ils se trouvent. Parmi, elles, le Bataillon d'intervention rapide (Bir), Groupement spécial d'opération (Gpo) et le groupement d'intervention polyvalent de la gendarmerie nationale (Gipgn), les Equipes spéciales d'intervention rapides (Esir) de la police. Cependant, malgré ce renforcement du dispositif sécuritaire rien ne change. Au contraire, le phénomène s'accroît de manière exponentielle à Mambanda. Selon les citadins, « c'est avec désinvolture que les forces de l'ordre travaillent et par conséquent, manquent à leurs devoirs ». La plupart du temps, elles s'inscrivent aux abonnés absents lorsqu'elles sont sollicitées. Lorsqu'elles n'arrivent pas tout simplement sur les lieux avec retard. « Nous n'avons pas de carburant dans la voiture. Il n'y a personne à la base », entend-on souvent.

A la longue, les populations, lassent d'attendre une réaction significative des pouvoirs publics, se sont organisées en comités de vigilance et groupes d'autodéfense. Et les malfrats pris en flagrant délit ou suspects, ont rarement le temps de s'expliquer. Poursuivis par la clameur publique, ils ont hâte de parvenir à un poste de police, devenu pour la circonstance un havre de survie. Au finish, la cadence et l'impact des forfaits que commettent les bandits dans le quartier Mambanda, opposés au bilan de la répression, montrent une réelle disproportion entre l'intensité du mal et l'efficacité de la thérapeutique. Aujourd'hui, n'est-il pas nécessaire de penser la politique de sécurisation sur la durée pour permettre l'instauration de la sécurité durable ? Le grand banditisme à Mambanda a cessé, depuis le début des années 1990, d'être un simple problème de maintien de l'ordre. Chaque fois que se relâchera l'autorité de l'État ou qu'il y aura des troubles sociopolitiques, des jeunes désœuvrés, déscolarisés, on devra s'attendre à ce que l'insécurité reprenne de plus belle.

II. PERSPECTIVES ET VOIES POUR UN DEVELOPPEMENT EFFICACE ET INTEGRE A MAMBANDA

Alors sortir Mambanda et sa population de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent nécessite une meilleure coordination entre les acteurs tels : l'Etat ; les ONG ; la population locale ; les administrateurs municipaux et ceci sur plusieurs plans : Personnel ; économique ; social ; urbanistique.

✓ Conscience personnelle de la population locale

Malgré les campagnes de sensibilisation, les populations de Mambanda continuent de verser pèle mèle (François Nkankeu 2008) leurs ordures ménagères. Quand on sait que la propreté de la ville dépend de la conscience personnelle de chacun quant à la gestion de ses déchets (Bourgoin 2000) la gestion durable des ordures n'est envisageable à Mambanda que si les populations opèrent un changement de leur comportement.

Sur le plan social

✓ Domaine santé

Des efforts ont été faits pour rapprocher les hôpitaux des populations mais la problématique actuelle reste la « couverture santé universelle » Kengne Fodouop (2018). Parler de couverture santé universelle revient à rendre disponibles les soins de santé de qualité pour tous. Il est question d'organiser le financement de la demande des soins afin que chaque citoyen puisse accéder aux soins de santé en cas de besoins sans être confronté à des difficultés financières. Quatre principales sources de financement s'offrent au gouvernement camerounais :

- Les contributions publiques à travers les mécanismes classiques de prise en charge financière sous financement du budget de l'Etat et à travers les taxes parafiscales sur certains produits
- Les capacités contributives des divers groupes socio-économiques
- La contribution des partenaires au développement
- Les aides financiers internationales

En outre, l'accès aux médicaments étant essentiel, le gouvernement devrait s'employer à promouvoir la production locale des médicaments.

✓ **Domaine éducation**

En dépit de la gratuité de l'enseignement primaire au Cameroun, décidée par le président de la république en 2001, la quasi-totalité des responsables conditionnent l'inscription des enfants au versement obligatoires d'une somme qui se trouve élevé au fil du temps. Il est judicieux d'ouvrir une réflexion sur la place et la formule la moins couteuse des APE voire sa suppression pour permettre aux démunis de finir au moins le primaire.

Pour ce qui est de l'éducation secondaire, avec la montée en puissance des écoles privées, le coût se trouve élevé due à la faiblesse des subventions que l'Etat accorde annuellement à ces établissements. Alors les amener à revoir à la baisse les pensions revient à l'Etat de multiplier la subvention qu'il octroie actuellement à ces établissements par cinq. Pour ce faire, l'Etat devra s'assurer du respect par les établissements secondaires privés car il établira une grille de coût au début de chaque semaine.

✓ **Point de vue logement et assainissement**

Pour limiter le phénomène d'inondations dans le quartier ; l'Etat devra passer par des mesures plus sévères par exemple des déguerpissements sans dédommagement pour ceux qui construisent sur les drains. Coller des amendes élevées de 100 000 FCFA à ceux qui déversent les ordures que ce soit dans le fleuve ou dans ce même drain. Non loin de là, l'Etat devra imposer à chaque ménage les toilettes à puisard pour éviter le déplacement des excréta dans le quartier, leur canalisation dans les drains et le fleuve Moungo. Tout ceci permettra non seulement de limiter la prolifération de certaines maladies hydriques mais aussi de contrer la stagnation des eaux usées noirâtres aux alentours des habitations.

✓ **Domaine d'adduction d'eau potable**

L'accès à l'eau potable reste un challenge pour les populations de Mambanda. L'évaluation du potentiel en eau des zones agroécologiques du Cameroun a déjà été faite avec l'appui financier et technique des partenaires au développement. Des études de faisabilités et de distribution d'eau potable ont été menées dans plusieurs zones urbaines. Alors il revient au gouvernement à trouver les fonds et techniciens nécessaires à l'exécution des travaux. Il faut également sensibiliser la population de Mambanda sur l'utilisation des eaux du puit.

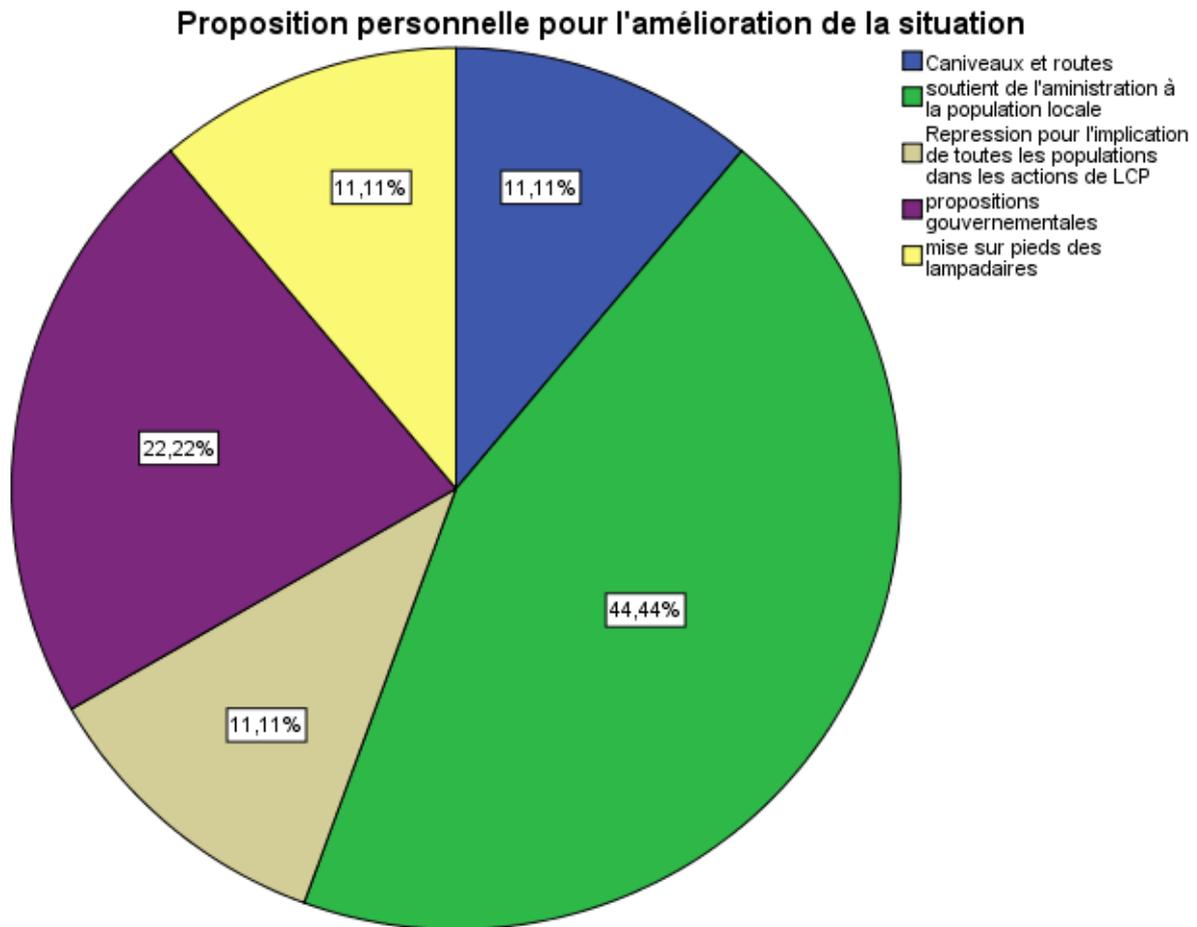


Figure 20: proposition personnelle pour l'amélioration de la situation

CONCLUSION

Il s'agissait dans ce chapitre de présenter les obstacles au développement de Mambanda tout en montrant les voies pour un développement durable de ce quartier. Tout compte fait, force est de constater que, Mambanda, malgré son caractère marécageux, est une ile caractérisée par des inondations répétées. Ces inondations sont également dues au type du sol hydromorphe (pour sa faible rétention en eau), et à l'obstruction des espaces récepteurs des eaux de ruissellement, ce par des habitations ; des déchets ; etc. L'état d'affaissement des routes, conjugués aux agressions et banditisme sont autant d'obstacles rencontrés par les différents acteurs de développement à Mambanda. Notons également que, plusieurs voies existent pour contrer ces obstacles et sortir Mambanda et sa population de la pauvreté. Pour ce faire, une meilleure coordination entre acteurs est importante et ceci dans plusieurs domaines (santé ; éducation ; assainissement ; adduction d'eau ; etc.

CONCLUSION GENERALE

Intitulé « Déterminants **géographiques de la pauvreté et leurs impacts sur le cadre et la qualité de vie à Mambanda** », la question principale de cette recherche était de savoir : Quelle relation peut-on établir entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à Mambanda ? L'objectif principal était d'établir la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à Mambanda.

Une méthodologie intégrée des systèmes d'informations géographiques (SIG) et les enquêtes de terrain ont permis d'atteindre cet objectif. Au moyen du logiciel ERDAS Imagine les chiffres issus du traitement d'images satellitaires de 1986 -2018, ont permis d'observer une occupation anarchique et illégale du quartier Mambanda ceci par des habitations précaires et certaines infrastructures de base. Cette étude diachronique, couplé aux observations directes du quartier, aux entretiens semi-structurés, aux entrevues passées auprès des différents chefs de ménages, ont montré que, le milieu géophysique, les activités pratiquées par la population de Mambanda, ont un impact direct sur le cadre de vie, la qualité étant déjà précaire .Cela répond à l'hypothèse générale de cette recherche qui était formulée de la façon suivante : Il existe une relation entre les déterminants géographiques de la pauvreté et le cadre, la qualité de vie à Mambanda. Cette hypothèse se rapproche des résultats des travaux de MainetG. (1985) qui affirme que, les pauvres de Douala sont des bâtisseurs et participent à la création urbaine au même titre que les tenants de la classe possédante. Ces derniers occupent des secteurs à hauts risque et les plus insalubres de la cité (pentes raides de collines, bas-fonds marécageux, anciennes décharges, abords des aéroports, des usines, des gares ferroviaires, etc.). Ici, la précarité foncière atteint son paroxysme. Ces secteurs enregistrent des taux de densité élevée. L'absence des infrastructures urbaine de bases (approvisionnement en eau et en électricité, collectes des ordures ménagères, etc.) qui est inadmissible ailleurs, est en passe de devenir une situation normale en Afrique noire.

L'évaluation de la qualité de vie se rapproche des résultats des travaux d'Assako Assako (2000), à partir du **cas du quartier bois des singes à Douala**. Selon cet auteur en effet, la problématique de la mesure de la qualité de vie fait intervenir deux catégories d'acteurs dans un espace ambivalent (disponibilité de ressources dans des périphéries urbaines et les pouvoirs publics, populations résidentes) :

- Ceux qui, de l'extérieur comme de l'intérieur, contribuent à la dégradation du milieu, support des activités et des résidences ;

- Ceux qui, du fait de leur travail ou de leur résidence, subissent au quotidien les effets pervers de cette dégradation.

Daniel BLEY (1997) dans son article intitulé **cadre de vie et travail, dimensions d'une qualité de vie au quotidien**, stipule que, la ville est un milieu spécifique qui pose de multiples problèmes (logement ; emploi ; santé ; éducation ; transport...) affectant notablement la vie quotidienne des populations.

Dans ce travail, les chapitres I et II présentent tour à tour les caractéristiques physique, économique, social et culturel de la vie à Mambanda ; les acteurs de gestion de la pauvreté à Mambanda. A travers nos analyses ; force est de constater que le physique de ce quartier présente des caractéristiques plutôt alarmant. Malgré son caractère marécageux, le quartier s'avère être une île ce qui explique les inondations régulières soit par des petites averses ou la marée due au fleuve Moungo qui entoure le quartier. Alors le climat de Mambanda nous donne l'idée sur les mois appropriés pour pouvoir le visiter.

Economiquement, le secteur informel bat son record dans ce quartier populaire de Douala IV^{ème}. En effet les activités telles que la pêche ; l'élevage ; la restauration ; les prestations de services etc. ; sont les plus développées ce en usant des méthodes les plus archaïques possible. Donc cette population se bat ainsi au quotidien pour avoir de quoi se nourrir, se loger et également s'éduquer. Notons également que, Mambanda est dépourvu d'infrastructures en adduction d'eau potable, d'assainissement ; routiers bref des infrastructures considérées comme de base ce qui rend le quartier vulnérable, sa population ainsi exposée à des différentes maladies diarrhéiques. Mambanda est majoritairement occupé par les ressortissants de l'Ouest ce qui explique les différents foyers culturels qui s'y trouvent.

L'urbanisation accélérée conduit à une occupation anarchique du milieu qui se conjugue avec la destruction de la végétation, la disparition des lacs au profit des habitations ; la construction sur les drains existants. A cet effet, le cadre de vie devient précaire, insalubre, malsaine, une qualité de vie que laisse apparaître la pauvreté avec les habitations mobiles en matériaux provisoires, en planches et sur pilotis.

Les chapitres III et IV développent l'impact de ces déterminants géographiques sur le cadre de la qualité de vie à Mambanda et les différentes stratégies de gestion de la pauvreté développées par les acteurs, les obstacles au développement, et les voies pour un développement durable à Mambanda. Il ressort de nos analyses que, plusieurs acteurs interviennent dans le processus de développement à Mambanda (population locale ; l'Etat ; les

ONG...) mais que dans Mambanda, les habitants sont animés par des pratiques culturelles qui s'arriment avec l'africanité de Douala. Cette africanité constitue une source importante de développement urbain intégrant tradition, culture, et coutume. Dans cette perspective, le développement de l'habitat précaire ainsi que la production des activités informelles deviennent des outils du développement. Mambanda, malgré son caractère marécageux, est une île caractérisée par des inondations répétées. Ces inondations sont également dues au type du sol, hydromorphe (pour sa faible rétention en eau), et à l'obstruction des espaces récepteurs des eaux de ruissellement, ce par des habitations ; des déchets ; etc. L'état d'affaissement des routes, conjugué aux agressions et banditisme sont autant d'obstacles rencontrés par les différents acteurs de développement à Mambanda. Notons également que, plusieurs voies existent pour contrer ces obstacles et sortir Mambanda et sa population de la pauvreté. Pour ce faire, une meilleure coordination entre acteurs est importante et ceci dans plusieurs domaines (santé ; éducation ; assainissement ; adduction d'eau ; voirie ; etc.)

REFERENCES

- Assako Assako R. J. (2000).** *Réflexion sur le processus de création et de développement des villes au Cameroun*, Histoire et Anthropologie d'Afrique, n°1.
- Assako R.J ., Meva'aAbomo d., Tchuikoual.b. (2005).** « Etude géographique de l'épidémie de choléra à Douala ou la qualité de vie à l'épreuve des pratiques urbaines » .In Fleuret S. (dir) : Espaces, qualité de vie et bien être ; presses universitaires d'Angers, Angers : 307-315.
- Assako AssakoR.J. (2006).** « Les épidémiesde choléra à Douala et au Cameroun : entre la pauvreté urbaine et la défaillance du système de gestion environnement urbain ».In Donier –Aprill E. (éd.) : ville et environnement, paris, Editions sedes : 365-374.
- Assako, R. J. A., Bley, D., & Simard, F. (2005).** Apports des sciences sociales et de l'entomologie dans l'analyse de l'endémicité du paludisme à HEVECAM, une agro-industrie du Sud-Cameroun. *Geo-Eco-Trop*, 29, 101-114.
- Asselin, L. M., & Dauphin, A. (2000).** Mesure de la pauvreté: un cadre conceptuel. *document de travail de l'atelier régional de formation sur la mesure et le diagnostic de la pauvreté.*
- Agossou, N. (2003).** La diffusion des innovations: l'exemple des zemijan dans l'espace béninois. *Cahiers de géographie du Québec*, 47(130), 101-120.
- Barthélémy, Ndongo., Stéphane, & Augustine,** flood determinants in equatorial coastal cities: case study of douala (cameroon).
- Champagne, C. (2011).** *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion.* PUQ.
- Cling, J. P., Razafindrakoto, M., &Roubaud, F. (2003).** *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté.*

- Devalière, I. (2009).** De l'inconfort thermique à la précarité énergétique, profils et pratiques des ménages pauvres. *Informations sociales*, (5), 90-98.
- Di Méo, J., & DI MÉO, G. (1987, September).** Objectivation et représentation des formations socio-spatiales: de l'acteur au territoire. In *Annales de géographie* (pp. 564-594). Armand Colin.
- Donier, V. (2006).** I. Le principe d'égalité dans l'action sociale des collectivités territoriales. *Annuaire des Collectivités Locales*, 26(1), 639-647.
- Denoit de Saint-Marc(1976),**Les risques liés à la prise en charge de la gestion des ordures ménagères par les citoyens: l'exemple du quartier Bépanda à Douala (Cameroun)
- Di Méo, G. (1998).** Géographie sociale et territoires.
- Dambuyant-Wargny G. (2004),** « Sans toit ni loi : les exclus », *Ethnologie Française*, n°3, juillet-septembre, p. 499-508.
- Driant J.-C. et Rieg C. (2004),** « Les conditions de logement des ménages pauvres, une approche statistique », *Travaux de l'ONPES 2003-2004*, la Documentation française, Paris, p. 291-327.
- Destremau, B. (1998).** Les indicateurs de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD: une analyse critique. *L'insoutenable misère du monde, Ed. Vents d'Ouest, Québec.*
- DjeudaTchapnga H, B., Tanawa, E., Ngnikam, E., Temgoua, E., Ngo Massana, B., &Djombe, G. (2001).** L'eau au Cameroun. Tome 1: approvisionnement en eau potable.
- Ela, J. M. (1983).** *La ville en Afrique noire* (Vol. 8). J. Messner.Fodouop, K. (1991). *Les petits métiers de rue et l'emploi: le cas de Yaoundé.* Sopecam.

- Fodouop, K., & Metton, A. (2000).** *Économie informelle et développement dans les pays du sud à l'ère de la mondialisation*. Presses universitaires de Yaoundé
- Fondation Abbé Pierre (2008)**, « L'état du mal-logement en France », rapport annuel 2008.
- Feudjio, Y. B. D. (2014).** Les jeunes benskineurs au Cameroun: entre stratégie de survie et violence de l'État. *Autre part*, (3), 97-117.
- FLSHMbaha, J. P., & Assako, R. J. A. (2010).** Recompositions territoriales et gouvernance urbaine sur fond de conflits multiformes à Douala. *Regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun*, 111., Université de Douala. *A paraître*.
- GU, E., NO, J., SO, J., JENGUELE, E., BI, A., MO, A., & MA, B. (2006).** Déterminants du choléra à Douala. *Médecine tropicale*, 66(3), 283.
- Guévert, E., Van Hecke, C., Noeske, J., Solle, J., Bita Fouda, A., & Manga, B. (2008).** Diffuseur artisanal de chlore pour désinfecter les puits lors de l'épidémie de choléra de Douala (2004). *Médecine Tropicale*, 68(5), 507.
- Grisoni-Niaki, J. C. (2000).** Dynamiques foncières et immobilières à Cotonou. Explosion urbaine et développement local à Cotonou. In *Les Annales de la recherche urbaine* (Vol. 86, No. 1, pp. 119-125). Centre de Recherche d'Urbanisme.
- Insee (2007)**, « La mesure du pouvoir d'achat et sa perception par les ménages », *L'économie française - comptes et dossiers*, p. 58-86.
- John, Rawls. (1971).** A theory of justice. Cambridge, MA: p, University.
- Kalieu, C. (2016).** *Surgissement, prolifération et intégration des motos-taxis dans les villes camerounaises: les exemples de Douala et Bafoussam* (Doctoral dissertation, Université de Bretagne occidentale-Brest).

- Lipton, M., & Ravallion, M. (1995).** Poverty and policy. *Handbook of development economics*, 3, 2551-2657.
- Latouche, S. (2004).** *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Fayard/Mille et une nuits.
- Lavergne, C., Gabert, J., (2005)** . Monter un projet d'assainissement dans les quartiers urbains pauvres des pays en développement : une autre approche. Pistes et réflexions pour les monteurs de projet.
- Loisy, C. (2000).** Pauvreté, précarité, exclusion. Définitions et concepts. *Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, Paris: La Documentation française, 23-50.*
- Mbaha, J. P., Olinga, J. M., & Tchiadeu, G. (2013).** Cinquante ans de conquête spatiale à Douala: D'héritage colonial en construction à patrimoine socio-spatial vulnérable aux risques naturels in Actes du Colloque des cinquantenaires, La réunification du Cameroun: Bilans, défis et perspective,
- Mvondo, P. N. (2002).** La Justice parallèle au Cameroun: la réponse des populations camerounaises à la crise de la Justice de l'État. *Droit et société*, (2), 369-381.
- Marpsat M. et Vanderburg A. (2004),** *Le Monde d'Albert La Panthère, cybernaute et sans-domicile à Honolulu*, éditions Bréal, Collection D'autre Part.
- Maurel E. et Sauvage P. (2003),** « Indicateurs de pauvreté et croisement des savoirs », rapport MRIE.
- Maurin E. (2004),** *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, éditions du Seuil, coll. La République des idées, Paris.

- MiamoWendji, C. (2015).** Profil de Privations au Cameroun: Une analyse combinée Pauvreté et Exclusion sociale.
- Nivière D. (2006),** « Les ménages ayant des difficultés à payer leur loyer », *Etudes et Résultats*, n° 534.
- Ngomsi, C. A. M. (2008).** Chapitre 8 La criminalité urbaine à Douala: ampleur et recours aux forces de l'ordre. *visages et défis des principales villes camerounaises*, 123.
- Neba, N. E., & Amumveh, N. N. (2010).** Response of Basin Morphometric Properties to Deforestation In Upland Watersheds Of Volcanic Regions: Example Of Mount Cameroon. *Global Journal of Human-Social Science Research*, 10(3).
- Nkodo, P. É. E., & Etouna, J. (2008).** Chapitre 9 Croissance urbaine et «informalisation» de la vie économique à Bertoua. *visages et défis des principales villes camerounaises*, 141.
- Nga-Ndongo, V. (1999).** *L'opinion camerounaise* (Doctoral dissertation, Paris 10).
- Oberti M. (2007),** « Les fractures spatiales », in CERC, *La cohésion sociale*, séminaire 2007, p. 85-90.
- Olinga, j. m. Tchiadeu, g., & Tsalefac, m.** mesures d'intervention adaptative aux changements climatiques initiées par la Communauté Urbaine de Douala.
- Pecaud.D.,(2005).**« Dangers, risques et précautions : quels leviers pour les politiques de prévention ? » .In Bley D. (éd.) : Cadre de vie travail : Les dimensions d'une qualité de vie au quotidien, Aix-en-Provence, Edi sud : 265-279.
- Paugam, S., & Schnapper, D. (1991).** *La disqualification sociale: essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris: Presses universitaires de France

- Pan KéShon J.-L. (2005)**, « La représentation des habitants de leur quartier : entre bien-être et repli », *Économie et statistique*, n°386, p. 3-35.
- Philippe, R. O. S. P. A. B. E. (1995)**. La dette de vie. Aux origines de la monnaie.
- Pinçon M. et Pinçon-Charlot M. (2007)**, *Les ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, éditions du Seuil, Paris.
- ProMis, G. T. Z. (2009)**. Microfinance Industry Report. *Colombo: GTZ*.
- Paugam, S., & Schnapper, D. (1991)**. *La disqualification sociale: essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris: Presses universitaires de France.
- Patlagean, E. (1977)**. Pauvreté économique et pauvreté sociale à Byzance, 4-7 siècles.
- Quinet A. (dir) (2008)**, *Rapport de la commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages »*, rapport remis au ministre de l'Économie, des finances et de l'emploi, 6 février 2008.
- Roger, Feumba. (2015)**. Hydrogéologie et évaluation de la vulnérabilité des nappes dans le bassin versant de Besseke (Douala, Cameroun).
- Ravallion, M., & Datt, G. (1996)**. How important to India's poor is the sectoral composition of economic growth? *The World Bank Economic Review*, 10(1), 1-25.
- Ravallion, M. (1996)**. *Famines and economics*. The World Bank.
- Ravallion, M. (2017)**. *Poverty comparisons*. Routledge.
- Rebaudet, S., Sudre. B., Faucher. B., & Piarroux. R. (2013)**. Cholera in coastal Africa: a systematic review of its heterogeneous environmental determinants. *The Journal of infectious diseases*, 208(suppl_1), S98-S106.
- Ratiu E. (2001)**, « Logement temporaire, contexte et dynamique du « chez soi », rapport PUCA.

Rizk C. (2003), « Le cadre de vie des ménages les plus pauvres », *Insee-Première*, n° 926.

Roger, Feumba. Water quality, exposure and health of population of the industrial zone of bonaberi-douala in Cameroon: case of the watershed of besseke by: feumba roger, fellow lecturer (ater), University of Yaounde I, Faculty of Science, Department of Earth Sciences. PO Box 812, Yaounde–Cameroon; Phone.

Sardan, J. P., Ridde, V., Diarra, A., & Ousseini, A. (2010). Pour une réflexion sur la gratuité des soins au Niger. *Programme " Abolition du paiement": note d'information/Laboratoire d'études et recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL); no. 1, mars 2010.*

Sarrasin, B. (1999). *Ajustement structurel et lutte contre la pauvreté en Afrique: la Banque mondiale face à la critique.* Editions L'Harmattan.

Simplice, t. s. j., Magloire, o. o. j., Mavie, t. g., & Patience, t. n. r. (2013). Les déterminants physiques et humains de la pollution des eaux de surface dans les fonds de vallée du bassin versant du mbanyaa douala (Cameroun). *int. j. adv. stud. Res. Africa*, 4(1), 1-10.

Tchawa, P., & Demaze, M. T. (2002). Gestion de l'espace et effets écologiques de l'eucalypticulture en pays Bamiléké (Ouest Cameroun): stratégie paysanne et prise en compte d'un risque perçu. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 55(218), 175-196.

Tchuikoua, L. B., Assako, R. J. A., & Kamwo, M. (2016). Valorisation des marecages par l'agriculture urbaine dans le bassin versant du Mbanyaa Douala. *Lucrările Seminarului Geografic " Dimitrie Cantemir", 43*, 193-206.

Tenkop, V. L. N. (2015). L'action publique urbaine à l'épreuve des réformes du service d'eau à Douala (Cameroun). *Géocarrefour*, 90(90/1), 61-71.

- Trop, M. (2008).** Le choléra au Sénégal de 2004 à 2006: les enseignements d'épidémies successives. *Médecine Tropicale*, 68(6), 589-592.
- Tchoupou, A. D., Ngnikam, E., & Yelkouni, M.** Contribution à l'amélioration de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers au Cameroun: cas de la ville de Douala.
- Verger, J. (1970).** Le recrutement géographique des universités françaises au début du XVI^e siècle d'après les suppliques de 1403. *Mélanges de l'école française de Rome*, 82(2), 855-902
- Voisin A. (2004),** « Logement et discrimination », Lyon, mémoire D.H.E.P.S.
- Wambo, E. M. N. (2010).** Chapitre 9 foncier et hygiène du cadre de vie dans la zone nylon à douala. *regards multidisciplinaires sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économico-politiques au Cameroun*, 129.
- Wolff, H., Durieux-Paillard, S., Meynard, A., & Stalder, H. (2000).** Précarité et accès aux soins: «Mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade...». *Médecine et hygiène*, 58(2316), 1927-1930.
- Walker, M., & Unterhalter, E. (2007).** *Amartya Sen's capability approach and social justice in education*. Springer.
- Wresinski, J. (1987).** *Grande pauvreté et précarité économique et sociale: séances des 10 et 11 février 1987* (Vol. 4074). Direction des journaux officiels.
- Yomb, J. (2012).** Lien social, socio-économie foncière et habitat en milieu urbain camerounais. *Les cahiers du MECAS*, (8).
- Zeneidi-Henry D. (2002),** *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, éditions Bréal, collection D'autre Part, Paris.

ANNEXES

Annexe 1: Autorisation spéciale

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DU WOURI

ARRONDISSEMENT DE DOUALA IV^{ème}

SOUS-PREFECTURE DE DOUALA IV^{ème}

SECRETARIAT PARTICULIER



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

LITTORAL REGION

WOURI DIVISION

DOUALA IV^o SUB DIVISION

SUB DIVISIONAL OFFICE, DOUALA IV^o

PRIVATE SECRETARIAT

Tél: 233 39 31 90

Phone: 233 39 31 90

N° 030 2018/AS/C19/04/SP

AUTORISATION SPECIALE

Le Sous-préfet de l'Arrondissement de Douala IVème soussigné,
autorise sur sa demande introduite en date du 29 janvier 2018, **Mademoiselle SONWA NADINE CNI N°109685912 du 12/05/2010** étudiante en faculté des arts, lettres et sciences humaines Département de Géographie à l'Université de Yaoundé I, à mener une enquête de collecte des données sur le thème « *les déterminants géographiques de la pauvreté et leurs impacts sur le cadre et la qualité de vie à Mambanda* ». Ladite collecte des données qui a pour objet la rédaction de son mémoire de fin de formation se déroulera dans notre circonscription administrative au quartier Mambanda, durant la période allant du 1^{er} au 28 février 2018.

En foi de quoi la présente autorisation lui est établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

02 FEV 2018

Douala, le _____

LE SOUS-PREFET



EKOA MBARGA Jean-Marc
Administrateur Civil Principal
Chevalier de l'ordre National de la Valeur.

Ampliations :

- Chef de quartier Mambanda
- Intéressé(é)
- Chrono/Archives

Annexe 2: Attestation de recherche

**UNIVERSITE DE YAOUNDE I
UNIVERSITY OF YAOUNDE I**



FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES	FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL SCIENCES
DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE B.P 755 Yaoundé Tél. 22 22 24 05	DEPARTMENT OF GEOGRAPHY P.O BOX 755 Yaoundé Tel. 22 22 24 05

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, **Pr. PAUL TCHAWA**
Chef du Département de Géographie, atteste que

Mademoiselle : **SONWA NADINE**
Matricule : **10L923**
Est inscrit(e) au cycle de : **MASTER II**
Spécialité : DYNAMIQUES URBAINES ET RURALES

Et prépare un mémoire sur le sujet : **LES DETERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA
PAUVRETE ET LEURS IMPACTS SUR LE CADRE ET LA QUALITE DE VIE à
MANBANDA (QUARTIER PERIPHERIQUE DE DOUALA).**

A cet égard, je prie toutes les personnes ressources et tous les organismes sollicités de lui réserver un bon accueil et de lui apporter toute l'aide nécessaire à la réussite de cette recherche dont la contribution à l'appui au développement ne fait pas de doute.

Fait à Yaoundé le 21/07/2015

LE CHEF DE DEPARTEMENT

Prof. Paul Tchawa
HDR de Géographie
Université de Bordeaux 3

Annexe 4: Personnalités interviewées

Noms	Responsabilités	Adresse
EKOA MBARGA JEAN MARC	Sous-préfet de Douala4	
KOUM FREDERICK	Maire de Douala4	
TUFOUIN JOSEPH	3eme adjoint au maire (chef de quartier Mambanda) Douala4	677418719
SANDJI COLETTE	Chef service d'appui au développement de la marie de Douala4	
MBONGUE ALEXANDRE	Chef service technique de la marie de Douala4	
EMBOLO	Chef de bloc 30 de Mambanda (Adjoint au chef de quartier)	693330843
ITON JULES CESAR LN	Chef de bloc 36 de Mambanda	
	Chef service du centre social	
TCHINDA JEAN	Chef de bloc 38 de Mambanda	677614879
NSANGO DAOU DA	Chef de bloc 16 de Mambanda	699972109
EBOKE AUGUSTIN	Chef de bloc 17 de Mambanda	
FONGUIM DIEUDONE	Chef de bloc 13 de Mambanda	
NGOLLE THEOFILLE	Chef de bloc 28 de Mambanda	

Tableau climatique

Mois	Température moyenne	Température moyenne min/max	Record des températures min/max	Précipitation	Nombre de jour avec de la pluie	Notre avis
<u>Janvier</u>	27	24 / 32	10 / 45	51	2	<u>Très favorable</u>
<u>Février</u>	28	25 / 33	19 / 43	58	4	<u>Favorable</u>
<u>Mars</u>	28	24 / 33	10 / 43	119	8	<u>Envisageable</u>
<u>Avril</u>	27	24 / 32	10 / 38	173	9	<u>Envisageable</u>
<u>Mai</u>	27	24 / 32	14 / 45	187	12	<u>Envisageable</u>
<u>Juin</u>	26	24 / 30	10 / 39	236	14	<u>Défavorable</u>
<u>Juillet</u>	25	23 / 28	14 / 33	347	18	<u>Défavorable</u>
<u>Août</u>	25	23 / 28	11 / 33	468	22	<u>Défavorable</u>
<u>Septembre</u>	25	23 / 29	12 / 38	390	18	<u>Défavorable</u>
<u>Octobre</u>	26	23 / 30	9 / 42	236	15	<u>Défavorable</u>
<u>Novembre</u>	27	24 / 31	15 / 38	108	7	<u>Envisageable</u>
<u>Décembre</u>	27	24 / 32	13 / 38	30	2	<u>Très favorable</u>

Source : Station météo utilisée pour calculer le climat pour Mambanda : DOUALA OBS. (située à 11km)

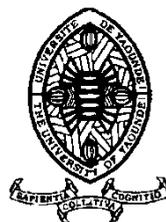
Tableau 8: Projets en cours dans la ville de Douala

Projets	Objectifs	Secteurs d'intervention	Durée et budget	Contributions et intervenants
Collecte et traitement des ordures ménagères	Réduction du volume des déchets produits dans la ville, avec une incidence sur la réduction de certains vecteurs (moustiques, rats, mouches) et des pathologies y afférentes.	Salubrité (50 % seulement des ordures ménagères produites sont concernées)	3 ans, 2,4 milliards FCFA	Budget CUD, Sous-traitance d'entreprise privée sous contrôle CUD
Trame foncière Mbanga-Japoma (Arrondissement de Douala 3^{ème})	Réduction du nombre de quartiers à habitat spontané, réduction de l'occupation de zones à risque, offre foncière sûre aux populations, lotissement des terrains des collectivités villageoises.	Urbanisme	Illimitée, environ 1 milliard FCFA	Contribution par Coopération Française et CUD (10% du budget). Intervention par la Société d'Aménagement de Douala (SAD)
	Réduction de la fréquence des		Opération annuelle, entre	Budget CUD,
Curage des caniveaux et cours d'eau	inondations, meilleur drainage des eaux pluviales, réduction de la dégradation des chaussées	Assainissement	30 et 200 millions/an, selon le plan de campagne en cours.	Sous-traitance HYSACAM, sous contrôle de la CUD
Création d'une zone de dépotage des matières sanitaires vidangées	Elimination de dépotage sauvage des matières sanitaires vidangées, réduction de la pollution diffuse et des maladies hydriques	Hygiène et Assainissement	3 mois, 10 millions environ	CUD/MINEF Intervention en régie par la CUD et une entreprise pour la fourniture des matériaux
Mise en œuvre du Protocole de Montréal	Œuvrer à la réduction de l'appauvrissement de la couche d'ozone, réduction de l'émission des CFC.	Environnement et changements climatiques	Indéterminée	Subvention suivant le protocole de Montréal à travers le MINEP, Intervention de la CUD sous contrôle des agents du MINEP et du MINDIC

Source : Communauté Urbaine de Douala/DEPUDD (2010)

Annexe 5: Guide d'entretien

Université de Yaoundé I,
Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines,
Département de Géographie,
Dynamiques urbaines et rurales



Guide d'entretien (Interview semi-structuré) pour les autorités locales (chefs de quartiers et élus locaux) et administratives (sous-préfet et sectoriels)

Thème : *Les déterminants géographiques de la pauvreté et leurs impacts sur le cadre et la qualité de vie à MAMBANDA, Douala*

Cette enquête est menée par SONWA Nadine en 2018 ; Etudiante en Géographie à l'Université de Yaoundé I dans la spécialisation Dynamiques urbaines et rurales. Cette recherche est menée en vue de l'élaboration d'un mémoire de Master II. La présente recherche vise à établir la relation qui existe entre les déterminants géographiques de la pauvreté, le cadre et la qualité de vie à MAMBANDA, Douala.

Nous sollicitons votre bonne compréhension et indulgence pour la réponse aux questions ci-dessous. S'il vous plaît noter que toute information collectée auprès de vous sera traitée avec la plus grande confidentialité et ne sera utilisée qu'à des fins académiques. Bien vouloir lire attentivement les questions suivantes et marquer (✓) dans la case de l'option qui correspond à ce que vous considérez comme la réponse appropriée ou remplir les espaces en pointillés si nécessaire.

Section 1 : Les perceptions locales de la pauvreté à MAMBANDA

1. Que signifie être pauvre et comment remarque-t-on un pauvre à MAMBANDA ?
2. Quels sont les indices et les endroits de grande pauvreté à MAMBANDA ?
3. Quels sont les projets qui doivent être mis sur pieds pour le processus de développement dans votre localité ?

Section 2 : Les caractéristiques visibles et physiques de la pauvreté à MAMBANDA

4. Quel est le nombre des écoles et hôpitaux à MAMBANDA ?
5. Quelles sont les maladies récurrentes dans la localité ? La population a-t-elle des soins adéquats ?
6. Comment peut-on apprécier le niveau de vie des ménages ?

Section 3 : Les stratégies de développement à MAMBANDA

1. Quels sont des projets de développement déjà développés ou en cours d'exécution à MAMBANDA ?
2. Quels sont les organismes et bailleurs de fonds qui financent ces projets ?
3. Quelles sont les ONG les plus actifs dans la localité ? Quels sont les projets régulièrement mis sur pied par ces organisations ?
4. Le PNDP est-il visible à MAMBANDA ? Quels sont les projets de ce programme ?
5. Quels sont les contraintes à la mise en œuvre des projets dans la localité ?
6. Y'a-t-il des comités de développement ? Quel est le rôle de la population locale dans les initiatives de développement ?
7. Quels sont les organismes étatiques et les projets de l'Etat pour lutter contre la pauvreté ?

Merci pour votre aimable collaboration

Annexe 6: Questionnaire

SECTION 0

Nom de l'enquêté.....

Résidence.....

Sexe.....

Nom de la ville.....

Nom du quartier.....

Lieu-dit.....

N° du questionnaire.....

Date de l'enquête.....

SECTION1 CONTEXTE PHYSIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL, CULTURELA MAMBANDA

S1Q1 : Classe d'âge du chef de ménage

A) Moins de 25 ans ;B) 25-39 ans ;C) 40-54 ans; D) 55-ou plus

S1Q2 : Région d'origine

A) Adamaoua ;B) Centre ; C) Littoral ;D) Est ; E) Nord ; F) Extrême-Nord ; G) Ouest ; H) Sud ;
I) Sud-Ouest ;J) Nord-Ouest ;K) Extérieur.

S1Q3 : Religion

A) Musulman,B) Chrétien, C) Animiste, D) Autres à préciser.....

S1Q4 : Niveau d'instruction du chef de ménage

A) Sans diplôme ; B) CEP_CEPE ; C) BEPC ; D) PROBATOIRE ; E) BACCALAUREAT ;
F) DEUG_BTS ; H) LICENCE ; H) MAITRISE _MASTER1 ; I) DEA_MASTER 2 ; J)
DOCTORAT.

S1Q5 : Qu'est-ce que vous faites au quotidien ?.....

.....

S1Q6 : Quelle est votre situation d'activité ?

A) cadre supérieur_ ingénieur ; B) cadre moyen-agent de maîtrise ; C) employé-ouvrier qualifié ; D) manœuvre –ouvrier non qualifié ; E) apprenti ;F) employeur-patron ;G) compte propre ; H) aide familial ; I) retraité ; J) sans emploi ; K) étudiant ; L) femme au foyer.

S1Q7 : Dans quelle catégorie de besoin essentiel vous retrouvez vous ?

A) Pauvre, B) Moyen, C) Riche, D) Autres à préciser.....

S1Q8 : Quel est le statut de votre logement ?

A) Propriétaire ;B) Locataire ;C) Maison familiale ;E) Autres à préciser.

S1Q9 : Avez-vous un titre foncier ?

OUI NON

SECTION 2 : CRITERES GEOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE

S2Q1 Pensez-vous que vous êtes pauvres ?

OUI NON

S2Q2 si oui pourquoi ?.....

.....

S2Q3 quelle est votre principale source d'approvisionnement en eau ?

A) Eau courante ; B) puits ; C) sources aménagés ; D) forages ; E) rivières ; D) lacs ; E) ruisseaux ; F) autres à préciser

S2q4 quelle est votre principale source d'énergie utilisée en cuisine ?

A) Gaz domestique ; B) bois ; C) charbon ; D) électricité ; E) sciure de bois ;F) autres

S2q5quelle est votre principale source d'éclairage ?

- A) Electricité AES SONEL avec compteur ;
- B) Electricité AES SONEL sans compteur
- C) Pétrole ; groupe électrogène ; autres

S2q6de quel type de lieux d'aisance disposez-vous ?

- A) WC avec chasse eau ; B) latrines aménagés ;C) latrines non aménagés ; D) autres à préciser.

S2Q7combien d'écoles compte votre quartier ?.....

.....

S2Q8ou est-ce que vos enfants fréquentent ?.....

.....

S2q9à quelle distance (mètre ou kilomètre) se trouve-t-elle de votre logement ?

- A) Moins de 100m ; B) entre 100et500m ; C) entre 500 et1000m ; D) 1km ; E) entre 1 et 10km ;
- F) plus de 10km

S2q10est ce que vous trouvez que c'est une bonne école ?

Oui non

Sinon pourquoi ?.....

S2q11combien d'hôpitaux compte votre quartier ?.....

.....

S2q12quel est le nom de l'hôpital que vous fréquentez ?.....

.....

S2q13à quelle distance (mètre ou kilomètre) se trouve-t-il de votre logement ?

A) Moins de 100m ; B) entre 100 et 500m ;C) entre 500 et1000m ; D) 1km ; E) entre 1 et 5km ;F) plus de 5km

S2Q14Etes- vous satisfaits de la qualité des soins de cet hôpital ?

OUI NON

S2q15existe-t-il un système d'évacuation des eaux usées dans votre quartier ?

OUI NON

S2q16si oui lequel ?.....

.....

S2q17pensez-vous que ça fonctionne efficacement ?

OUI NON NE SAIS PAS

S2q18sinon pourquoi ?.....

.....

SECTION3CRITERES STANDARTS OU CONVENTIONNELS DE LA PAUVRETE

S3q1quelles sont les maladies les plus fréquentes chez vous ?.....

.....

S3q2combien d'enfants comptez-vous ?.....

.....

S3q3combien vont à l'école ?.....

.....

S3q4combien ne vont pas ?

.....

S3q5pourquoi ?.....

.....
S3Q6 avez-vous un bureau de vote dans le quartier ?

OUI NON

S3q7sinon, ou avez –vous voté la dernière fois ?.....

.....
S3q8parvenez-vousà satisfaire vos besoins alimentaires chaque jours ?.....

.....
**SECTION 4STRATEGIES DE RESOLUTION ET DE GESTION DE LA PAUVRETE
A MAMBANDA**

S4Q1est ce que l’Etat réagi face à vos problèmes (sanitaire, éducatif, alimentaire, emploi, environnemental) ?

OUI NON

Si oui comment ?.....

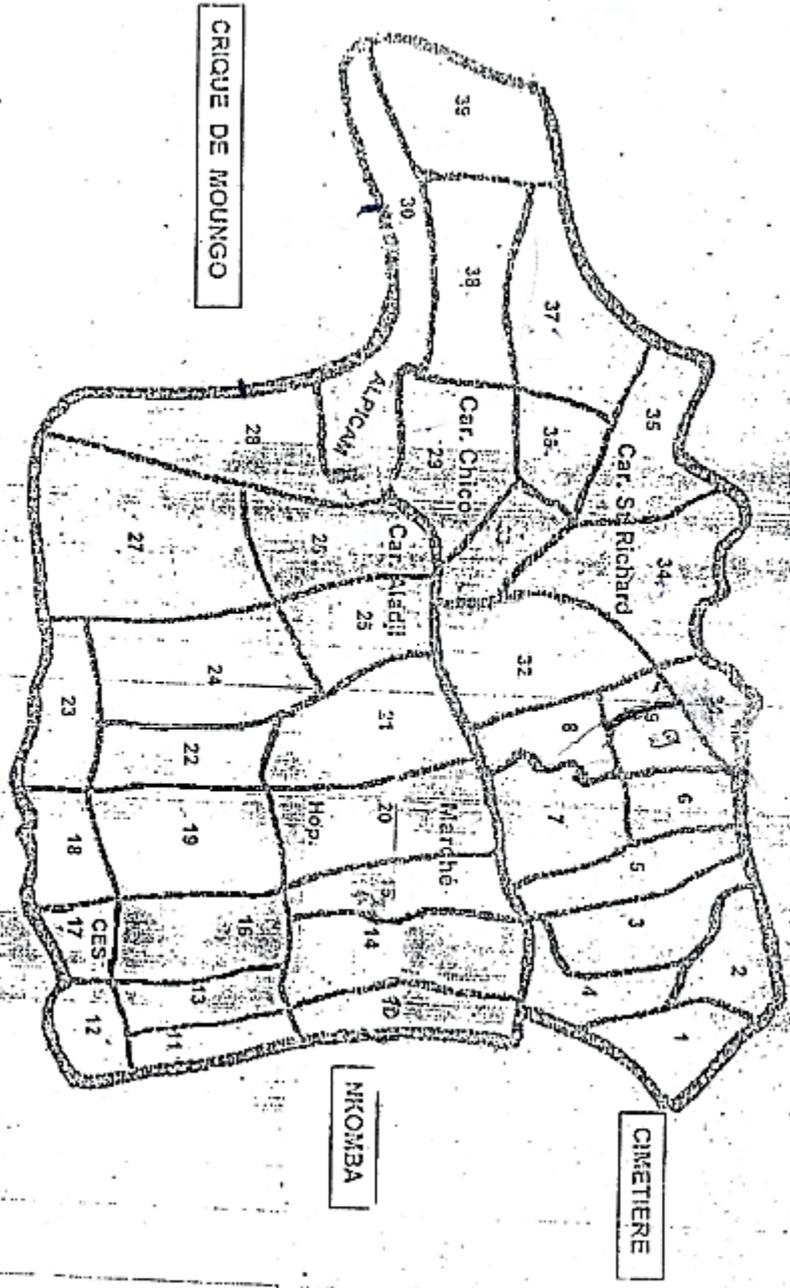
.....
S4Q2que faites-vous pouvoir gérer la situation ?.....

.....
S4q3en dehors de l’Etat, qui d’autre participe à la gestion voire à la résolution de ce problème ?.....

.....
S4Q4 est ce satisfaisant ?

OUI NON

S4q5selon vous, qu’est-ce qu’il faut pour améliorer votre situation ?.....



NGWÉ

GRAND-HAMÉ

BILINGUE

CRIQUE DE MOUNGO

CIMETIERE

NKOMBA

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUME	iii
ABSTRACT	iv
SOMMAIRE	v
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	vi
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTES DES FIGURES	ix
LISTE DES PHOTOS	x
LISTES DES ANNEXES	xi
INTRODUCTION GENERALE	
I. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE	2
II. DEFINITION ET DELIMITATION DU SUJET	2
1. Délimitation Thématique du sujet.....	2
2. Présentation du cadre d'étude(Spatial)	2
3. Délimitation temporelle	3
III. INTERET DE L'ETUDE	4
1. Intérêt scientifique etacadémique	4
2. Intérêt pratique	4
3. Intérêt social.....	4
IV. PROBLEMATIQUE	5
V. QUESTIONS DE RECHERCHE	7
1. Question principale de recherche.....	7
2. Questions spécifiques.....	7

VI. OBJECTIFS DE RECHERCHE	8
1. Objectif principal	8
2. Objectifs spécifiques	8
VII. HYPOTHESES DE RECHERCHE	8
1. Hypothèse principale	8
2. Hypothèses spécifiques	8
VIII. ETAT DE LA QUESTION	8
IX. CADRE CONCEPTUEL	16
1. Pauvreté.....	16
2. Déterminants géographiques.....	20
3. Cadre et qualité de vie.....	22
X. CADRE THEORIQUE.....	23
1. Modèle d'analyse factorielle des données.	23
2. La théorie du capital humain.....	24
3. La théorie de la formation socio spatiale	24
4. La théorie des maitrises foncières d'Etienne LEROY	25
XI. METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	25
1. Démarche méthodologique générale.....	25
2. Techniques de collecte des données	26
XII. LE TRAITEMENT DES DONNEES	27
1. Les traitements liés auxSIG	27
1.1. Le traitement cartographique	27
XIII. LA REDACTION DU MEMOIRE	28
CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA	
CHAPITRE I : ETAT DES LIEUX DE LA PAUVRETE A MAMBANDA.....	19
I. PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE	34

I.1. Point de vue physique.....	34
I.2. Sur le plan économique	37
I.3. Sur le plan social.....	43
I.4. Plan culturel.....	47
I.1. LA POPULATION LOCALE.....	51
I.2. L'ETAT.....	51
L'Etat à travers les administrateurs municipaux met sur pied des programmes susceptibles d'aider des populations sur les plans environnemental ; économique et social.	51
I.2.1. Le maire	52
I.2.2. Le Préfet	52
I.5. Les ONG	52
CHAPITRE II : IMPACT DES DETERMINANTS GEOGRAPHIQUES DE LA PAUVRETE SUR LE CADRE DE LA QUALITE DE VIE A MAMBANDA.....	
I. LES DETERMINANTS LIES A L'ENVIRONNEMENT GEOPHYSIQUE	56
I.1. Mambanda, une île	56
I.2. Une végétation constituée de mangrove et marécages aux sols hydromorphes :risques de contamination par des maladies hydriques	56
I.3. Disparition d'un lac pour l'installation des habitations précaires	57
II. DETERMINANTS LIES A L'HABITAT.....	58
II. 1. Présence d'habitat mobile, sur pilotis et en matériaux de récupération.....	58
III. DETERMINANTS LIES A L'URBANISATION.....	59
III.1. Mambanda, un taux d'accroissement accéléré.....	59
III.2. Précarité en infrastructures sociales.....	66
IV. LES DETERMINANTS LIES AUX COMPORTEMENTS HUMAINS.....	72
IV. 1. Porcheries et habitations se côtoient.....	72
IV. 2. Espaces religieux : lieu de consolation pour les populations de Mambanda.....	74

V. DETERMINANTS LIES AU FONCIER : Une occupation illégale dans toute sa totalité	74
CHAPITRE IV : LES STRATEGIES DE GESTION ET DE RESOLUTION DE LA PAUVRETE A MAMBANDA	
I.1. LA POPULATION LOCALE.....	73
2. Remblaiement des routes.....	75
Photo Sonwa Nadine Février 2018.....	75
3. LUTTE CONTRE L'INSECURITE	75
II.LES ADMINISTRATEURS MUNICIPAUX	76
II. 1.Le maire.....	76
II.1.1. Operations de voirie	76
II.1.2. Operations d'assainissement	76
II.2.3. Operations d'hygiène	77
II.2.4. Lutte contre le désordre urbain.....	77
Plusieurs ouvrages de franchissement sont mis en place par la mairie de Douala 4 ^e pour faciliter le déplacement des habitants de sa circonscription municipale.Les blocs 4 et 15 en ont beaucoup bénéficié.	81
II.2.Le Préfet	81
III. Les ONG.....	83
III.1. Projet filets sociaux (PFS)	83
III.2. GTZ ; MAFADY	84
IV. L'ETAT.....	84
Paragraphe 1 : L'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement à Mambanda.	85
A. La démarche du quartier Mambanda dans les voix du développement durable	86
1. La mise en place d'une structure de coordination et du plan d'action.....	86

2. Evaluation du degré de participation des différents acteurs dans l'élaboration de l'Agenda 21	88
B. La logique de l'intégration des préoccupations environnementales dans la politique de développement de la CUD	91
CHAPITRE V : ENTRE ENTRAVES AU PROCESSION DE DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE, EFFICACE ET INTEGRE DE MAMBANDA	
I-ENTRAVES ET OBSTACLES AU PROCESSION DE DEVELOPPEMENT A MAMBANDA.....	102
I.1. Obstacles naturels	102
II-OBSTACLE HUMAINS	103
II.1. L'incivisme et le non-respect du plan d'occupation des sols.....	103
II.2. Terrains réservés par l'Etat pour la construction des infrastructures sociales (écoles ; hôpitaux) occupés anarchiquement par des individus.	103
II.3. La lenteur et la tolérance administrative	104
II.4. Les fonds octroyés par certains responsables financiers ont été détournés.....	104
II.5. Le moyen utilisé pour le curage des drains	105
II.6. Le banditisme et les agressions	105
II.7. Non influence des forces de l'ordre	106
II. PERSPECTIVES ET VOIES POUR UN DEVELOPPEMENT EFFICACE ET INTEGRE A MAMBANDA	107
CONCLUSION GENERALE	
REFERENCES	118
ANNEXES.....	126
TABLE DES MATIERES	141